

PRÉTENDUE PRÉSENCE DES ÉLÉMENTS DE L'ANP AU MALI  
**Le MDN dément des «allégations tendancieuses»** P. 3

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

**M'SILA**  
**Un réseau international  
de trafic de véhicules démantelé** P. 4

**EDUCATION**

# Une rentrée à la recherche d'un mode d'emploi

Lire l'article de Abdelkrim Zerzouri page 2

**TIARET**

**Deux morts  
et 5 blessés  
dans un  
carambolage**

Lire l'article de  
El-Houari Dilmi page 4

**TÉBESSA**

**Un véhicule  
chute dans  
un oued, 2 morts  
et 7 blessés**

P. 4

**COMMÉMORATION  
DU 5 OCTOBRE**

**Des dizaines  
de manifestants  
à Alger et  
des arrestations**

Lire l'article de R. N. page 3



**REPRISE DU TRANSPORT  
INTER-WILAYAS  
ET DU MÉTRO**

**Aucune  
décision  
n'a été prise**

Lire l'article de R. N. page 3

## Education Une rentrée à la recherche d'un mode d'emploi



Abdelkrim Zerzouri

Maintenant que la date de la rentrée scolaire est connue, le 21 octobre pour le cycle primaire et le 4 novembre pour les cycles moyen et secondaire, le véritable défi se pose en termes d'application du protocole sanitaire dans la durée. La décision prise lors du dernier Conseil des ministres, réuni sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, et qui reste soumise aux prérogatives du Comité scientifique pour examiner et revoir la situation concernant cette rentrée scolaire inédite, n'aborde pas ou ne divulgue pas tous les aspects préventifs sur le plan sanitaire contre le risque de propagation du coronavirus. C'est à peine si on souligne la prise en ligne de compte de la garantie du transport scolaire pour les élèves et l'ouverture des cantines scolaires, et ce après consultation des partenaires sociaux et des associations de parents d'élèves et autres «strict respect des conditions d'hygiène conformément au protocole sanitaire», qu'une impérative «désinfection des établissements scolaires 72 heures avant la rentrée et le port du masque pour le cycle secondaire».

Bien sûr, le communiqué du Conseil des ministres souligne que la santé de l'élève est au centre de tout intérêt et de toutes les priorités, mais cela ne semble guère tranquilliser les syndicats et les parents d'élèves. Les partenaires sociaux ne peuvent pas faire plus que de proposer des solutions, qui nécessitent une application de la part des pouvoirs publics, entre les mains desquels se trouve la maîtrise «matérielle» pour surmonter les difficultés de cette rentrée scolaire 2020/2021.

Le porte-parole du Cnapeste, Messaoud Boudiba, joint hier au téléphone, tient à insister sur le grand défi d'accueillir dans des conditions sanitaires très menaçantes, malgré la décade des cas infectés au Covid-19 enregistrée ces derniers jours, quelque 10 millions d'élèves et près d'un million de fonctionnaires. Concernant les mesures sanitaires préventives, notre interlocuteur relèvera qu'au vu de la surcharge des classes, qui ne permet pas d'appliquer la distanciation physique, le recours aux groupes est indispensable, et qu'il faudrait dans ce contexte mettre à

disposition de l'école tous les moyens matériels nécessaires, dont l'exigence de l'ouverture de nouveaux postes budgétaires pour renforcer le personnel à tous les niveaux de fonction, en particulier dans le domaine de l'enseignement.

Notons que le communiqué du Conseil des ministres, s'il a évoqué l'obligation du port du masque pour les élèves du secondaire ou encore les impératifs liés à la réorganisation des cités universitaires et éviter la surcharge notamment au niveau des amphithéâtres, et ce au vu de la situation sanitaire due à la propagation du Covid-19 (la date du 15 novembre a été retenue pour la rentrée dans le secteur de la formation professionnelle et la date du 22 novembre 2020 pour la rentrée universitaire), n'a pas dit mot sur ces volets relativement à la rentrée scolaire. Les syndicats ne le disent pas, mais il serait très difficile de maîtriser la base dans le cas où il n'y aurait pas de renforcement de l'encadrement. On constate que les enseignants ne sont pas près de travailler les samedis ou d'assurer un emploi du temps double avec le très probable recours aux groupes ou le travail avec des groupes réduits d'élèves.

Ce qui est plus désolant encore, c'est le fait de relever que la tutelle n'a pas cru bon de discuter avec les représentants des syndicats au sujet de cette charge supplémentaire de travail qui découlerait de la division des classes en groupes réduits d'élèves. Il y a bien eu une récente rencontre entre la tutelle et les partenaires sociaux, mais seul l'aspect purement technique lié aux alternatives de la rentrée scolaire, qui permettrait d'appliquer le protocole sanitaire, a été abordé. Les syndicats sont inquiets, mais ne veulent pas jouer aux trouble-fêtes. Les autorités assumeront leurs responsabilités.

Et les parents d'élèves ? Dans l'ensemble, et loin du cercle de la représentativité, c'est l'insouciance totale. Pour preuve, il faut jeter un œil sur les cours de soutien, qui ont déjà commencé dans des salles exiguës et où le respect des règles de distanciation physique, d'hygiène et de port de masque est largement bafoué. L'école publique focalise tous les efforts, mais en parallèle une autre école «informelle» fait du Covid-19 le cadet de ses soucis.

## Avant-projet de loi de finances 2021 Préserver les équilibres économiques

L'avant-projet de la loi de Finances 2021, un des dossiers présentés en Conseil des ministres réuni dimanche sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, vise à préserver les équilibres financiers de manière à permettre la concrétisation des réformes économiques, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. «Afin de relancer l'économie nationale et amorcer un nouveau départ au diapason du plan de relance économique», le Président de la République a mis l'accent sur l'impératif de «parvenir à une formule flexible du budget d'équipement au titre la loi de finances 2021, qui prendrait en considération les grands équilibres économiques», selon le communiqué.

Le Président Tebboune a instruit dans ce cadre «d'éviter d'instaurer des impôts qui n'auraient pas un impact sur le volume du budget, et continuer à alléger les charges sur les citoyens pour préserver les postes d'emploi». De même qu'il a instruit de «contrôler le soutien destiné au secteur agricole, notamment lors des grandes opérations de mise en valeur, appliqué depuis des années mais sans évaluation du bilan ni données appropriées dans ce domaine, et enquêter

sur les dossiers de soutien destinés aux différentes filières agricoles».

Aussi, a-t-il ordonné de «mettre un terme au gaspillage et à la connivence dans les différentes filières et conclure des contrats d'efficacité avec les éleveurs au titre du soutien». Il a également appelé à l'impératif de trouver le «cadre réglementaire idoine pour contrecarrer le phénomène de l'usurpation de fonctions supérieures de l'Etat, et appliquer les peines maximales sur les auteurs de ces escroqueries qui ont fait des victimes même parmi les cadres supérieurs».

Le président de la République a ordonné, par ailleurs, la réalisation «d'abattoirs sur les frontières sud (Tinzauten et Bordj Badji Mokhtar), notamment avec le Mali et le Niger pour approvisionner le marché national en viandes au lieu de les importer», et d'élargir la liste des produits soumis au système de troc. Le Président Tebboune a enjoint d'instituer des exonérations fiscales allant jusqu'à cinq (5) ans au profit des start-up, d'exploiter de la meilleure manière les fonds spéciaux et se passer des fonds qui ne sont pas nécessaires, et de réviser les conditions d'inscription des fonciers issus de marchés de vente et mettre en place une loi sanctionnant la frau-

de et l'évasion fiscale pour lutter contre le blanchiment d'argent et la corruption». Et d'appeler au durcissement du «contrôle en matière d'impôt sur la fortune afin de dissiper toute opacité, principale entrave à la numérisation, d'encourager les petits investisseurs et porteurs projets dans le cadre des start-up, car constituant une source fondamentale pour la réalisation de l'autosuffisance et la création des emplois, et d'éviter d'instaurer ou d'augmenter les impôts sur les professionnels de la pêche». Il a aussi appelé à s'orienter sérieusement vers la construction navale en partenariat avec les étrangers parmi ceux qui ont exprimé leur entière disponibilité en la matière, notamment des pays de la Méditerranée. Le Président Tebboune a ordonné au ministre de l'Industrie de séparer, urgemment, dans les cahiers des charges les appareils électroménagers et les appareils électroniques, afin d'atteindre de manière progressive un taux d'intégration nationale de 70%, et d'encourager les start-up à entreprendre des partenariats avec des sociétés technologiques à travers la sous-traitance notamment dans le domaine de la fabrication de téléphones portables, en vue de hisser les taux d'intégration nationale dans la production.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**V**a-t-on vers le rétablissement de l'exécution de la peine de mort en Algérie ? Suspendue depuis 1993

sous la pression des Organisations non gouvernementales (ONG) ac-

tivant dans le domaine des droits de l'homme, juste après l'exécution de la peine capitale contre l'un des auteurs de l'attentat terroriste qui a ciblé l'aéroport d'Alger, dans une période, donc, sanglante de l'histoire de l'Algérie, la revendication de l'application de la peine de mort n'a jamais connu de répit depuis. Et la multiplication des actes violents et monstrueux, notamment les enlèvements et les assassinats d'enfants, ont donné une autre dimension plus forte que jamais à cette revendication. A tel degré que, désormais, l'application de l'exécution de la peine de mort, qui s'appuyait sur l'argument religieux, est devenue une revendication prise à bras-le-corps par la société dans toutes ses composantes, excepté un camp relativement réduit au silence mais qui continue encore à militer pour l'abolition de la peine de mort, et non seulement sa suspension, au nom de l'universalisme et de l'humanisme. En tout cas, se basant sur l'indignation populaire qui suit, ces dernières années, les tristes événements d'enlèvements et d'assassinats d'enfants, si on proposait cette question en référendum, êtes-vous pour ou contre la peine de mort, nul doute que le oui l'emporterait largement.

Est-ce cette réalité qui rapproche la décision politique du rétablissement de l'application de la peine de mort, principalement, dans les cas d'enlèvements et d'assassinats d'enfants ? Rien ne l'affirme d'une manière absolue, mais on serait tenté de le croire à la suite de l'intervention du président de la République, qui a ordonné lors de la réunion du

**Sentence pendue à une décision politique**

dernier Conseil des ministres «l'application de peines maximales», sans possible allègement ou grâce, contre les auteurs de crimes d'enlèvement de personnes, et ce «quels que soient les tenants et aboutissants de l'acte d'enlèvement». L'application de la peine maximale dans les cas d'enlèvement de personnes n'est autre que l'application de la peine capitale, prononcée par les décisions de justice dans des affaires du genre mais dont l'exécution restait suspendue jusque-là. La problématique ne se situe, donc, pas au niveau de la justice mais bien à un niveau politique. Car, la justice continue à prononcer la sentence capitale dans des affaires passibles de cette peine même après la suspension de l'application de la peine de mort, reste aux autorités politiques de se désengager de la ratification du moratoire sur la suspension de l'exécution de la condamnation à mort si elles ont vraiment l'intention de passer à l'application de la peine de mort dans les affaires liées aux enlèvements et assassinats d'enfants.

Dans le couloir de la mort, de nombreux condamnés attendent depuis des années l'exécution de la sentence de mort. Ils la revendiquent même, selon certains avocats, puisqu'il est intenable moralement de loger durant de longues années dans le couloir de la mort. Il faudrait qu'on abolisse radicalement la peine de mort, qui ne sera plus prononcée par aucun verdict de justice, ou appliquer la sentence une fois prononcée. C'est un avis qui nous a été confié par l'un des défenseurs des droits de l'homme, défenseur farouche, pourtant, de l'abolition de la peine de mort.

## Enlèvements

### Des peines maximales seront appliquées

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné dimanche, lors de la réunion du Conseil des ministres, l'application des peines maximales, sans possible allègement ou grâce, contre les auteurs de crimes d'enlèvement de personnes, et ce «quels que soient les tenants et aboutissants de l'acte d'enlèvement». Lors de la présentation du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre les crimes d'enlèvement des

personnes, le président de la République a insisté sur «que la Loi fasse la distinction entre les affaires liées à l'état civil, à l'instar des cas d'enlèvement d'enfants issus de mariages mixtes, et celles s'inscrivant dans le cadre de la protection et de la lutte contre l'enlèvement pour éviter les dilutions».

De même qu'il a enjoint qu'il soit donné aux associations de la société civile un rôle clé dans la lutte contre ce fléau étranger à la société

algérienne, à travers la constitution en tant partie civile. Intervenant sur le projet de loi, le Président de la République a souligné «l'engagement de l'Etat à protéger les citoyens, à renforcer la justice et la primauté de la loi en vue de consolider le processus démocratique et restaurer l'autorité de l'Etat pour être juste et protecteur des faibles au vu de la propagation du phénomène d'enlèvement, étranger à notre société».

**Le Quotidien**  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E. Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Pub** Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

Reprise du transport inter-wilayas et du métro

## Aucune décision n'a été prise

R. N.

Le ministre des Transports, Lazhar Hani, a confirmé hier, lors du Forum de la radio nationale Chaîne 1, que l'ouverture de l'espace aérien au secteur privé est une décision politique irréversible et ne se limitera pas aux seules liaisons intérieures mais également à l'international. Le ministre a également confirmé que la décision de créer une «société publique de transport aérien qui se chargerait des lignes intérieures» a été prise «au vu des difficultés rencontrées par la compagnie nationale (Air Algérie) dans la gestion des transports internationaux et nationaux». Toujours à propos d'Air Algérie, le ministre des Transports a expliqué que la compagnie nationale aérienne «n'a pas les capacités de couvrir la demande au niveau de 36 aéroports situés sur le vaste territoire national», c'est pourquoi, ajoute M. Hani, que «le président de la République a décidé de créer une société publique nationale qui se chargerait du transport aérien au niveau des aéroports domestiques».

Cette décision, note le ministre, permettra à Air Algérie de se consacrer à «l'exploitation des lignes internationales» et ce, compte tenu de sa «situation» qui ne lui a pas permis de «suivre le rythme des développements». «Toutes les grandes entreprises qui ne peuvent pas suivre le rythme des développements sont vouées à l'extinction, comme cela s'est produit avec les dinosaures», a-t-il déclaré lors de l'émission.

Quant à la décision du président de la République de «réduire les agences commerciales d'Air Algérie à l'étranger», le ministre des Transports a précisé que ces «représentations étaient établies à une époque où le service Internet et les moyens de communication modernes n'étaient pas disponibles, car il était nécessaire pour le client de se rendre dans les agences pour acheter des billets, contrairement à ce qui est actuellement disponible où il peut acquérir des billets par voie électronique», a-t-il ajouté. M. Hani a estimé qu'«il est déraisonnable de maintenir les éternelles manières de gestion, soulignant que les transporteurs aériens internationaux ont adopté la même approche en fermant toutes leurs représentations commerciales en vue de réduire les dépenses et les charges financières importantes qu'implique le maintien de ces représentations». Interrogé sur la reprise des transports entre les wilayas et la réouverture du métro d'Alger, le ministre a affirmé qu'aucune décision «n'a été prise» lors du dernier Conseil des ministres. «Nous ne sommes pas préparés en termes d'organisation et la situation sanitaire n'est pas appropriée malgré la diminution du nombre de contaminations. Nous n'avons pas encore complètement éliminé cette épidémie, bien que la politique de l'Etat adoptée face au Covid-19 ait donné des résultats positifs comparativement à la situation sanitaire chez nos voisins et en Europe», a-t-il avancé.

## Le port d'El Hamdania coûtera entre 5 à 6 milliards de dollars

Le ministre des Transports, Hani Lazhar a révélé, hier à Alger, que le coût de réalisation du port Centre de Cherchell devra osciller, selon l'évaluation initiale du projet, entre 5 et 6 milliards USD.

Répondant à une question de l'APS lors du Forum de la Radio nationale, M. Hani a fait savoir que le coût du projet du port Centre d'El Hamdania (Cherchell) devra couvrir, selon l'étude préliminaire du projet, entre 5 et 6 milliards USD. Cette structure stratégique se chargera du traite-

ment de 6,5 millions de conteneurs et 25,7 millions tonnes de marchandises/an et sera destinée au commerce national maritime, tout en étant un axe d'échanges au niveau régional, a-t-il poursuivi. Tebboune, qui avait ordonné, lors d'un conseil des ministres tenu fin août dernier, l'intensification des contacts avec le partenaire chinois chargé de la réalisation, a consacré, lors d'une séance de travail tenue le 24 septembre dernier, un volet dédié à l'examen des détails de ce projet.

## Les aéroports intérieurs fermés seront rouverts

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a donné des instructions dimanche, lors de la réunion du Conseil des ministres, pour la réouverture des aéroports intérieurs fermés, selon un communiqué de la Présidence de la République.

Le Président Tebboune a également instruit de créer des compagnies spéciales en vue d'assurer le service de transport aérien interne pour créer une dynamique économique et absorber le chômage, et de «revoir» le mode de gestion de la compagnie Air Algérie de manière à la rendre compétitive à l'international, tout en veillant à réduire le nombre de ses agences commerciales à l'étranger. Aussi, a-t-il ordonné, la préparation d'une plateforme pour un hub aéroportuaire de l'Algérie à Tamanrasset en collaboration avec les spécialistes et experts pour

accéder aux marchés africains, et d'exploiter la conjoncture économique mondiale pour l'ouverture de nouvelles lignes, notamment vers les Amériques et l'Afrique. Le Conseil des ministres a écouté et approuvé le plan d'action présenté par le ministre des Transports qui comprend des propositions s'inscrivant dans le cadre de la nouvelle approche socio économique. Un plan relatif à la modernisation du mode de gestion de la Compagnie nationale de navigation aérienne, au renouvellement de la flotte aérienne, à l'ouverture de nouvelles dessertes internationales et la création d'un hub aéroportuaire en Algérie afin d'augmenter le transit notamment d'usagers africains, et veiller à l'exploitation rationnelle des aéroports intérieurs pour pouvoir fournir de meilleures prestations en fret et voyage.

Prétendue présence des éléments de l'ANP au Mali

## Le MDN dément des «allégations tendancieuses»

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a apporté, hier dans un communiqué, un démenti «formel» à certaines «allégations tendancieuses» formulées par des parties maliennes et reprises par certains médias maliens, faisant état d'une prétendue présence des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la localité frontalière malienne d'In Khalil. «Suite à certaines allégations formulées par des parties maliennes et reprises par certains médias maliens, faisant état d'une prétendue présence des éléments de l'Armée nationale populaire dans la localité frontalière malienne d'In Khalil et qu'une partie du territoire malien a été annexée par l'Armée algérienne, le ministère de la

Défense nationale tient à apporter un démenti formel à ces allégations tendancieuses», indique la même source.

A ce titre, le MDN souligne que «ces allégations font suite à une mission technique conduite par des experts relevant du Service géographique et de télédétection de l'Armée nationale populaire accompagnés par un détachement de sécurisation et de protection et à l'intérieur du territoire national pour effectuer des travaux de vérification des bornes du tracé frontalier algéro-malien et à proximité de la localité frontalière malienne d'In Khalil, et que cette mission technique a achevé ses travaux en date du 21 septembre 2020 avant de quitter les lieux sans enregis-

trer aucun incident». «Il convient de préciser que l'Algérie, qui a toujours veillé à la sécurisation de ses frontières nationales, notamment à l'ombre du climat d'instabilité prévalant dans la région du Sahel, réitère son total engagement à respecter la souveraineté des Etats et le principe de l'intangibilité des frontières, notamment avec un pays frère en l'occurrence le Mali, et ce, conformément aux dispositions de la Convention de bornage du 8 mai 1983 signée entre les deux pays, et réaffirme également son attachement à asseoir les principes de bon voisinage et à apporter aide et assistance aux pays voisins lorsque le besoin se fait ressentir», conclut le communiqué.



Depuis sa tribune à l'occasion de la conférence nationale des start-up, le président de la République a menacé de «tordre le cou» à ceux qui veulent «tirer l'Algérie vers le bas». Il a même lancé, presque comme une supplication, «de ne pas décourager les jeunes innovateurs, ceux avec lesquels nous voulons bâtir l'Algérie de demain». Mais un peu comme attendre un convive retardataire est un manque d'égards pour tous ceux qui sont présents, le temps est tout ce qui reste aux Algériens, lorsqu'ils auront tout perdu. D'une tragique vérité, l'histoire qui suit a ceci de particulier qu'elle (dé) montre toute l'épaisseur de la crise multidimensionnelle que nous vivons et l'étrange rapport que nous avons avec le Temps. Un jeune investisseur algérien, après un exil douloureux en terre germanique, décide de mettre son savoir-faire et son argent gagné à la force du jarret, au service de son pays. Sauf que sous nos latitudes toutes particulières, pour faire un pas en avant, il faut se résoudre d'abord à passer par le «chemin tortueux» des trois pas en arrière. Titulaire d'un savoir-faire avéré dans le domaine des nanotechnologies, l'homme malheureux me racontait, il y a quelque temps, sa mésaventure à enseigner à l'école des échecs consommés : «Savez-vous que j'ai commencé par déposer une demande auprès de qui de droit pour obtenir une ligne téléphonique, et ça fait onze mois que je patiente avec zéro résultat. Quand vous subissez l'affront du Picasso, corrigé par un peintre en bâtiment, vous avez une seule envie : (re) prendre le large et ne jamais regarder derrière soi. Quand, encore, vous investissez plusieurs milliards de vos poches et vous attendez douze mois entiers pour obtenir

## Comment mettre le cap sur l'Algérie nouvelle ?

que votre téléphone puisse enfin sonner, cela ne mérite aucun soupir, sinon une inscription en bonne et due forme au Guinness Book des flops organisés» raconte, avec un goût de vomi dans la

bouche, notre investisseur auquel l'on veut faire acheter du poisson pourri en pleines profondeurs océanes. Mais la preuve que le pays a plus appris à creuser dans le sol pour en faire sa pitance plutôt que de promouvoir l'huile de coude, cette autre énergie renouvelable, ce crypto-représentant de l'Etat «conseille» à celui qui veut se mouiller le maillot dans son propre pays à revenir «jouer avec son argent» de là où il est venu. Parce que les porteurs de projets d'aujourd'hui feront les investissements de demain et les emplois d'après-demain, il y a fort à parier que le temps est tout ce qu'il restera au pays lorsqu'il aura tout perdu.

Un peu comme un homme qui a mal à la tête, peut-on valablement lui administrer un placebo quand son mal nécessite le bistouri, et sa guérison une bonne dose de baraka ? Si certains, dans la vie d'ici-bas, ne veulent pas voler le bien le plus précieux de tout être capable de sentir et de penser, le Temps, d'autres veulent faire valoir leur droit à la paresse, dans un pays qui ne produit plus de l'huile de coude depuis très longtemps déjà. L'on se souvient d'un certain Paul Lafarge qui avait mis fin à sa vie, de peur de devenir une charge pour les autres, c'est-à-dire pour ceux qui travaillent. Au nom d'une philosophie toute particulière, celle de disposer de son temps comme on l'entend, la meilleure solution pour le pays ne serait-elle pas respecter le temps des autres et régler sa propre horloge à la vingt cinquième heure ? Assurément, qu'est-ce que «longtemps» pour une vie d'homme ?

## Commémoration du 5 Octobre Des dizaines de manifestants à Alger et des arrestations

R. N.

Quelques dizaines de personnes, des centaines selon d'autres témoins, ont marché à Alger, hier en début d'après-midi, malgré un important dispositif policier constaté dès la matinée. La manifestation provenait de Belouizdad (via Hassiba Ben Bouali) et de Bab El Oued, avant de se diriger vers le centre de la capitale, vers le quartier Ferhat Boussad (ex-Meissonier) puis la place Maurice Audin. Elle a été organisée en réponse à des appels anonymes sur les réseaux sociaux

à «manifester le 5 octobre 2020». Ce qui explique, d'ailleurs, l'important dispositif policier installé très tôt dans la journée. La où le dispositif sécuritaire était le plus visible c'était à la place Audin.

Selon des vidéos diffusées sur Facebook, les manifestants scandaient des slogans du Hirak. Les marcheurs provenaient de Hassiba Ben Bouali ont bifurqué sur la ruelle menant vers Réda Houhou pour se diriger dans le sens de la Mosquée Errahma (Meissonier). D'autres vidéos montrent des manifestants à Audin tentant de remonter Boulevard Mohamed V,

avant de rebrousser chemin sur Didouche Mourad, sous la pression d'une forte présence policière à ce niveau.

Par ailleurs, selon le Comité national pour la libération des détenus (CNLD), plusieurs personnes ont été arrêtées hier. Il s'agit, selon la même source, «d'une vingtaine de manifestants» parmi eux «Mohamed Lamine Maghnine, Nawel Laib (étudiante), Abdeldjabbar Bennouna, Hassan Mabtouche, Maasoum Massoum Frantz Fanon, Djaber Abdelrahman Righi, Yassine Zerkani et l'étudiante Chahrazed».

## Meurtre de Chaïma Le débat sur l'application de la peine de mort relancé

M. Aziza

Les appels exigeant l'application de la peine de mort à l'encontre des auteurs de crimes, lancés à travers les réseaux sociaux, après le meurtre « horrible » d'une jeune fille à la fleur de l'âge, ont été aussitôt critiqués par certains. L'assassinat de la jeune Chaïma, séquestrée, violée, tuée et brûlée a mis en ébullition les réseaux sociaux. Le procureur du tribunal de Boumerdès a présenté les détails de l'affaire.

Il a affirmé lors d'un point de presse hier que l'accusé a confirmé après l'interrogatoire qu'il avait attiré la victime et commis « l'acte indécent » et l'avait brûlée avec de l'essence. Et ce, après l'avoir torturée. Le procureur a également souligné, lors de son intervention, qu'après avoir examiné le cadavre brûlé de la victime, les enquêteurs ont relevé la présence d'ecchymoses et une blessure sur sa cuisse gauche. Le mis en cause a été placé en détention après avoir été entendu par le juge d'instruction.

Les internautes se sont indignés contre ce qu'ils qualifient de légèreté des lois à l'encontre des violeurs et des criminels. Ils se sont insurgés contre les séries de viols et de meurtres qui prennent de l'ampleur, notamment contre les femmes et les enfants (filles et garçons) ces derniers temps. Cette tragédie, qui témoigne d'un vrai malaise sociétal et moral, interpelle, aujourd'hui plus qu'hier, les pouvoirs publics. Le président du réseau Nada, Abderrahmane Arar, a mis l'accent sur la nécessité de dynamiser le rôle des institutions sociales et d'ouvrir en urgence un débat large avec les acteurs de la société civile et les parents, avec un encadrement qui sera assuré par des spécialistes en la matière.

Tout en affirmant que le réseau est favorable à l'application de la peine de mort à l'encontre des auteurs d'enlèvements, viol et crime contre enfants, il s'est

dit pour un travail de fond, au-delà du judiciaire et du sécuritaire. « Depuis dix ans, on parle uniquement des conséquences, mais sans traiter ou d'analyser les problèmes de fond ». L'on doit non seulement traiter psychologiquement et socialement les victimes de viol et d'enlèvement mais aussi leurs auteurs. Autrement dit, l'on doit penser à des mécanismes pour endiguer la petite criminalité, la délinquance, les conflits familiaux et la précarité sociale.

Le collectif des Femmes algériennes pour un changement pour l'égalité (FACE) a lancé un appel à toutes les citoyennes et citoyens, pour un rassemblement pour dénoncer les meurtres odieux de Chaïma, Ikram, Asma, Amira, Razika et de toutes les autres femmes assassinées, pour ce jeudi, à Alger. Certains membres d'associations féministes et des organisations de lutte contre le féminicide se disent contre les appels qui exigent la peine de mort. Wiame Awers estime qu'« il ne faut pas laisser le champ libre, si nous ne discutons pas de ce que ferait la peine de mort à la société (des deux côtés), alors, nous aurons échoué drastiquement ». Pour certains qui se sont exprimés sur les réseaux sociaux : « la peine de mort n'est pas dissuasive : dans les États où elle est appliquée, elle ne provoque pas une baisse de la criminalité. De la même manière que son abolition ne provoque pas une hausse de la criminalité. C'est important de le noter et de s'appuyer sur les enquêtes internationales à ce sujet » écrit un internaute.

Et d'ajouter : « L'application de la peine de mort n'est pas dissuasive, elle n'a aucune force de prévention. Au contraire, les criminels savent qu'ils n'ont plus rien à perdre et sont d'autant plus violents. Il est même fascinant de constater comme les chiffres de la criminalité sont justement plus élevés là où la peine capitale est appliquée ».

## Affaire du détenu Abdallah Bennaoum Les précisions du parquet général de Relizane

Le parquet général près la Cour de Relizane a affirmé, dimanche dans un communiqué, que le détenu Abdallah Bennaoum était sous surveillance médicale continue depuis son transfert à Oran le 30 juin dernier. Réagissant à des informations relayées par certains médias concernant l'état de santé du détenu Abdallah Bennaoum et selon lesquelles « l'établissement pénitentiaire lui aurait refusé des soins et aurait interdit à sa défense et à sa famille de lui rendre visite », le parquet général précise que « contrairement à ce qui a été rapporté, l'établissement pénitentiaire de Relizane a pris en charge le détenu sur le plan sanitaire et l'a transféré à Oran dès que le médecin en a fait la demande pour réaliser une échocardiographie et non pour subir une intervention chirurgicale ». Le détenu « est sous surveillance médicale continue à Oran depuis la date de son transfert, le 30 juin, et l'administration de l'établissement pénitentiaire d'Oran a tenté à plusieurs reprises de le transférer au service de cardiologie à Oran pour le présenter à un médecin spécialiste, mais il refusait à chaque fois comme il a refusé toute intervention médicale », a précisé le parquet. « On a tenté à six (6) reprises de le transférer à l'hôpital, mais il a toujours refusé et son refus est consigné par le médecin de l'établissement pénitentiaire », ajoute-on de même source.

Ce détenu « a exigé à l'administration pénitentiaire son transfert à Alger pour être examiné par Dr Benkhedda Salim, en dépit des moyens médicaux importants dont dispose le CHU d'Oran », a indiqué le parquet général près la Cour de Relizane, précisant qu'« il n'y a pas de recommandation médicale nécessitant le transfert du malade vers un hôpital donné à Alger, ce qui prouve que ce dernier est à l'origine du retard de son examen médical ». « Le 1er octobre, le détenu en question a refusé de recevoir son avocat qui s'est présenté à l'Etablissement pénitentiaire d'Oran sous prétexte de son état de santé, de même qu'il a refusé, le 2 octobre, de se rendre au parloir lors de la visite de sa famille sous le même prétexte, alors que les certificats médicaux établis par le médecin et la psychologue en date du 3 octobre attestent que son état de santé et son état psychologique étaient stables », indique le communiqué, précisant qu'« il est sous surveillance médicale, de jour comme de nuit, au niveau de l'infirmerie de l'établissement pénitentiaire ». Abdallah Bennaoum est poursuivi, entre autres, pour « délit de possession et diffusion de vidéos visant à porter atteinte au moral des troupes, à la sécurité de l'Etat, à l'unité et à l'intégrité de la Nation, outrage à corps constitué et incitation aux attroupements », rappelle la même source.

## Coronavirus 134 nouveaux cas et 8 décès

Cent trente quatre (134) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 94 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 52.270 dont 134 nouveaux cas, soit 0,3 cas

pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1768 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36.672, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 22 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 4

autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 22 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

## Blessés, invalides et radiés des rangs de l'ANP Les dossiers étudiés au « cas par cas »

Les dossiers des blessés, des invalides et des radiés des rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) sont étudiés au « cas par cas », a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans l'objectif de prendre en charge l'ensemble des préoccupations médico-sociales des différentes franges et catégories des retraités de l'Armée nationale populaire, en l'occurrence les blessés, les invalides et les radiés des rangs de l'ANP pour diverses raisons, et à l'issue des nombreuses rencontres regroupant les services compétents du ministère de la Défense

nationale et les représentants desdites catégories, le ministère de la Défense nationale rassure les concernés que ses services oeuvrent au suivi et à l'étude de leurs dossiers au cas par cas », précise le communiqué.

A ce titre, « les bureaux régionaux de la Caisse des retraites militaires ont reçu des dizaines de milliers de dossiers médicaux des différentes catégories concernées à travers toutes les Régions militaires, et s'attèlent actuellement à leur tri, à la vérification de leur constitution et à leur examen par les Commissions d'expertise médicale.

## Tébessa Un véhicule chute dans un oued, 2 morts et 7 blessés

Deux personnes ont trouvé la mort et sept autres ont été blessées dans un accident survenu sur un tronçon de la RN 5, au lieudit « Bir Goussa », a précisé le même document relevant qu'un véhicule sur ce tronçon avait dévié et chuté du haut d'un pont dans un oued. Le corps d'une femme, âgée de 45 ans, décédée sur les lieux, a été transféré vers la morgue de l'hôpital Alya Salah de Tébessa, a ajouté la même source, soulignant qu'une autre femme, âgée

de 35 ans, enceinte de neuf mois, victime dans cet accident et décédée dès son admission aux urgences médicales de Tébessa. L'accident a également engendré des blessures à un adulte et six (6) enfants, âgés entre 2 et 12 ans, secourus par les pompiers et transférés vers les urgences médicales du chef-lieu. Les services sécuritaires compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de l'accident.

## Tiaret Deux morts et 5 blessés dans un carambolage

Un tragique accident de la route s'est produit hier, sur le chemin de wilaya N°11 reliant Tiaret à la localité de Tagdempt, faisant deux (02) morts et cinq blessés, apprend-

on de la direction de la protection civile. Selon la même source, le drame s'est produit lors d'un carambolage entre trois véhicules de tourisme, se sollicitant par la mort sur le coup de deux hommes âgés de 35 et 85 ans, et cinq (05) autres blessés.

## M'sila Un réseau international de trafic de véhicules démantelé

Les services de la sûreté de daïra de Djebel Messâad ont permis de récupérer 24 voitures et un camion que les contrebandiers essayaient de vendre sur le territoire national, a-t-on précisé à la sûreté de wilaya. Plusieurs éléments du réseau mis en cause dans cette affaire de trafic ont été écroués, alors que les membres restant, en fuite, sont

activement recherchés par la police, a-t-on ajouté. Parmi les chefs d'accusation retenus contre ces individus la « mise en circulation de véhicules non conformes, faux et usage de faux de documents administratifs en vue de mettre en circulation des véhicules aux caractéristiques non conformes ».

activement recherchés par la police, a-t-on ajouté.

Parmi les chefs d'accusation retenus contre ces individus la « mise en circulation de véhicules non conformes, faux et usage de faux de documents administratifs en vue de mettre en circulation des véhicules aux caractéristiques non conformes ».

## Pas de répit au Karabakh Inquiétude croissante pour les civils

**Forces séparatistes arméniennes du Nagorny Karabakh et armée azerbaïdjanaise poursuivaient sans relâche lundi leurs affrontements, au lendemain d'une journée marquée par les bombardements de zones urbaines ayant fait des victimes civiles.**



Le ministère des Affaires étrangères des séparatistes du Karabakh a indiqué que dans la matinée leur capitale, Stepanakert, peuplée de 50.000 habitants, était visée par «des tirs de roquettes intensifs». La veille, des deux côtés du front, des tirs d'artillerie avaient déjà visé des villes, en particulier Stepanakert et sa voisine Choucha, et en Azerbaïdjan: Gandja, deuxième ville du pays à 60 km de la ligne de contact, ou enco-

re Beylagan. Et selon Bakou, les frappes sur les zones urbaines azerbaïdjanaises ont aussi repris lundi. «Les forces armées arméniennes attaquent les zones densément peuplées à Gandja, Barda, Beylagan et d'autres villes d'Azerbaïdjan avec des missiles et des roquettes. Barbarie et vandalisme», a dénoncé le conseiller présidentiel azerbaïdjanais Hikmet Hajiyev sur Twitter. Au Karabakh comme en Azerbaïdjan, les journalistes de l'AFP ont vu des

maisons ou immeubles d'habitants touchés par les tirs. Selon des bilans officiels, les bombardements dimanche ont fait quatre morts parmi les habitants de la république autoproclamée, et cinq en Azerbaïdjan. Ainsi que de nombreux blessés. Comme à leur habitude depuis la reprise du conflit le 27 septembre, les belligérants s'accusent de délibérément viser des civils, diffusant des images d'habitations détruites ou de missiles non

explosés plantés dans des façades. Dimanche soir, face à la violence des bombardements touchant les zones habitées, la Russie s'est inquiétée de ce tournant. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a exprimé sa préoccupation, auprès de son homologue arménien, face à «la hausse du nombre de victimes au sein de la population civile». Il a réitéré l'appel de la Russie, principale puissance régionale, à «un cessez-le-feu au plus vite». Le Comité international de la Croix-Rouge a lui aussi condamné «les bombardements aveugles».

### «UN RETRAIT ET DES EXCUSES !»

Des centaines de maisons et d'infrastructures clés comme des hôpitaux et des écoles ont été détruites ou endommagées, selon le CICR. Les séparatistes, soutenus politiquement et militairement par l'Arménie, et les Azerbaïdjanais n'ont donné, au neuvième jour de combats, aucun signe de vouloir entendre les appels à la trêve de l'essentiel de la communauté internationale. Le Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens, a fait sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS, entraînant au début des années 1990 une guerre qui a fait 30.000 morts. Le front y est quasiment gelé depuis malgré des heurts réguliers.

Les deux camps s'accusent de la reprise des hostilités, une crise parmi les plus graves, sinon la plus grave, depuis le cessez-le-feu de 1994, faisant craindre une guerre ouverte entre les deux pays ex-soviétiques. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev,

dans un discours télévisé à la nation a proclamé dimanche que l'offensive continuerait jusqu'à ce que son adversaire quitte «nos territoires», que le Premier ministre arménien Nikol Pachinian «présente ses excuses» et proclame que «le Karabakh, ce n'est pas l'Arménie». Bakou revendique nombre de succès militaires sur le terrain, notamment la prise de plusieurs villes et villages.

### «VICTOIRES IMAGINAIRES»

Mais du côté arménien, on rejette ces affirmations et on affiche aussi sa détermination. «Ayant échoué à gagner sur le champ de bataille, la partie azerbaïdjanaise proclame des victoires imaginaires et répand des +fake news+ sur des bombardements arméniens de zones habitées azerbaïdjanaises», a dénoncé le ministère arménien des Affaires étrangères. Le bilan des morts - toujours très partiel, Bakou ne communiquant pas ses pertes militaires - s'établit à 245, le Karabakh ayant revu à la baisse à 202 le nombre de ses combattants tués.

S'y ajoutent 18 civils du territoire séparatiste et 25 Azerbaïdjanais. Mais chaque partie affirme avoir tué de 2.000 à 3.000 soldats ennemis. Une escalade du conflit pourrait avoir des conséquences imprévisibles, plusieurs puissances étant en concurrence dans le Caucase: la Russie, le traditionnel arbitre régional, la Turquie, alliée à l'Azerbaïdjan, ou encore l'Iran. Les Turcs sont déjà accusés d'aggraver le conflit en encourageant Bakou à l'offensive militaire et sont fortement soupçonnés d'avoir déployé des mercenaires syriens pro-turcs au Karabakh.

## Archipel français de Nouvelle-Calédonie Un deuxième référendum, et après ?

La nette progression des indépendantistes au deuxième référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, archipel français stratégique de 270.000 habitants dans le Pacifique-sud, remporté dimanche par les pro-français à 53,26%, les place en position de force pour discuter de l'après accord de Nouméa. Voici les conséquences politiques et les principaux enseignements qu'on peut tirer de ce scrutin.

### QUID DU TROISIÈME REFERENDUM ?

Comme l'a rappelé le président français Emmanuel Macron dans une déclaration solennelle dimanche après le résultat, «un troisième référendum est possible». L'accord de Nouméa (1998), qui a mis en œuvre un processus de décolonisation inédit dans l'histoire de France, prévoit en effet la possibilité, à partir du sixième mois (avril 2021) suivant le scrutin, qu'un troisième et dernier référendum puisse être organisé «à la demande écrite du tiers des membres du Congrès» (18 sur 54). A compter de cette demande, l'Etat français a 18 mois pour organiser le scrutin. Mais l'ex-Premier ministre Edouard Philippe et les forces politiques calédonniennes ont convenu que ce nouveau scrutin ne pourrait avoir lieu «entre le milieu du mois de septembre 2021 et la fin du mois d'août 2022», pour éviter que cette consultation ne se télescope avec les élections présidentielles et législatives en France.

La question restera inchangée: «Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante?» Les indépendantistes ont d'ores et

déjà annoncé qu'ils demanderaient le troisième scrutin, tout en se disant ouverts au dialogue. En face, les non indépendantistes voudraient à tout prix l'éviter, craignant un nouveau recul de leurs positions.

### LE RETOUR DE L'ETAT TRES ATTENDU

Emmanuel Macron a annoncé dimanche que le gouvernement français allait prendre «des initiatives» dans les prochains jours pour «bâtir un nouveau projet» pour sortir de l'accord de Nouméa, qui s'achève fin 2022 avec un possible dernier référendum et laisse dans le flou le statut du territoire et son avenir politique. Le Premier ministre français Jean Castex a confirmé dans un communiqué qu'il allait réunir «prochainement» tous les acteurs de Nouvelle-Calédonie «disposés à travailler ensemble à la poursuite du processus de dialogue et de paix à l'œuvre depuis trente ans». Une manière de reprendre la main sur un dossier dont s'était emparé avec succès son prédécesseur. Indépendantistes et non indépendantistes ont tous regretté le manque d'implication de la parole de l'Etat français au cours du deuxième référendum. «L'Etat nous a complètement lâché, il n'y a plus de son, plus d'image» depuis l'arrivée de Jean Castex, a regretté Roch Wamytan, président (UC-FLNKS, indépendantistes) du Congrès. Un avis que partage le président loyaliste du gouvernement Thierry Santa (Avenir en Confiance, droite): «Le nouveau gouvernement s'est très peu impliqué. C'est un reproche que nous faisons à l'Etat: un manque d'implication et un manque de positionnement».



### UN CONSENSUS SUR QUOI ?

Tous les acteurs politiques calédoniens se disent prêts à se mettre autour de la table dès à présent. Mais il va falloir concilier les antagonismes, ce qui s'annonce comme une tâche ardue. Pour Roch Wamytan, il faudra discuter de deux points fondamentaux: «la place du peuple kanak car c'est lui qui est colonisé, et le lien à la France que nous questionnons depuis 167 ans». Aux yeux du FLNKS, la pleine souveraineté est la seule option possible après l'accord de Nouméa. Mais pour Thierry Santa, «si on se remet autour

de la table, ce n'est pas pour discuter de l'indépendance, mais pour prendre en compte la volonté exprimée par le résultat du référendum». La présidente de la province Sud, Sonia Backès, a mis en avant deux thèmes prioritaires: l'ouverture de la citoyenneté, qui pour le moment exclut toute personne arrivée sur le Caillou après novembre 1998, et des garanties sur les propriétés privées. Le député Philippe Gomès, dirigeant de Calédonie ensemble, veut lui «conjuguer +souveraineté+ et +République+ au lieu de les opposer», et se dit même «prêt à construire un consensus pour un +oui+ collectif sur un avenir partagé où chacun aurait sa place».

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES RESSOURCES EN EAUX  
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAUX  
DE LA WILAYA D'ORAN

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

Numéro d'identification fiscale (NIF) de la DRE ORAN : 097331019173813

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°01/2020

**PROJET:** Raccordement du rejet des eaux usées de l'Aéroport « Ahmed Benbela »

d'Es Senia vers la STEP d'El Kerma- Daira d'Es Senia.

Conformément aux dispositions de l'article 52 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics ; La Direction des ressources en eau de la Wilaya d'Oran, Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de Capacités minimales N°01/2020.

Qu'à l'issue de l'analyse et le jugement des offres techniques et financières, les marchés sont attribués à titre provisoire à l'entreprise suivante:

LES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT	DELAIS	NOTE TECHNIQUE	Numéro d'identification fiscale de l'entreprise	OBS
MAHIEDDINE AZZEDDINE	5 922 772,80 DA TTC	05 Mois	63,67 points	197631010632242	Moins Disant

Les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation.

Les entreprises soumissionnaires peuvent adresser leurs recours auprès de la commission de Wilaya des Marchés Publics dans un délai de 10 jours des la première parution du présent vis dans les quotidiens nationaux.

ANEP N° 2031006555 Le Quotidien d'Oran 06/10/2020



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'HABITAT, L'URBANISME ET DE LA VILLE



AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT  
Lotissement Saïd HamdineBir Mourad Rais – ALGER.  
N° Identification fiscale : 000016001405697  
A. A. D. L

### AVIS DE PROROGATION DE DELAI

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour les opérations inférieures ou égales à 400 logements N°01 / 20/L.V/ D R TIARET – AADL -

L'AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT- DIRECTION REGIONALE DE TIARET « DR TIARET – AADL » informe l'ensemble des soumissionnaires ayant retiré le cahier des charges relatif à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour les opérations inférieures ou égales à 400 logements N° 01 / 20/L.V/ D R TIARET – AADL -portant Sur REALISATION DES 750 LOGEMENTS SITE 01 et 02 EN TCE AVEC LOCAUX A USAGE COMMERCIAL ET PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIES Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » Y Afférents à MASCARA ,paru dans lesquotidiens nationaux en date du 17/09/2020 et le BOMOP, que la durée de la préparation des offres fixée initialement à 15 jours est prorogée de 08 jours. La date de dépôt des offres correspond au dernier jour du délai de préparation des offres initial augmenté du délai de prorogation et ce à dater de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans la presse ou dans le BOMOP, au plus tard à 12h00. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi ou samedi), la date d'ouverture des plis techniques et financiers sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture en séance publique des plis des dossiers de candidatures, des offres techniques et financières s'effectuera en une seule phase au siège du maître de l'ouvrage

DIRECTION REGIONALE « AADL » TIARET.

SISE BLOC 16 CITE DES 500 LOGEMENTS

–KAID AHMED -WILAYA DE TIARET.

en présence des soumissionnaires, le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus-indiquée à quatorze (14 h00) heures.

Le Directeur Régional  
« AADL » TIARET

ANEP N° 2031006482 Le Quotidien d'Oran 06/10/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE MOSTAGANEM  
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU  
NIF- DRE = 098027019000436

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 52 et 65 du Décret Présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Monsieur le Directeur des Ressources en Eau de la wilaya de Mostaganem remercie et informe l'ensemble des entreprises ayant participé à l'avis d'appel d'offre avec exigences de capacités minimales N°37/2020, paru dans les quotidiens nationaux en langue française: "Le quotidien d'Oran" en date 04/08/2020, et en langue arabe: "الشباب" en 04/08/2020 concernant l'opération : « Réhabilitation et renforcement des localités démunies en réseaux d'alimentation en réseaux d'AEP à travers la wilaya».

Est informé qu'à l'issue de l'évaluation des offres, les projets sont attribués provisoirement conformément au tableau ci-dessus :

Projet	Soumissionnaire	Montant de l'offre (DA en TTC)	Délai	N.I.F	O.B.S
Lot N°24: Renforcement en AEP du douar Guerracha à partir du système MAO- Dessalement-Commune de Touahria.	BOUKSARA RACHID	9.500.002,05	120 Jours	19952722008824	Moins disant
Lot N°25: Réhabilitation du réseau d'AEP du douar Hmaïdia - Commune de Souaflia.	NABI LATIFA	4.098.955,00	60 Jours	298627120079908	Moins disant
Lot N°26: AEP des douars Slammia - O/Adda et Araba - Commune de O/ El kheir.	MOSTEFAOUI LAKHDAR	58.719.895,50	240 Jours	197327160039331	Moins disant
Lot N°27: Adduction inter Réservoir 500m3 Balakehal – Réservoir 250m3 Aouamria - Commune de Kheireddine.	MAHDID LAKHDAR	9.190.132,00	90 Jours	193927160136433	Moins disant
Lot N°30: Renforcement en AEP des douars Chaibia, Sakhra, Touafir, Tiaba et Chara - Commune de Ben Abdel Malek Ramdane.	EURL BOUKSARA RAI	54.931.828,00	180 Jours	001927229001836	Moins disant
Lot N°31 : Génie Civil et équipement de la station de pompage des douars Chaibia, Sakhra, Touafir, Tiaba et Chara - Commune de Abdel Malek Ramdane.	EURL EL TAHOUR	29.727.152,00	300 Jours	001148119001352	Moins disant
Lot N°32: Le reste à réaliser des travaux du réservoir 250m3 Surlevé du douar Zaimia Commune de Mansourah.	MAKRELOUF MOHAMED	17.072.751,50	255 Jours	196829360023330	Moins disant

A partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire, un délai de 10 jours est accordé aux soumissionnaires désireux de déposer leurs recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Mostaganem conformément l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financière sont invités à se rapprocher du bureau des marchés de la direction des ressources en eau de la wilaya de Mostaganem au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication dans la presse du présent avis d'attribution provisoire.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2031006558 Le Quotidien d'Oran 06/10/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL  
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01 /2020

NIF 411014000045009

DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE RELANCE DU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL SUR FOND FNDRA  
La Direction des Services Agricoles de la Wilaya de NAAMA lance un avis d'appel d'offre national ouvert pour l'opération «Réalisation DE PISTES » répartis en lots comme suit :

LOT N°01 ouverture de piste agro-pastorale à DERMEL-KRIMA COMMUNE DE DJENIEN SOUREZEG  
LOT N°02 ouverture de piste agro-pastorale à SEBKHA COMMUNE DE NAAMA  
LOT N°03 ouverture de piste agro-pastorale à HADJERAT TOUAL COMMUNE DE NAAMA

Les soumissionnaires intéressés par l'avis d'appel d'offre national ouvert, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la direction des services Agricoles de la Wilaya de NAAMA  
Les offres doivent être accompagnées obligatoirement du dossier réglementaire exigé dans le cahier des charges et comportant :

#### • LA 1<sup>ère</sup> ENVELOPPE : DOSSIER DE CANDIDATURE: doit contenir :

- Déclaration de candidature remplie cachetée et signée
- Déclaration de probité remplie datée et signée
- Copie certifiée portant sur le statut juridique de l'entreprise. Le cas échéant
- Attestation des pouvoirs habilitant les personnes à engager (dans le cas de société ou de groupement) -
- Copie du registre de commerce (visé par CNRC pour ETP retenue / +Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt de comptes sociaux année 2019 auprès CNRS pour l'ETP régit en SPA-EURL-SARL-SNC-SCS.
- Casier judiciaire N° 3 original ou copie des signataires du dossier datant de 3 mois en cours de validité
- Attestation de mise à jour fiscale et parafiscale valide le jour de l'ouverture (Extrait de rôle - apuré ou avec calendrier CNAS.CASNOS.CACOBATH copie
- Copie du Numéro d'identification fiscal de l'entreprise (copie) .
- Copie d'un certificat de qualification professionnelle travaux public principale ou secondaire catégorie 1 et plus en cours de validité à la date d'ouverture des plis..
- Copie des bilans financiers des trois derniers exercices 2017//2018/2019, dûment visés par les services fiscaux « joindre attestation d'activité
- Copie de l'attestation de solvabilité Bancaire
- Liste des Personnel pour l'encadrement technique du projet accompagne des diplômes ,cette liste sera justifiée par DAS 2019 + mise à jour CNAS en cour de validé le jour d'ouverture des plis .
- Copies des références professionnelles même nature des travaux fournies par les maîtres de l'ouvrage en indiquant les montants.
- Liste du matériel à engager dans le cadre du présent projet avec production des pièces justificatives ( cartes grises ou récépissé au nom de l'entreprise + Assurances pour matériel roulant valides le jour d'ouverture des plis. Attestation de constat d'huisier année 2019 ou plus récent pour le matériel non roulant ou facture-

#### LA 2<sup>ème</sup> ENVELOPPE : (DOSSIER DE L'OFFRE TECHNIQUE) doit contenir :

- Déclaration à souscrire remplie cachetée et signée.
- Le cahier des charges (coté et paraphé) sans les pièces figurants dans l'offre financière et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».

#### • LA 3<sup>ème</sup> ENVELOPPE : (DOSSIER DE L'OFFRE FINANCIERE) doit contenir :

- La lettre de soumission remplie cachetée et signée.
  - Le bordereau des prix unitaires (BPU) remplie cachetée et signée.
  - Le devis quantitatif et estimatif (DQE) remplie cachetée et signée
- Les dossiers doivent être déposés dans un délai de (15) quinze jours à compter de la date de la première parution à (12 h 00) Les soumissionnaires doivent adresser leurs offres, ses offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Ces trois dossiers sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise – nom avec adresse. Les trois sont mises dans une enveloppe extérieure anonyme à l'adresse suivante
- Monsieur le Directeur des services agricoles, -NAAMA - Avec la mention « SOUMISSION A NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES -
- AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 01 /2020

L'ouverture des plis se fera publiquement en date du .....le dernier jour de l'appel d'offre à (14 h 00) au siège de la DSA les entreprises soumissionnaires sont invitées à y assister chaque dossier ne repend pas aux conditions du cahier des charges est rejeté automatiquement.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2031006543 Le Quotidien d'Oran 06/10/2020

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية وهران  
مديرية التنظيم والشؤون العامة  
مصلحة الشؤون القانونية والمنازعات  
مكتب المنازعات ونزع الملكية

## القرار رقم 1942/ المؤرخ في

المبتمن فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية لمشروع  
حماية بوتليليس (مركز) ضد الفيضانات .

إن والي ولاية وهران ،

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 26 سبتمبر 1975 المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم
- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر 1990 المتعلق بالتوجيه العقاري المعدل والمتمم
- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 المعدل والمتمم المتعلق بالتهنية والتعمير المعدل والمتمم .
- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 المتضمن قانون الأملاك الوظيفية .
- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991 المحدد للقواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المعدل والمتمم .
- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 22 جوان 2011 المتعلق بالبلدية .
- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 21 فبراير 2012 المتعلق بالولاية .
- بناء على المرسوم الرئاسي المؤرخ في 2020/09/18 المتضمن تعيين السيد جلاوي عبد القادر في منصب والي لولاية وهران .
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 186/93 المؤرخ في 27 جويلية 1993 المحدد لكيفيات تطبيق القانون رقم 11/91 المشار إليه أعلاه المعدل والمتمم .
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 215/94 المؤرخ في 23 جويلية 1994 المحدد لأجهزة الإدارة العامة في الولاية وهاكلها .
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 07 المؤرخ في 1994/05/11 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية .
- بمقتضى التعليم الوالي رقم 106 المؤرخ في 2013/02/03 المتعلقة بالتكفل الأمثل بعملية نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية .
- بناء على المراسلة الصادرة عن مديرية الموارد المائية لولاية وهران رقم 141 المؤرخة في 2020/07/09 المتضمنة طلب مباشرة إجراءات عملية نزع الملكية للمشروع المشار إليه أعلاه .
- بناء على الملف التقني المقدم من مديرية الموارد المائية لولاية وهران .

بإقتراح من السيد مدير التنظيم والشؤون العامة ،

## يقرر

المادة الأولى : يفتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية لمشروع حماية بوتليليس (مركز) ضد الفيضانات .

المادة الثانية : يجرى هذا التحقيق خلال عشرة (15) أيام ابتداء من تاريخ إلى غاية

المادة الثالثة : تتدخل لجنة التحقيق المسبق من السادة الآتية أسماؤهم :

- 1- عمارة مراد ، مهندس دولة مديرية الطاقة والمناجم / رئيسا .
- 2- كشيشتات الهواري ، مهندس معماري رئيسي بمديرية التعمير / عضوا .
- 3- عايدة حبيب ، مهندس دولة بمديرية الأشغال العمومية / عضوا .

المادة الرابعة : يوضع ملف التحقيق وكذا سجل مرقم وموقع على مستوى بلدية بوتليليس طيلة مدة التحقيق أثناء ساعات العمل حتى يتمكن المواطنون من الإطلاع عليه وتدوين ملاحظاتهم وجوبا .

يمكن للجنة التحقيق سماع أي شخص يمكن أن يساهم في إعطاء معلومات مفيدة عند استشارة

المادة الخامسة : لا يحق لأعضاء لجنة التحقيق المسبق أن يبوخوا بأي سر يتعلق بالوثائق والمعلومات التي يطلعون عليها أثناء أداء مهمتهم .

المادة السادسة : عند انتهاء مدة التحقيق يعلق السجل ويوقع عليه من طرف رئيس لجنة التحقيق . بعد أن يتم فحص الملاحظات المدونة من طرف لجنة التحقيق .

المادة السابعة : تقدم لجنة التحقيق للسلطة الإدارية المختصة التي عينتها في أجل عشرة (15) أيام بعد انتهاء التحقيق تقريراً تستعرض فيه استنتاجاتها بشأن طابع المنفعة العمومية لهذا المشروع .

المادة الثامنة : يجب أن يكون هذا القرار مشهرا بمقر بلدية بوتليليس .

المادة التاسعة : يكلف كل من السادة الأسامين العام للولاية ، مدير التنظيم والشؤون العامة مدير المسارد المائية ، مدير أملاك الدولة ، مدير مبيع الأراضي ، مدير المصالح الفلاحية المدير الجهوي للديوان الوطني للأراضي الفلاحية (ONTA) ، مدير الحفظ العقاري رئيس دائرة بوتليليس ، رئيس المجلس الشعبي لبلدية بوتليليس ، مراقب الشرطة رئيس أمن الولاية قائد المجموعة الإقليمية للدرك الوطني لولاية وهران ، كل واحد في حدود اختصاصه بتنفيذ هذا القرار الذي ينشر في نشرة القرارات الإدارية للولاية .

الوالي ،

## REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN  
DAIRA DE BETIOUA  
COMMUNE DE MERS EL HADJADI

## AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE

## DE CAPACITES MINIMALES

Le président de l'assemblée populaire communal de la commune de MERS EL HADJADI lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'opération :

LOT01: EXTENTION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC A DJEFFAFLA VAS

LOT02 : EXTENTION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC A LOCALITE EL MACTAA

Les entreprises intéressées par cet avis ayant un certificat de qualification et de classification professionnel classée à la catégorie trois (03) et plus en travaux public comme activités principale peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 4.000,00 DA au niveau du trésorier communal à partir de la 1ère parution du présent avis

Les offres doivent être présentées sous trois enveloppes intégrées dans l'enveloppe extérieure :

## 1- Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature dument remplie daté et signée (selon modèle joint).
- Une déclaration de probité dument remplie daté et signée (selon modèle joint).
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Certificat de classification et de qualification principale en Travaux public catégorie un (03) et plus en cours de validité contenant le code 4272.
- les bilans de l'entreprise pour la dernière année (2019-2018) certifiée par un commissaire aux comptes ou par les services des impôts.
- Les cartes grises (copie) + assurance en cour de validité (copie) pour le matériel roulant, au nom de soumissionnaire.
- Liste des moyens humains signée et paraphée (encadrement destiné au projet avec copie de diplôme) visé par la CNAS ou par les attestations d'affiliation en cours de validité.
- Références professionnelles pour projet similaires (attestation de bonne exécution) délivrée par le maître d'ouvrage public.
- Copie de registre de commerce .
- Le statu et Attestation de dépôt des comptes sociaux délivrée par l'antenne régionale du CNRC année 2019(copie) pour les sociétés.
- Attestation de mise à jour : C NAS – CASNOS- CACOBATH en cours de validité.
- Carte d'immatriculation fiscale (copies).
- Extrait du casier judiciaire en cours de validité.
- Extrait de rôle activité apuré ou accompagnée d'un échéancier de paiement (copie) portant la mention non inscrit dans la liste des fraudeurs. (en cours de validité).

-les délais d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 69 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementations du contrat et des délégations de service public, Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du contrat, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire de la convention.

## 2-L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire dument remplie daté et signée (selon modèle joint).
- Mémoire technique et justificatif dument remplie daté et signée (selon modèle ci-joint).
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté).

## 3-L'offre Financière :

- la lettre de soumission dument remplie daté et signée (selon modèle joint).
- le bordereau des prix unitaires dument remplie daté et signée (selon modèle joint). (BPU) ;
- le devis quantitatif et estimatif dument remplie daté et signée (selon modèle joint). (DQE) ;

A monsieur le président de l'assemblée populaire communale de la commune de mers el hadjadj

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°.../2020

Projet : LOT01: EXTENTION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC A DJEFFAFLA VAS

LOT02 : EXTENTION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC A LOCALITE EL MACTAA

« a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours a compte de la 1<sup>re</sup> parution.

L'offre doit parvenir a la date qui correspond au dernier jour de la durée au plus tard 10h00, l'ouverture des plis effectuée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, le dernier jour de la durée de préparation des offres a 11h00 au siège de la commune les entreprises sont invités à assister à l'ouverture des plis.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est propagée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaire resteront engagés par leurs offres pendant 03 mois augmenté de la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres conformément à l'article 14et 98et 99 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

MERS EL HADJADI 06/10/2020

LE PRESIDENT /APC DE MERS EL HADJADI

## L'Accord d'association avec l'Union européenne : «Une capitulation» en version actualisée

Par Mourad Benachenhou

*Suite et fin*

### DES «BRAQUEURS DE BANQUES» EN GUISE D'ENTREPRENEURS !

On se retrouve dans la situation encore plus absurde, qui n'est nullement le résultat des «mécanismes de marché, mais la conséquence du système de gouvernance interne où «braqueurs de banques», car c'est ainsi qu'on peut qualifier la classe des «entrepreneurs algériens», utilisent les crédits obtenus auprès des banques publiques algériennes, non seulement pour maintenir la dépendance du pays à l'égard des fournisseurs étrangers des produits les plus banals, mais, plus grave encore, pour transférer illégalement et sous le couvert de ces importations, surfacturées de manière systématique et grossièrement exagérées, des capitaux algériens; ces «braqueurs», loin de contribuer à l'enrichissement de l'Algérie et à son développement, financent la sauvegarde des pans des industries des pays de l'Union européenne et assurent la vitalité de leurs marchés immobiliers et la solvabilité de leurs banques.

Effectivement, ces «braqueurs» ne portent pas d'armes, mais leurs sponsors en possèdent, et beaucoup ! Comme dit la fameuse devise des échecs : «La menace est plus forte que son exécution».

Un pays «émergent» exporte, au vu et au su des autorités publiques algériennes, des capitaux vers le groupe économique le plus puissant du monde !

Certains mettent en cause l'environnement des affaires en Algérie pour expliquer les distorsions dans la structure économique de l'Algérie, qui favoriseraient les activités spéculatives d'importation au détriment des investissements productifs, qu'ils soient nationaux

ou étrangers. C'est là une «plaisanterie», pour ne pas employer un mot plus familier, qui ne résiste pas à l'examen le plus superficiel. Comment expliquer l'émergence d'une classe de milliardaires, dont on ne peut nullement dire qu'ils ont tiré leur fortune «d'innovations destructrices», selon la fameuse expression de Joseph Schumpeter, l'économiste austro-américain (1883-1950) ?

S'il y avait tant à redire sur le climat des affaires, sur la bureaucratie, sur le fonctionnement du système bancaire, sur l'acquisition des terres, sur l'accès aux moyens de paiements extérieurs, d'où vient donc toute cette richesse accumulée par une classe dont le moins qu'on puisse affirmer sans risque d'être démenti, est qu'elle ne peut pas justifier son enrichissement-minute par des inventions qui auraient bouleversé la structure de la production algérienne.

On a également blâmé la règle du 51/49 pour le peu d'enthousiasme des investisseurs étrangers à l'égard de l'Algérie. Cette critique ne tient certainement pas la route, pour la bonne raison que l'ouverture à tous les vents du marché algérien rend les investissements de substitution à l'importation non seulement coûteux par rapport aux opérations commerciales, mais également inutiles : pourquoi investir dans un pays qui s'est engagé par traité international à acheter tout et n'importe quoi de l'étranger ?

On ne soulignera jamais assez, quitte à donner l'impression de se répéter, que la classe d'entrepreneurs algériens tient plus des «braqueurs de banques» que des «capitaines d'industrie». Elle a un accès illimité tant à l'argent des banques publiques qu'aux réserves de change et bénéficie de la subvention, s'ajoutant aux autres aides étatiques mentionnées plus bas, et pas si cachées que cela, d'un taux surévalué du dinar par rapport aux devises étrangères; et c'est là une des constantes dans les observations du FMI sur l'économie algé-

rienne, contenues dans le rapport annuel commun, connu sous le nom de «rapport article IV» du nom de l'article du statut de cette institution exigeant de pays membres de fournir annuellement les informations sur leur politique monétaire et des changes et sur l'environnement économique national.

### LE PROCESSUS D'OUVERTURE ÉCONOMIQUE ET DE PRIVATISATION A ÉCHOUÉ

La privatisation, dans des conditions plus que douteuses, de pans entiers de l'appareil de production public et privé, la libéralisation quasi totale des activités commerciales extérieures, la distribution généreuse des crédits bancaires, les exemptions et les exonérations de tout type accordées aux «entrepreneurs» sans compter les subventions aux salaires que sont les subventions au logement et aux produits de première nécessité, la répression des revendications salariales et la passivité du «syndicat» officiel, de même que l'effondrement du droit du travail, etc., etc., ont été exploités par les entrepreneurs algériens pour accumuler les richesses, acquérir les biens de consommation de haute valeurs -voitures de luxe, bijoux, bateaux de plaisance-, se construire des palaces dignes de membres de familles régnantes, mener un train de vie somptuaire, investir dans l'immobilier dans les principales capitales européennes, acheter la complaisance des autorités publiques, non pour contribuer à accroître le potentiel de production nationale et à diversifier les exportations.

Bref, tels des requins en furie, ces «entrepreneurs» ont saigné à blanc le pays. On veut maintenant les aider à «blanchir leur argent mal acquis» sous le couvert de relance et de réforme de l'économie !

La «libéralisation» accentuée de l'économie, proposée pour guérir les maux économiques et sociaux du pays, et ramener un peu de sérénité dans la sphère politique, apparaît comme un slogan douteux quant aux desseins qu'elle cache, au vu des résultats désastreux qu'elle a déjà produits.

On veut déverser des matières inflammables sous le couvert d'éteindre l'incendie qu'a créé cette «libéralisation à tous vents» et dont les résultats patents n'échappent pas à l'observateur le plus ignorant des arcanes de l'économie !

### L'ACCORD D'ASSOCIATION VIETNAM-UNION EUROPÉENNE : UN ACCORD GAGNANT-GAGNANT

L'exemple de l'accord signé en juin 2020 entre le Vietnam et l'UE met encore plus en relief l'inanité de l'accord du même type passé entre l'Algérie et le plus puissant ensemble économique du monde. On donnera ici simplement, et sans commentaires, le contenu résumé de ce récent accord, tiré d'un site Internet :

### «QU'EST-CE QUE L'ACCORD UE-VIETNAM ?

L'accord UE-Vietnam est un accord de libre-échange établi dans le but d'éliminer 99% des droits de douane entre l'Union européenne et le Vietnam. Ce pays d'Asie du Sud-Est a une croissance économique de 7% par an et est le deuxième plus grand partenaire commercial de l'UE dans la région, grâce à une exportation de ses marchandises vers le continent de 42,5 milliards d'euros en 2018 et une importation depuis l'UE de \$13,8 milliards. Avec cet accord, l'UE augmenterait d'ici 2035 ses importations depuis le Vietnam de \$15 milliards (principalement des équipements de télécommunications, vêtements et produits alimentaires) et ses exportations de \$8,3 milliards (principalement du matériel de transport, produits chimiques et agricoles). Il est également attendu la création de 14.000 emplois dans l'Union européenne pour chaque milliard d'euros exportés». ([https://fr.wikinews.org/wiki/Accord\\_UE-Vietnam:\\_le\\_Vietnam\\_a\\_vot%C3%A9\\_l'accord\\_de\\_libre-%C3%A9change](https://fr.wikinews.org/wiki/Accord_UE-Vietnam:_le_Vietnam_a_vot%C3%A9_l'accord_de_libre-%C3%A9change))

### En conclusion

Le mode de gouvernance de l'économie algérienne au cours de ces vingt dernières décennies a été caractérisé par la subordination des intérêts nationaux à des objectifs strictement personnels de la part de l'ex-chef d'Etat, qui apparaissent non seulement à travers l'exemple du mode de réalisation de la Grande Mosquée d'Alger, sujet traité ailleurs, mais encore plus clairement à travers l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, accord qui reproduit le modèle des «capitulations» d'antan imposées unilatéralement par les puissances coloniales au détriment des intérêts de leurs «partenaires commerciaux» plus faibles.

On verra bien des bureaucrates des deux côtés prouver que l'Accord d'association entre l'UE et l'Algérie a eu des effets positifs sur l'économie algérienne, qui auraient contrebalancé ses effets négatifs, et plus spécifiquement, l'explosion des importations algériennes en provenance de cette entité économique, et son impact négatif sur l'industrie nationale algérienne, mais la réalité des statistiques douanières tout comme de l'état de l'économie algérienne, est là pour prouver le contraire. Le blâme du caractère déséquilibré de cet accord doit être dirigé non seulement contre le chef d'Etat algérien précédent, qui tenait à gagner «à la Pyrrhus» une victoire diplomatique, creuse et ressemblant à un acte de reddition aux dik-tats de nos partenaires économiques les plus proches géographiquement, mais également contre la nouvelle classe des «entrepreneurs braqueurs de banques».

Cette classe de «prédateurs» dont les sources d'enrichissement sont des plus opaques, et qui ont non seulement rien prouvé quant à leurs capacités entrepreneuriales, dans le sens normal du terme, a plus fait pour rendre l'accord d'association aussi nuisible que possible à la diversification de l'économie nationale, que pour la libérer de l'emprise extérieure, et ont contribué à rendre cette association totalement perdante pour l'Algérie et totalement gagnante pour l'Union européenne.

On peut affirmer que le processus de privatisation a échoué, et que tout le raisonnement fondé sur les enseignements des partisans du libéralisme a été démenti par l'expérience algérienne, et par le comportement de la classe des «entrepreneurs spécifiquement algériens».

On aurait pensé que, face à la concurrence étrangère, et sur la base du fameux principe ricardien des «avantages comparatifs», l'industrie algérienne allait connaître un bond en avant du fait du faible prix de l'énergie et de la main-d'œuvre. Mais les statistiques prouvent que notre industrie a reculé au cours de ces vingt dernières années, et que ce qui en reste ne doit sa survie qu'au fait que, d'une façon ou d'une autre, elle bénéficie des subsides de l'Etat, directs ou indirects, et qu'elle n'est pas allée vers plus de sophistication, plus de diversification à la mode coréenne ou chinoise.

On ne peut pas reconstruire l'économie algérienne sur des théories, transformées en slogans pour les besoins de la cause, dont les «missionnaires» utilisent l'analogie au lieu de partir de la triste réalité algérienne. C'est une ineptie, au vu de la situation économique du pays, dont les causes et les conséquences profondes sont visibles au moindre des passants, que de militer pour une grande ouverture et l'accélération de la privatisation.

Finalement, ce ne sont pas les arguments d'analogie qui vont remplacer une analyse sérieuse de la situation actuelle et laisser poindre l'existence d'une vision claire pour sortir le pays de cette existentielle. Faut-il le souligner ? Le Danemark n'est hélas pas l'Algérie et il a, en fait, non seulement une économie autrement plus avancée et plus diversifiée que l'économie algérienne, mais également une législation progressiste du travail qui date de 1898, même si peu d'entre elle a fait l'objet de lois spécifiques, ayant obtenu l'approbation de ses structures parlementaires, excepté une loi-cadre ancienne et la loi généreuse de 1996 sur les conditions de licenciement des travailleurs. Au Danemark, comme dans tous les pays qui ont adopté le Code civil français, «le contrat vaut loi entre ceux qui y sont parties».

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE MOSTAGANEM  
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU  
NIF : 098027019000436

### Avis d'Annulation de l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales

En application des dispositions de l'article 73 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Monsieur le Directeur des Ressources en eau de la Wilaya de Mostaganem informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°37/2020 paru dans les quotidiens nationaux en langue française

« Le Quotidien d'Oran » le 04/08/2020 et en langue arabe « الشبَاب » en date du 04/08/2020 concernant L'opération réhabilitation et renforcement des localités démunies en réseaux d'alimentation en réseaux d'AEP à travers la wilaya.

Que la procédure de l'avis d'appel d'offres est annulée du Lot N°33: Réalisation d'un réservoir 250 m³ surélevé du douar O/Hadj – Commune de Abdel Malek Ramdane.

**Le Directeur**

## TIZI-OUZOU

## Saisie de plus de 32 kg de corail, deux arrestations

Une quantité de 32,189 kg de corail a été saisie et deux individus ont été interpellés par les forces de police de la sûreté de daïra de Ouacifs à 40 km au sud de Tizi-Ouzou, a indiqué lundi la sûreté de wilaya dans un communiqué.

Dans le cadre d'une opération de lutte contre toute forme de trafic, «les forces de police de la

sûreté de daïra de Ouacifs ont traité une affaire liée à la détention et transport de corail brut et semi-traité, impliquant deux individus», a-t-on fait savoir de même source, précisant que les mis en cause sont âgés de 26 et 31 ans.

Les 32,189 kg de corail ont été saisis dans deux locaux que les deux suspects ont «improvi-

sés en ateliers de transformation», a-t-on ajouté.

Présentés au parquet de Ouacifs, ils ont été placés sous contrôle judiciaire pour «transport de corail sans autorisation justifiant sa possession», «infraction à la législation de change» et «contrebande». Le corail saisi a été remis à la direction locale des Douanes, a-t-on ajouté.

## Ath Yenni fait la promotion du safran

La promotion de la culture de safran en zone de montagne a été au cœur d'une journée de vulgarisation sur l'économie et la culture de cette épice la plus chère au monde, organisée samedi à Ath Yenni, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des organisateurs. Organisée par des agriculteurs de cette localité en collaboration avec l'Association nationale des producteurs de safran (ANPS), au centre culturel Mouloud Mammeri, cette journée a été l'occa-

sion pour les agriculteurs de la région de connaître les conditions de mise en place d'une safranière et l'itinéraire technique de culture de ce bulbe, a-t-on ajouté.

La présidente de l'ANPS, Sidi Haket Louisa, a expliqué comment se pratique cette culture, le choix des bulbes qui doivent être plutôt de gros calibre pour une meilleure production, la période de plantation située entre fin août et septembre, voire jusqu'à début octobre, l'entretien des parcelles, la récolte et le séchage

des pistils de safran, leur conservation et commercialisation, tout en préconisant une culture biologique, afin d'obtenir un produit de qualité qui gardera toutes ses vertus nutritionnelles et médicinales, mais aussi qui aura sa place sur le marché extérieur.

Trois agriculteurs d'Ath Yenni se sont déjà lancés dans la culture de l'or rouge, à savoir MM. Hamani et Metref, qui cultive le safran depuis deux ans, et cette année M. Djenna Abderrahmane, a-t-on appris des organisateurs.

## LAKHDARIA

## Le corps sans vie d'un homme repêché d'un puits

Le corps d'un homme mort par noyade dans un puits à Lakhdaria a été repêché dimanche soir, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Agée de 59 ans, la victime a été

retrouvée morte dans un puits situé dans la localité de Hezzama relevant de la commune de Lakhdaria (Ouest de Bouira), selon les détails fournis par le chargé de la communication de la

Protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cette noyade.

## ALGER

## La sûreté fait son bilan

La salle des opérations relevant de la sûreté de la wilaya d'Alger a reçu, durant la période allant du 20 au 24 septembre passé, un total de 7641 appels téléphoniques sur le numéro vert 1547 et celui de secours 17, afin de signaler les différentes affaires liées à la criminalité et recevoir des orientations, a indiqué samedi la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. «Pour l'exploitation optimale des signalements des citoyens, la salle des opérations re-

levant de la sûreté de wilaya d'Alger veille à notifier instantanément et efficacement les différents appels téléphoniques signalant des faits liés à la criminalité aux forces de police sur le terrain qui interviennent avec professionnalisme, ce qui a permis de mener plusieurs interventions sanctionnées par l'arrestation de 13 suspects». «Ces opérations ont permis la saisie de 507 comprimés psychotropes, 22 gr de cannabis, deux solutions anesthésiantes, une bouteille de gaz lacrymogène, cinq ar-

mes blanches et un montant de 22.000 DA comme revenus du trafic», a précisé la même source. «Les services de la sûreté de wilaya d'Alger invitent les citoyens à contribuer davantage à la sécurisation, en mettant à leur disposition le numéro vert 1548, celui de secours 17 et la ligne 104, ou encore l'application Allô Chorta et la page Facebook de la sûreté de wilaya d'Alger, pour signaler toute atteinte à l'intégrité des personnes et des biens», a conclu le communiqué.

## DJELFA

## Un réseau de plus de 2.000 km d'électrification agricole réalisé

Un réseau de 2.026 km d'électrification agricole a été réalisé à Djelfa au titre de différents programmes de développement destinés à la wilaya, ces dernières années, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). La réalisation de ce réseau, qui a permis notamment le raccordement d'un nombre considérable de forages, a permis la promotion des activités agricoles à travers différentes régions de Djelfa, où les projets d'électrification agricoles ont profi-

té à près de 3.160 agriculteurs, a-t-on ajouté de même source. Ce même programme d'électrification agricole est également à l'origine, selon la même source, de l'encouragement des agriculteurs à prendre l'initiative de développer de nombreuses filières à l'échelle locale, dont l'arboriculture, outre l'extension du verger oléicole dont la superficie a été portée à près de 11.000 ha et à augmenter la production de pomme de terre, de l'ail et des carottes, en vue de la couverture des besoins

du marché local. La wilaya a également bénéficié au titre des exercices précédents d'autres programmes d'électrification agricole qui sont en cours de réalisation d'une consistance de 1000 km. La concrétisation de ces programmes va contribuer au développement agricole de la wilaya, tout en couvrant la demande croissante sur l'électricité, dont l'impact est avéré sur la fixation des populations dans le monde rural et la création de ressources économiques, a-t-on signalé de même source.

## GHARDAÏA

## Un hectare de roseaux, broussailles et palmiers ravagé par le feu

Plus d'un hectare de roseaux et de broussailles et une soixante de palmiers dattiers productifs, situés dans la commune de Hassi El-Garaa, a été ravagé samedi par un incendie, a-t-on appris dimanche auprès de la Pro-

tection civile de Ghardaïa. L'incendie, dont l'origine est inconnue et qui n'a fait aucune perte en vie humaine, a été totalement maîtrisé après l'intervention des sapeurs-pompiers engagés durant cette opération qui a duré

plus de quatre heures, a précisé à l'APS Lahcene Seddiki, responsable de la cellule de communication auprès de la Protection civile. Une enquête judiciaire a été ouverte pour déterminer l'origine de cet incendie.

## BOUMERDÈS

## Affluence sur les espaces de villégiature mitoyens aux plages



Une affluence considérable de visiteurs est constatée au niveau des espaces et sites de villégiature mitoyens aux plages de la wilaya de Boumerdès, depuis leur réouverture aux citoyens, dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, en dépit de l'apparition des premières brises de fraîcheur automnales, a-t-on constaté. «Au moins 3.800.000 visiteurs (de la wilaya et du dehors de la wilaya) ont afflué vers ces sites mitoyens aux plages de Boumerdès, depuis leur réouverture entre le 15 août et le 30 septembre écoulés», a indiqué à l'APS le chargé de la communication auprès de la Protection civile de la wilaya, le lieutenant Hocine Bouchachia.

Qualifiant ce nombre de visiteurs, qui continuent d'affluer sur les mêmes sites, de «remarquable», même s'il est en «recul» comparativement à la même période de l'année dernière, a-t-il ajouté, «eu égard aux mesures de confinement décidées par les autorités publiques, pour faire face à la propagation de la Covid-19», a-t-il expliqué. Le responsable a imputé cette importante affluence à de nombreux facteurs, dont les températures élevées, la levée des mesures du confinement sanitaire, et le non-retour des enfants sur les bancs des écoles, toujours au titre des mesures de prévention contre la Covid-19. Les familles accompagnées de leurs enfants passent de longues heures sur place à discuter et dévisser, pendant que les enfants jouent tout leur saoul sous l'œil protecteur des adultes, au moment où les jeunes passent leur temps à pêcher jusqu'à une heure tardive de la nuit.

De nombreuses familles et jeunes préfèrent déstresser au contact de la nature et de l'air pur

de la forêt, tandis que d'autres demeurent, sur place, pour prendre leur dîner ramené dans leurs bagages, avant de finir la soirée avec une tasse de thé relaxante. La belle forêt du Sahel de Zemmouri El-Bahri (Est de Boumerdès) est considérée comme le lieu de prédilection d'une majorité des amateurs de villégiature et de repos, entre familles et jeunes de différentes wilayas du pays. Le même constat est valable pour la forêt de Corso, considérée comme la 2<sup>me</sup> destination de choix dans la wilaya, depuis la levée du confinement sanitaire. Une destination privilégiée en raison de sa proximité avec la mer et de la ville de Boumerdès, en plus de sa facilité d'accès.

Parallèlement à la réouverture de ces sites de villégiature, le lieutenant Hocine Bouchachia a signalé la mise en place de tous les moyens matériels et humains garants de l'application des mesures préventives contre la Covid-19, dont la prise de la température à l'entrée des jardins et espaces touristiques, tout en sensibilisant les citoyens sur l'impératif du respect de la distanciation physique et du port de la bavette. Selon un bilan présenté par le même responsable, pour la période allant de la mi-août au 30 septembre écoulé, les services de la protection civile ont effectué plus de 4.400 interventions au niveau des 22 plages autorisées à la baignade à travers la wilaya, lesquelles (interventions) ont permis le sauvetage de près de 3.500 baigneurs et l'assistance de près de 840 autres, sur place, au moment où 88 ont été transférés vers des centres de santé. La même période a vu l'enregistrement de trois morts par noyade au niveau de plages non surveillées, est-il ajouté de même source.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

18 safar 1442

El Fedjr 05h22	Dohr 12h36	Assar 15h53	Maghreb 18h27	Icha 19h45
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



**EL TARF**

## Des contestataires bloquent la route

A. Ouélao

Encore un début de semaine, morose et navrant, pour tous ceux qui devaient se rendre au chef-lieu de wilaya ou inversement vers Annaba, en la matinée du dimanche avec la RN 44 bloquée en deux endroits à presque 2 km d'intervalle, à hauteur de la localité de Sidi Kassi et celle de Mezdour dans la commune de Ben M'hidi. Pour les contestataires de Sidi Kassi, qui ont dressé des branchages et des pneus qu'ils ont brûlés, c'est le logement rural, précisément certains lots de terrain qui constituent la pomme de discorde entre des bénéficiaires de l'aide au logement rural, à l'origine de cette protestation. Pour les habitants de la localité de Mezdour,

c'est le branchement du gaz de ville qu'ils réclament.

Le chef de daïra de Ben M'hidi, Fadhi Zoiheir accompagné du maire de Ben M'hidi ainsi que le chef de compagnie de la gendarmerie sont allés parler aux contestataires pour écouter leurs revendications et les raisonner pour débloquent cette route nationale névralgique. Concernant les contestataires de Sidi Kassi, le maire nous a déclaré que parmi les bénéficiaires de l'aide au logement rural, il y a litige sur les lots de terrain des uns et des autres. C'est-à-dire des personnes qui se disputent le même lot de terrain. Or, au départ, cette aide a été affectée pour les vingt bénéficiaires, après le passage des membres de la commission chargée de vérifier que bel et bien le dit bénéficiaire dispo-

se d'un lot de terrain. Puis, une confusion s'est installée nécessitant d'autres vérifications afin que personne ne soit lésé. S'agissant du branchement du gaz de ville, nos interlocuteurs ont fait venir une équipe de la Sonelgaz qui a expliqué aux contestataires que certes la conduite de gaz est là mais leurs habitations ne sont pas achevées, seulement une plateforme et des poteaux et lorsque ces maisons auront atteint un certain taux d'avancement, ils pourront payer les frais de branchement. La route nationale n'a été rouverte à la circulation que vers 11h de cette journée. Enfin, les gens, travailleurs, ceux ayant un rendez-vous, un examen à passer ont fustigé cet état de fait souhaitant que des mesures radicales soient prises contre ce genre de désagrément.

**BATNA**

## CHU: reprise des activités de médecine interne

Le service de médecine interne du centre hospitalo-universitaire, CHU de Batna a repris dimanche «son activité normale» après avoir été réservé il y a peu à la prise en charge des malades atteints du Covid-19, a-t-on appris auprès des services de la direction locale de la santé et de la population. Selon la même source, cette mesure intervient après le constat de «la stabilité relative» de la situation épidémiologique dans la wilaya liée à la pandémie du nouveau

coronavirus, a précisé la même source. Les mêmes services ont indiqué que le retour des autres services adaptés exceptionnellement à la prise en charge des cas de Covid-19 dépendra «d'une plus grande amélioration de la situation épidémiologique».

Les services de la direction de la santé ont lancé sur les ondes de la radio locale et sur leurs pages sur les réseaux sociaux des appels à la population pour demeurer vigilante et continuer à respecter les ré-

gles de prévention du Covid-19 dont le lavage systématique des mains, le port de bavettes, l'observation de la distanciation et la non-organisation de fêtes et regroupements.

Batna à l'instar des wilayas de Constantine et Sétif a été concernée par la décision du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, d'imposer de nouveau un confinement partiel à domicile de 23h00 à 6h00 pendant 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> octobre.

**SÉTIF**

## Relance du chantier de la pénétrante autoroute Est-Ouest sur Jijel



Les travaux de réalisation de la pénétrante de l'autoroute Est-Ouest Sétif-Jijel sur 110 km devant permettre de relier le port de Djen Djen (Jijel) à l'autoroute Est-Ouest sur sa partie traversant Sétif, ont été relancés dimanche. «La reprise de ce chantier ayant nécessité un investissement de 177 milliards DA intervient après un arrêt de plus d'une année et demie pour plusieurs raisons», a précisé à l'APS le chef du projet (section Sétif sur 50 km), Rachik Belaâdoui, en marge d'une visite de travail effectuée par le chef de l'exécutif local Kamel Aba dans les différents chantiers du groupement chargé du projet.

Lancé en 2014 pour un délai de 72 mois, ce chantier a été partiel-

lement mis à l'arrêt pendant une année et demie, puis totalement à l'arrêt à cause de l'épidémie du coronavirus, a fait savoir le même responsable, saluant la volonté de l'Etat à reprendre ce projet «d'une importance capitale» pour la région et pour l'économie nationale. Selon le même responsable, ce projet dans sa partie de Sétif totalise entre autres 27 grands ouvrages d'art (22 en cours de réalisation et 5 non lancés encore suite à la déviation partielle du tracé pour éviter les glissements de terrain). Le chef du projet a précisé que la pénétrante de l'autoroute Est-Ouest composée aussi de 5 échangeurs, 206 ouvrages hydrauliques routiers dont 50% ont été

achevés, alors que l'opération de creusement a atteint les 12 millions de m<sup>3</sup> sur un total de 19 millions de m<sup>3</sup> prévus dans le cadre de réalisation de cette voie qui sera goudronnée «dans les deux prochains mois», selon les entreprises de réalisation.

De sa part, le directeur des travaux publics, DTP de Sétif, Salim Zahnit, a déclaré que l'opération d'indemnisation, dans le cadre de l'expropriation pour utilité publique, a ciblé à ce jour tous les propriétaires concernés par les premiers 20 km alors que les propriétaires sur les 30 km restants ont été recensés et seront indemnisés «incessamment». Le taux d'avancement global de cette pénétrante a atteint 42%, alors que sur le tracé traversant la wilaya de Sétif, l'avancement des travaux affiche un taux de 36%, selon les chargés du projet.

**KHENCHELA**

## Accélérer l'élaboration des listes des logements sociaux

Des instructions ont été données à l'effet d'accélérer l'opération d'élaboration des listes des bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) dans la wilaya de Khenchela avec la perspective d'attribuer ces LPL «dans les brefs délais», a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Lors d'une réunion du conseil de wilaya, organisée samedi en présence des présidents des assemblées populaires communales (P/APC), des chefs de daïra, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ainsi que plusieurs responsables du secteur de l'habitat, le chef de l'exécutif local, Ali Bouzidi, a insisté auprès des commissions d'enquête sur les logements de type public locatif à l'effet d'achever l'élaboration des listes des bénéficiaires de cette formule d'habitat «dans les meilleurs délais», a fait savoir la même source.

Le wali a reproché aux responsables chargés du suivi du

dossier de distribution des programmes LPL le fait de ne pas avoir achevé l'étude des dossiers des futurs bénéficiaires alors que les travaux de réalisation de plusieurs projets de la même formule à travers la wilaya ont été parachevés. Dans les détails, la même source a relevé que 200 LPL dans la commune du Hamma, 131 autres unités similaires dans la commune de N'siga, 259 dans la commune d'Ouled Rechache, 336 autres dans la commune d'Aïn Touila attendent la désignation des bénéficiaires pour entamer l'opération de distribution. Au cours de cette réunion consacrée à l'étude de l'état d'avancement des programmes d'habitat, des instructions ont été données aux responsables concernés à l'effet de contrôler et de veiller à l'achèvement des projets d'aménagements des lotissements sociaux destinés à la construction individuelle en vue de les livrer «dans les délais impartis».

**EL-OUED**

## Projet de culture du triticales

Un projet de culture du triticales vient d'être lancé dans la wilaya d'El-Oued dans le but de réhabiliter les terres agricoles à l'abandon, a-t-on appris lundi de l'auteur du projet. Le choix de cette culture, qui ciblera à terme une superficie de près de 80.000 hectares, est justifié par le fait qu'elle constitue un moyen efficace de réhabilitation des terres agricoles abandonnées en raison de la salinité de leur sol et des mauvaises herbes, «en somes un nettoyeur biologique du sol pour le réhabiliter, le fertiliser et le rendre apte à reprendre son cycle agricole», a expliqué le chercheur spécialiste en agronomie saharienne, Ahmed Allali.

Le triticales, très résistant aux aléas naturels et climatiques des régions du Sud (vents, aridité, salinité du sol, mauvaises herbes), permet de réhabiliter une grande partie des terres agricoles à l'abandon et d'accroître ainsi les superficies irriguées, a fait savoir l'auteur de ce projet, le plus important du genre actuellement en Algérie. Néanmoins, poursuit Dr Allali, la rareté des graines de triticales sur le marché local et la difficulté d'approvisionnement des marchés extérieurs en raison de la pandémie du Covid-19, «a contraint à limiter la démarche dans une première phase à 25 agriculteurs, sur une superficie de près de 30.000 hectares, pour l'étendre prochainement aux autres agriculteurs et propriétaires de terres agricoles abandonnées ayant adhéré au projet».

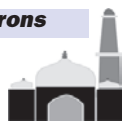
La culture du triticales donne un rendement de 80 à 100

quintaux à l'hectare pour les superficies irriguées et de 50 à 60 qx/ha sur les terres non irriguées au nord du pays, vu sa capacité de résistance à la soif et à la sécheresse, en plus de la possibilité de son stockage vert ou séché, a-t-il ajouté. Selon M.Allali, le lancement du projet de culture du triticales est intervenu à la suite d'une étude scientifique, en laboratoire et sur le terrain, de quatre années, «convaincus de la nécessité de l'accompagnement des investisseurs agricoles par les centres de recherche scientifique et les unités de laboratoire scientifique, pour les aider à trouver des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent». Les études académiques et le suivi technique et scientifique ont démontré l'efficacité de la culture du triticales et les solutions radicales qu'elle apporte aux agriculteurs pour la poursuite de leurs activités et la qualité de leurs productions, en plus de récupérer le foncier agricole non exploité et abandonné.

Des études ont prouvé la possibilité de production de farine à partir du triticales et constituer une autre ressource alternative pour la réduction de la facture d'importation et le renforcement de l'économie nationale. Le triticales est une plante annuelle de la famille des Poaceae (graminées). C'est un hybride entre le blé et le seigle et est cultivé surtout comme céréale fourragère avec un apport nutritif de 1,7% de plus que l'orge. Il peut être utilisé pour l'alimentation humaine avec une adjonction de farine de blé.

**Horaires des prières pour Constantine et ses environs**

18 safar 1442				
El Fedjr 05h09	Dohr 12h22	Assar 15h40	Maghreb 18h14	Icha 19h31



## Programme LPA OPGI de Belgaïd Sit-in et marche de protestation des souscripteurs

D. B.

Des dizaines de souscripteurs du programme LPA OPGI de Belgaïd ont organisé hier un sit-in devant le siège de la direction de l'OPGI avant d'entamer une marche depuis Sidi El Houari jusqu'au siège de la wilaya où ils ont organisé un sit-in de protestation. Selon les protestataires, qui ne sont pas à leur première action, le recours à la contestation fait suite à un ras-le-bol généralisé des souscripteurs qui attendent la réception de leurs logements depuis plus de sept années.

Les protestataires qui pointent du doigt le premier responsable de l'OPGI, affirment que les projets ont été lancés en 2013, mais jusqu'à présent les souscripteurs n'ont rien vu venir. «Des projets à l'arrêt depuis sept années, d'autres qui n'ont toujours pas été lancés ou inachevés à cause des problèmes bureaucratiques», crie un

des protestataires appelant le wali à intervenir et à mettre un terme à leur calvaire. «Après avoir résilié les contrats des entreprises défaillantes il y a presque une année, les projets sont toujours en suspens à cause de la bureaucratie», crie un autre souscripteur.

Banderolles en main, les protestataires, après plus d'une heure de protestation devant le siège de l'OPGI, ont décidé de rejoindre le siège de la wilaya dans la perspective de rencontrer le premier responsable de la wilaya. «Nous n'attendons rien des responsables de l'OPGI, nous voulons rencontrer le wali», insistent les protestataires. «Alors que le pays connaît une vaste opération de limogeage de hauts responsables et directeurs de secteurs, en raison de l'incompétence des uns et les promesses non tenues des autres envers les citoyens, à l'OPGI d'Oran rien de cela ne semble inquiéter les responsables du sec-

teur et ce, malgré les nombreux camoufflets et autres affaires qui défrayent la chronique », indiquent les souscripteurs signalant au passage que les projets LPA de Belgaïd (154D, 154E, 159, 189, 197, 121), dont la quasi-majorité traînent depuis sept longues années, sont un exemple on ne peut plus évident de l'incompétence des responsables du secteur, qui se sont succédé à la tête de l'OPGI depuis tout ce temps, sans que les bénéficiaires, dont la plupart ont payé cash leurs logements, ne soient épargnés par les problèmes. Certains sont même devenus malades à force de dénoncer la volte-face des dirigeants, mais surtout les constructions qui ne répondent à aucune norme de sécurité. Durant plus d'une heure, les contestataires ont crié leur ras-le-bol devant le laxisme des responsables du secteur et ont demandé à rencontrer le wali pour lui exposer leur cas.

## Misserghine Vers la généralisation de l'exploitation de l'énergie solaire dans les écoles

J. Boukraa

L'école primaire Okba Ibn Nafiaa dans la commune de Misserghine a été dotée d'équipements fonctionnant à l'énergie solaire dans le cadre de l'exploitation des énergies renouvelables, a-t-on appris de cette collectivité locale. Des plaques photovoltaïques pour l'exploitation de cette énergie propre dans l'éclairage et le chauffage ont été installées au niveau de cette école.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire concernant la transition énergétique qui s'assigne comme objectif l'utilisation rationnelle de l'énergie électrique au niveau des structures des collectivités locales. L'opération sera élargie à travers les autres établissements scolaires de cette commune, selon la même source.

L'installation des panneaux capteurs photovoltaïques sur les toitures des structures scolaires du cycle primaire permettra de produire de l'énergie solaire à l'autoconsommation afin de réduire la facture énergétique pour chaque école. La généralisation de l'énergie solaire aux établissements scolaires à travers le pays s'inscrit «parmi des priorités du programme de l'Etat algérien».

Les efforts vont se poursuivre pour



mettre à la disposition des établissements scolaires tout ce qui est nécessaire notamment en matière d'énergies renouvelables dont le solaire.

Ce sont des projets d'un «plus» en terme d'orientation dans l'exploitation des énergies renouvelables à travers les structures et installations publiques dans l'optique d'économiser cette énergie. Jouissant d'un soleil illuminant durant toute l'année sur une grande partie de sa surface, l'Algérie a adopté une stratégie pour généraliser les énergies propres et durables afin de réduire la facture de l'énergie conventionnelle et pour ac-

compagner le processus d'édification d'une économie verte, tout en tenant compte des aspects du développement durable et de la protection de l'environnement.

L'année passée le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a donné des instructions aux responsables du secteur des équipements publics pour encourager le recours à l'énergie solaire en introduisant une clause dans les cahiers des charges sur l'exploitation de cette énergie dans les projets des établissements en cours de réalisation.

## Elle dispose d'une capacité de 10.000 places pédagogiques La nouvelle faculté de médecine opérationnelle durant la prochaine rentrée

S. M.

Après plusieurs reports, la nouvelle faculté de médecine, d'une capacité de 10.000 places pédagogiques, accueillera finalement les étudiants de médecine durant la prochaine rentrée universitaire. Les étudiants de médecine, qui n'ont cessé de dénoncer ces dernières années la grave dégradation des conditions de scolarité à l'INESSM, seront ainsi transférés à la nouvelle faculté. Le chantier de la réalisation de cette nouvelle faculté de médecine avait connu mille et une péripéties avant d'être relancé en 2013 par la DLEP qui a eu recours à la formule de gré à gré pour accorder ce projet à une entreprise chinoise d'une grande expérience et qui avait déjà réalisé de grandes infrastructures dans la région.

Ce projet avait été confié par voie de gré à gré suite à l'infirmité de plusieurs appels d'offres. La nouvelle faculté devait coûter 3,4 milliards de dinars. Le projet avait été divisé en deux phases pour un montant global de 3,4 milliards de dinars (1,9+1,6 milliards de dinars).

La faculté de médecine devait être réalisée à Belgaïd, mais les autorités locales avaient finalement décidé de transférer le projet près de l'EHU 1<sup>er</sup> Novembre 1954 dans le souci de réaliser un pôle médical spécialisé à Oran Est. Ce futur pôle médical d'Oran Est commence à se dessiner avec l'installation de nouveaux chantiers, alors que les travaux de réalisation dans d'autres à l'exemple de l'institut du cancer semblent en voie d'achèvement.

## Exclues de l'opération de relogement 119 familles du bidonville de Sidi El Bachir interpellent le wali

D. B.

Ayant eu vent d'une prochaine distribution d'un important programme de logements sociaux, les 119 familles exclues du relogement du bidonville de Sidi El Bachir viennent de lancer un nouvel appel en direction du wali d'Oran pour les intégrer dans cette opération. Selon les représentants des familles qui se sont déplacés hier au siège de notre rédaction, ces familles avaient déposé des recours au lendemain de leur exclusion. «La commission de recours avait accepté tous les recours et les 119 familles avaient reçu l'engagement de l'ex-wali Cherif Mouloud qu'ils allaient être relogés. Malheureusement les choses se sont précipitées après le départ du wali et au niveau de la daïra de Bir El Djir on nous a affirmé qu'après le départ du wali tout a été annulé, sans donner d'autres détails. Du coup, nous ne savons plus à quel saint nous vouer. Comment peut-on annuler une décision prise par le premier représentant de l'Etat au niveau de la wilaya, d'autant plus que la commission de recours a étudié les dossiers en toute transparence ?» s'interroge un des représentants des familles. Ce dernier assure qu'ils n'ont d'autres recours qu'une intervention du wali pour régler définitivement ce problème.

L'année dernière, après plusieurs actions de protestation devant la daïra de Bir El Djir, les familles exclues du relogement de Sidi El Bachir, qui ont déposé des recours depuis plus de 10 mois, ont été rassurées par l'ex-wali d'Oran M. Cherifi quant à une prise en charge de leurs doléances. La commission chargée de l'étude des recours avait achevé son enquête mais la liste des bénéficiaires dont les recours ont été acceptés n'a pas été affichée. L'ex-wali d'Oran s'est réuni avec des représentants des fa-

milles et leur a affirmé que les listes seront affichées. Une décision qui à l'époque avait atténué un tant soit peu les craintes des familles qui avaient perdu espoir après plusieurs mois d'attente. Les représentants des familles avaient affirmé à l'ex-wali que leurs recours ont été déposés juste après le relogement des 1.600 familles il y a presque une année et depuis ils n'ont cessé de se déplacer vers la daïra mais ils n'ont reçu aucune réponse.

Auparavant, ces familles exclues de la dernière opération de relogement des 1.600 familles de Sidi El Bachir, et qui ont déposé un recours auprès de la commission de daïra, avaient organisé une série de protestations devant la daïra pour inciter les responsables à se pencher sérieusement sur leur cas. Les protestataires en colère avaient bloqué la route au niveau du rond-point de la pépinière, exigeant des réponses claires de la part des responsables de la daïra de Bir El Djir. Ces familles exclues lors de la première opération de relogement affirment que leurs recours ont été acceptés et qu'elles disposent de document prouvant qu'ils vivaient dans ce bidonville depuis plusieurs années. Les protestataires, dans leur majorité des sous-ménages, affirment qu'ils ont décidé de bloquer la route pour revendiquer le droit à un logement, au même titre que leurs proches.

Notons par ailleurs que 1.600 familles occupant depuis des années les bidonvilles de Sidi El Bachir ont été relogées en décembre dernier dans cette localité. Cette opération d'envergure a mobilisé des moyens conséquents, de sorte qu'une fois le relogement achevé, le wali a ordonné la démolition des habitations précaires afin de récupérer les terrains qui seront destinés à recevoir d'autres projets.

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

KERRAR Larbi, 74 ans, El Barki

CHIKHI Med, 64 ans, El Hassi

GUETRANI Zineb, 84 ans, Oran

LAHAOUI Mokhtar, 55 ans, Haï Daya

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 safar 1442

El Fedjr 05h39	Dohr 12h51	Assar 16h09	Maghreb 18h43	Icha 20h00
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Aujourd'hui

STOP AU  
KIDNAPPING  
D'ENFANTS



NEDJMEDDINE.B  
5/10/20

## Prise en charge des zones d'ombre Des projets pour la commune d'El Ançor

J. Boukraa

Les localités de la commune d'El Ançor ont bénéficié de plusieurs opérations de développement et d'amélioration du cadre de vie des citoyens dans le cadre du programme tracé pour la prise en charge des zones d'ombre. Dans cette optique, la localité de Gueddara a bénéficié d'une enveloppe de 6,3 millions de dinars pour la réalisation d'un réseau d'assainissement, a indiqué récemment le vice-président de l'assemblée communale de cette collectivité sur les ondes de la radio locale. Aussi, une enveloppe budgétaire de 4 millions de dinars été débloquée pour la réalisation d'un réseau d'assainissement à El Ançor notamment au niveau de la plage Les Andalouses. Pour ce qu'est de l'amélioration urbaine, des enveloppes budgétaires ont été aussi débloquées pour la réhabilitation de quelques quartiers et l'ouverture de pistes au niveau de quelques zones rurales.

Pour rappel, la wilaya d'Oran compte 133 zones d'ombre où des opérations de développement sont

en cours pour améliorer le cadre de vie des citoyens avec une autorisation de programme de 4,25 milliards DA, qui s'inscrivent dans le cadre des divers programmes sectoriels et centraux, plans communaux et budget de wilaya. En application des instructions du président de la République, plusieurs localités déshéritées vont bénéficier des opérations de développement et d'amélioration du cadre de vie. Plusieurs zones d'ombre dans les régions enclavées à travers le territoire de la wilaya ont été identifiées à l'effet de cerner réellement les besoins de développement.

Le nombre d'opérations enregistrées dans le cadre de la prise en charge des zones d'ombre dans la wilaya est estimé à 502. Aussi, quatre commissions ont été installées en février par le wali pour inspecter et d'identifier les points noirs au niveau des zones d'ombre. De son côté, la commune de Tafraoui a bénéficié de 37 opérations de développement dans le cadre du programme de la prise en charge des zones d'ombre. Ces opérations d'aménagement urbain, notamment le raccordement au gaz

naturel, la réhabilitation du réseau d'assainissement... sont réparties sur les 12 zones d'ombre que compte la commune dont Graidia Fouaga, Graidia Thata, Wharna, Moualek, Kehailia, Slaimia et El Mekhalikh...

Le secrétaire général de cette collectivité locale a indiqué dernièrement sur les ondes de la radio locale que les études de sept projets ont été lancées réellement, à l'instar de l'aménagement urbain de Slaimia, le raccordement de la localité de Kehailia au réseau du gaz de ville et cinq opérations de réhabilitation du réseau d'assainissement dont un au niveau de l'entrée Est de la commune. Les autres localités de cette commune vont bénéficier d'autres opérations d'amélioration urbaine dans le cadre des programmes destinés aux zones d'ombre.

L'assainissement, la voirie, l'alimentation en gaz de ville, l'AEP et l'éclairage public constituent les préoccupations majeures des citoyens dans ces régions. Les habitants de cette commune avaient à maintes reprises lancé un appel aux autorités locales pour une amélioration du cadre de vie.

### Aïn El Turck

## La décharge communale de Cap Falcon renaît de ses cendres



Rachid Boutlelis

La piètrement célèbre décharge communale de Cap Falcon renaît de ses cendres insidieusement et ce, à la faveur de l'indigence des esprits, en termes de création d'un projet d'utilité publique, ainsi que de l'impavide et insolente indifférence des uns et des autres. Il importe de noter que, vers la fin de l'année 2013, cette décharge, qui s'étend sur une superficie de près de 14 hectares, a été éradiquée suite à un arrêté promulgué par le wali de l'époque et ce, après la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans la municipalité d'El Ançor.

En effet, selon le constat établi sur les lieux, les montagnes de déchets de matériaux de construction, de déblais et autres détritus, régulièrement déversés par des camions, contribuent grandement ainsi à ressusciter cette décharge, qui s'est également transformée en un véritable lieu de prédilection pour des meutes de chiens errants, où même des bergers y guident leur troupeau de bétail et d'ovins pour glandouiller et brouter allègrement les herbes folles tapissant cette immense superficie à

l'abandon, dont l'enceinte n'est que partiellement protégée par un mur fissuré et branlant, ressemblant à un chicot encrassé de tartre. Une répugnance pour le regard du contemplatif de l'automobiliste de passage dans cette zone, absurdement baptisée zone d'expansion touristique (ZET). Il y a lieu de noter qu'un investisseur s'est installé dans une partie de la superficie en question, pour réaliser un projet de plantation d'arbres destiné, entre autres, à l'embellissement de ces lieux et ce, dans le cadre d'une formule de Calpi.

Entre-temps, les forces de sécurité ont eu à intervenir pour déloger des individus, qui se sont octroyés le droit de s'approprier des parcelles de terrain pour entamer des constructions de masures en parpaing, en exploitant le climat délétère ayant prévalu lors de la dernière campagne des législatives. Et comme le ridicule ne tue point, les contrevenants n'ont pas hésité à procéder à des tracages pour délimiter les parcelles qu'ils se sont appropriés. Et pourtant, rien ne prédisait une telle cruelle et sordide déchéance de cette décharge communale après son éradication. La daïra d'Aïn El Turck a en

effet proposé, à cette époque, à la wilaya d'Oran une étude de faisabilité pour la réalisation d'un projet d'un parc aquatique avec un lieu de détente et de loisirs pour les familles ainsi que des aires de jeux pour enfants, dans le but de récupérer à bon escient l'immense superficie de cette décharge. La wilaya avait répondu favorablement à cette proposition et puis... cela a été classé stupidement dans les archives nécrologiques. Une incartade qui a prêté le flanc à un éventail d'interprétations sur la place d'Aïn El Turck.

Notons que la réalisation de ce projet, mort-né, visait notamment à agrémenter les paysages des abords immédiats de cette décharge, sise en plein cœur de la ZET, qui, fort malheureusement, a été depuis bidonvillée et végétée dans la désuétude la plus exécrationnelle. Cette décharge communale, sordidement livrée aux mignardises de la nature et aux actes d'incivisme, est venue exécrablement s'ajouter à la longue liste des biens communaux à l'abandon, dans cette partie de la wilaya d'Oran, squattés depuis des années par des familles sinistrées, sans pour autant tarader les consciences.

## Coups et blessures volontaires par arme blanche 180 affaires enregistrées en deux mois

K. Assia

180 affaires de coups et blessures volontaires par arme blanche ont été enregistrées durant les mois de juillet et août dernier selon un bilan dressé par les services de la sûreté d'Oran.

Les enquêteurs ont solutionné un total de 126 affaires dont un taux de résolution de 70,52% pour le mois de juillet et de 69,41% pour le mois d'août. 160 individus impliqués dans ces affaires ont été arrêtés et présentés devant la justice. Concernant les coups et blessures volontaires avec d'autres objets, le service de la police judiciaire a enregistré 113 affaires pour le mois de juillet dont 69 ont été solutionnées et 84 individus impliqués ont été arrêtés par les policiers. Au courant du mois d'août, 97 affaires ont été enregistrées dont 68 ont été traitées, soit un taux de résolution de 70,10% et 76 personnes impliquées ont été appréhendées. Notons que dans le ca-

dre de la lutte contre le port d'armes prohibées, les policiers ont traité, du 1<sup>er</sup> juillet au 15 septembre dernier, 115 affaires et ont arrêté 115 individus impliqués. Ils ont également saisi 111 couteaux, 12 couteaux de boucher et 7 bouteilles de gaz lacrymogène. Pour ce qui est des rixes sur la voie publique, le bilan fait état de 18 affaires enregistrées durant cette période et 43 individus ont été appréhendés. En ce qui concerne les vols avec violence, les services de la sûreté d'Oran ont enregistré 35 affaires dont 21 ont été traitées et solutionnées. 21 individus ont été arrêtés dans le cadre de ces affaires. La sûreté d'Oran a renforcé son dispositif de sensibilisation, de prévention et surtout de lutte contre le port d'armes prohibées, notamment après la nouvelle loi relative à la prévention et à la lutte contre les bandes de quartier promulguée par le président de la République et publiée dans le dernier Journal officiel.

### Haï Nedjma

## Un mort et trois blessés dans un accident

Un homme âgé de 43 ans a été tué dans un accident de la circulation survenu avant-hier sur le chemin vicinal N° 102 à Haï Nedjma. Le drame s'est produit suite à une collision entre deux voitures, selon la protection civile. Selon la

même source, le sinistre a aussi fait trois blessés graves dont une enfant de 5 ans. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce drame.

J. B.

## Ils opéraient à bord d'une moto Les voleurs de portables arrêtés

K. Assia

Les voleurs de téléphones portables ont été arrêtés par les services de la 15<sup>ème</sup> sûreté urbaine. Deux individus âgés de 21 et 37 ans ont été arrêtés par les policiers à la suite de plaintes déposées pour vol de portables sous la menace d'armes blanches. Les mis en cause opéraient à bord d'une moto et ont ciblé plus de 7 victimes. L'enquête menée par les services concernés a révélé que les malfaiteurs

sont des repris de justice et activaient à travers plusieurs quartiers d'Oran. Une extension de compétence est ordonnée par le tribunal dans la localité d'Es-Sénia et a permis de les arrêter à bord d'une moto.

Les victimes ont identifié leurs assaillants qui opéraient, selon les enquêteurs, dans plusieurs quartiers et rues dont l'avenue Chakib Arslane, Yaghmoracène, Choupot, la cité des Amandiers, la Glacière, Sananès et Front de mer. Ils seront présentés au tribunal à l'issue de l'enquête.

## Lutte contre la criminalité Trois individus écroués pour vol de bijoux

K. A.

Suite à une plainte déposée pour vol de bijoux d'une valeur de 400 millions de centimes, les éléments de la police judiciaire de la 15<sup>ème</sup> sûreté urbaine sont parvenus à démanteler en un temps record une bande de trois malfaiteurs âgés entre 20 et 45 ans dont un repris de justice.

Ceux-ci ont profité de l'absence de la propriétaire des

lieux pour s'introduire dans son domicile.

Les policiers ont identifié les auteurs qui ont été arrêtés l'un après l'autre et un montant de 27,5 millions de centimes provenant de la vente des bijoux a été récupéré.

D'autre part, un individu a été arrêté par les services de la 17<sup>ème</sup> sûreté urbaine pour vol de l'intérieur d'un domicile.

CHLEF

## Des citoyens dénoncent les promesses non tenues

**Le wali a rencontré dimanche, à Boukader, les présidents des comités de quartiers, d'associations et autres citoyens des trois communes de la daïra (Boukader, Oued Sly et Sobha).**

Abbad Miloud

Prenant la parole, le wali a déclaré que sa venue à Boukader est pour écouter les préoccupations. «J'ai les données en ma possession mais j'ai préféré être à l'écoute du citoyen». Les efforts de l'Etat sont considérables mais des retards sont enregistrés et qui pèsent lourdement sur la population, a-t-il précisé. Il a lancé un appel à l'attention des responsables, à partir de Boukader, qu'aucune négligence ne sera tolérée et que les lois de la république seront appliquées avec toute la rigueur nécessaire. Les

principaux problèmes posés sont le raccordement aux réseaux électricité et gaz, les extensions de ces derniers, la qualité des travaux, le sureffectif des classes, des routes à l'état dégradé, l'alimentation en eau potable, le déficit en salles de soins, cantines scolaires et transport scolaire. Plusieurs citoyens ont dénoncé des promesses faites par des responsables mais qui n'ont jamais été tenues.

Le wali, dans ses différentes interventions, a reconnu que les problèmes posés sont objectifs et légitimes et qu'ils seront pris en charge d'une manière progressive.

TLEMSEN

## La gouvernance locale au menu des élus

Khaled Boumediene

Dans le cadre de la coopération algéro-allemande et en partenariat avec l'agence allemande de coopération internationale (GIZ), qui est représentée par son propre bureau en Algérie, une session de formation sur la gouvernance et la démocratie participative est organisée du 4 au 6 du mois courant, au niveau de l'hôtel Renaissance de Tlemcen, au profit de 10 élus et 10 autres fonctionnaires des services du personnel, finances, réglementation, urbanisme, informatique, environnement, hygiène, travaux et affaires sociales de l'Assemblée populaire communale de Tlemcen.

« Cette formation, initiée dans le cadre du projet KWT2 de la GIZ Algérie, est assurée par MM. Chabou Othmani, Benamara Samir et Bendali-Hacene Abderrezak, experts de l'Ecole nationale d'architecture et d'urbanisme d'Alger, en vue de faire comprendre à ces participants la gouvernance locale partagée et la démocratie participative ainsi que leur importance dans la gestion de projets de développement, faire connaître les dispositifs légaux de la participation citoyenne au niveau national et international afin de dessiner une démarche appropriée pour les projets locaux de développement, faire connaître et expérimenter les outils de participation citoyenne afin de développer ses capacités communicatives, de négociation et de leadership, capitaliser les expériences aussi bien nationales qu'internationales afin d'apprendre des erreurs et des bonnes pratiques et se familiariser avec les moyens technologiques de communication comme outils de communication, de contact direct et d'interaction avec les citoyens, nous a expliqué hier, Haouchine Soumia, coordinatrice de ce projet de la GIZ en Algérie.

Et d'ajouter : «il est prévu d'organiser un deuxième cycle de formation d'une durée de trois jours le mois de novembre prochain. Ces actions de formation se poursuivront jusqu'à février 2023 afin de renforcer la commune de Tlemcen dans son rôle d'acteur du développement durable et pour la préparer

à un jumelage de partenariat avec une ville allemande. Actuellement, deux villes, à savoir Annaba et Mostaganem, sont jumelées avec des villes allemandes.

Ce type de partenariats et d'échanges d'expériences et de transferts de connaissances structurés leur offre l'opportunité d'apprendre les uns des autres pour l'aménagement et la gestion des processus de développement locaux. Le programme de la coopération municipale de gouvernance locale et participative au Maghreb entend donc promouvoir la constitution de réseaux entre les villes.

Actuellement, près de 11 municipalités urbaines de Tunisie et 8 autres du Maroc, qui connaissent des évolutions similaires et qui sont donc confrontées à des défis comparables sont liées par des partenariats avec des villes allemandes ». Pour sa part, le président de l'APC de Tlemcen, Khouani Boudjenane, a fait savoir que «la commune urbaine de Tlemcen est confrontée aujourd'hui à de nombreux défis de l'urbanisation, environnement, démographie, pénurie de logements, constructions illicites, risques écologiques et aux problèmes sociaux qui déterminent le quotidien dans cette agglomération qui évolue de plus en plus. Cette formation nous permet d'accroître les capacités des élus et cadres administratifs et techniques de la commune, notamment en ce qui concerne la gestion municipale et le traitement des doléances des citoyens et aussi pour impliquer le mouvement associatif dans le développement social et économique de leur commune.

Il faut reconnaître que les compétences et ressources de notre commune ne sont pas encore suffisamment développées pour pouvoir assumer pleinement des tâches toujours plus diversifiées et plus urgentes, et pour répondre aux fortes attentes des citoyens.

Les notions acquises lors de ce processus de formation vont nous permettre d'assurer des services de meilleure qualité afin d'offrir avec toujours plus d'efficacité et d'efficience de plus larges possibilités de participation citoyenne, en particulier pour les femmes et les jeunes ».

AÏN TEMOUCHENT

## Deux morts et 3 blessés dans deux accidents de la route

Deux personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dans deux accidents distincts de la route survenus dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a-t-on appris hier auprès des services de la protection civile.

Le premier accident s'est produit hier dimanche suite au renversement puis au dérapage d'un véhicule sur la route nationale (RN 22) dans son tronçon

reliant les communes de Emir Abdelkader et de Béni Saf faisant un mort, le chauffeur (35 ans), et trois blessés graves transférés au service des urgences médicales de l'hôpital de Béni Saf. Le corps de la victime a été déposé à la morgue du même hôpital, a-t-on indiqué. Le deuxième accident, enregistré le même jour, a été causé par le renversement d'un engin de chargement de marchandises à hai Béni Khaled à Béni Saf, provoquant la mort d'un enfant de six ans. Son père, qui conduisait l'engin est en état de choc, a-t-on fait savoir. Les services de la sûreté ont ouvert des enquêtes sur les causes de ces deux drames.

EL-BAYAD

## Nouvelle cité, vieux problèmes !

Hadj Mostefaoui

Les zones d'ombre se situent également au chef-lieu de la wilaya, et pour être plus précis dans les nouvelles cités en attente d'être réceptionnées et occupées dans les tout prochains jours par leurs futurs locataires. Une opération de remise des clés de logements sociaux est prévue dans les prochains jours. La cité des 400 logements est depour-

vue d'équipements sociaux collectifs les plus élémentaires, à savoir les établissements scolaires du primaire et du moyen, centre de santé, agence postale, antenne administrative communale, pour ne citer que ceux-là.

C'est le même cas pour les autres cités qui seront prochainement occupées par leurs futurs bénéficiaires du programme des 1.500 logements sociaux. Une situation décriée par de

nombreux futurs locataires qui interpellent le premier responsable de la wilaya avant la prochaine rentrée scolaire. L'implantation de nouvelles cités d'habitation nécessite une étude sérieuse des besoins immédiats des futurs habitants. Il s'agit de cités éloignées de plus de huit kilomètres du centre-ville et il est grand temps de penser à prendre en charge avec sérieux les doléances des locataires.

## Le casse-tête des chiens errants



Hadj Mostefaoui

Les habitants des deux localités d'Arbaouet-Tahtani et Fougani (daïra d'El-Abiodh) ne savent plus à quel saint se vouer pour se débarrasser des hordes de chiens errants qui colonisent les rues dès la tombée de la nuit, créant un climat de terreur dans les rangs des citadins. Gare aux noctambules et aux retardataires qui rejoignent leurs habita-

tions tard dans la nuit après un long voyage ou une virée nocturne chez des proches, ne serait-ce qu'au bout d'un pâté de maisons. L'imprudent est aussitôt pris en chasse par des meutes de chiens. Enfants et personnes âgées craignent de sortir de chez eux dès le crépuscule. De son côté, M. Bachir Bouazza, responsable de l'association des chasseurs de la wilaya, nous dit qu'il est fin prêt pour éradiquer

avec ses coéquipiers cette menace qui pèse sur les habitants pour peu qu'on daigne leur accorder une autorisation. Cette situation regrettable s'est généralisée et a touché l'ensemble des 22 communes y compris le chef-lieu de la wilaya dont certaines cités, sombrant dans le noir à cause de l'éclairage public défectueux, sont infestées de meutes de chiens qui imposent un couvre-feu jusqu'au lever du soleil.

## Un faux éleveur derrière les barreaux

Hadj Mostefaoui

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Bougtob ont arrêté un escroc qui se faisait passer pour un riche éleveur pour dévaliser les revendeurs ambulants d'aliment de bétail.

Jetant son dévolu plus d'une fois sur le marché aux bestiaux de cette localité, cet individu âgé de 23 ans et originaire du chef-

lieu de la wilaya d'El-Bayadh, a pu soutirer, en abusant de la confiance de ses nombreuses victimes, pas moins de 800 quintaux en produits destinés à l'aliment du bétail leur promettant de les payer rubis sur ongles à la fin du marché. Une astuce qu'il a utilisée plus d'une fois, laissant ses fournisseurs sur le carreau et prenant une destination inconnue avec la cargaison d'aliment du

bétail. Au bout de sa troisième tentative d'escroquerie sur les mêmes lieux, utilisant le même modus operandi, il a été arrêté par les policiers à l'issue d'une souricière qui lui avait été tendue. Présenté devant la justice, le mis en cause a éclopé d'une peine de 18 mois de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA. Il a été aussitôt incarcéré à la maison d'arrêt.

HADJ MOSTEFAOUI

## Un quintal de viandes blanches avariées saisi

Hadj Mostefaoui

Lors de l'une de leurs sorties de contrôle, les policiers relevant de la brigade de lutte contre la fraude de la sûreté de la daïra de Boualem ont interpellé un commerçant

ambulant qui tentait d'écouler plus d'un quintal de viandes blanches.

Grande fut leur surprise lorsqu'ils constatèrent que ce dernier ne disposait d'aucune facture d'achat du produit justifiant l'origine du produit et

la date d'abattage du poulet. Pire encore, aucun document administratif justifiant la qualité du produit. Le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République auprès du tribunal d'El-Bayadh pour répondre de ses actes.

## Espagne Le Real au pouvoir, le Barça sous l'éteignoir



Le Real Madrid retrouve son trône: pour la première fois cette saison, le champion d'Espagne en titre a récupéré le fauteuil de leader de Liga en maîtrisant Levante (2-0) dimanche, reléguant à trois longueurs le FC Barcelone, dont l'élan a été stoppé par Séville (1-1). Lors de cette 5e journée du Championnat d'Espagne, le Real s'en est remis à une frappe enroulée de Vinicius (16e), à une contre-attaque conclue par Karim Benzema, son premier but cette saison (90e+5), et aux parades décisives du gardien Thibaut Courtois lorsque Le-

vante poussait. «Nous avons souffert dans ce match, mais il fallait souffrir pour gagner», a commenté l'entraîneur madrilène Zinedine Zidane. «Cela fait trois victoires et un nul en quatre matches, que demander de plus ?» Ce succès permet à l'équipe de Zidane (1re, 10 pts, un match en retard) de prendre les commandes du classement et de dépasser le Betis (2e, 9 pts) ou encore la Real Sociedad (3e, 8 pts), qui avaient pris les devants ces dernières semaines en profitant du calendrier aménagé offert aux Madrilènes après un été chargé. Au Camp Nou, le Barça

a lui aussi souffert mais il n'a pas trouvé les ressources pour s'imposer, montrant par moments le visage triste et inquiétant de la saison dernière. C'était le premier grand test de l'ère Ronald Koeman sur le banc et le bilan est mitigé, car Séville a fait souffrir le Barça. Pour ne rien arranger, Jordi Alba est sorti blessé (75e), Antoine Griezmann a été encore très discret, les recrues (Trincão, Pedri, Dest) n'ont pas pesé, l'arbitre n'a pas sifflé un possible penalty sur Messi (90e+3)... Et le Barça a encore du travail pour retrouver son brio passé.

## Angleterre Liverpool explose en plein vol

Le champion en titre Liverpool et Manchester United ont vécu un dimanche après-midi des plus pénibles encaissant respectivement 7 buts face à Aston Villa (7-2) et 6 à domicile contre Tottenham (6-1), pour la 4e journée de Premier League. Alors qu'ils restaient sur des prestations convaincantes et pleines d'autorité, Liverpool a volé en éclat défensivement face à Aston Villa qui a eu une réussite insolente. Toute tentative d'analyse de ce match semble vaine et même Jürgen Klopp préférait en rire sur son banc après le 6e but inscrit par Jack Grealish (6-2, 66e), sur la troisième frappe déviée par un défenseur des Reds à finir au fond des filets.

Il avait laissé son équipe sur une prestation contre Arsenal en championnat (3-1) qu'il avait qualifiée d'«absolument

exceptionnelle». L'absence d'Alisson, blessé, dans les cages, ou de Sadio Mané, atteint du Covid-19, n'expliquent pas une performance désastreuse aussi bien derrière que devant, malgré le doublé de Mohamed Salah (33e, 60e). Les Reds n'avaient plus pris 7 buts en championnat depuis 57 ans. Ils pointent à la 5e place du classement à trois longueurs d'Everton, seule équipe à avoir un bilan parfait et un calendrier à jour de 4 victoire en 4 matches. Aston Villa, qui compte un match en moins, a pris 9 points sur 9 possibles et est 2e du classement. Cinq matches joués cette saison et la crise couve déjà à Manchester United, ridiculisé par Tottenham sur sa pelouse après une prestation catastrophique. Et la prestation indigente aussi bien dans la détermi-

nation que dans le jeu de toutes les lignes fait ressurgir les doutes sur la capacité d'Ole Gunnar Solskjær à tirer cette équipe vers le haut. Manchester United, malgré un match en moins, se retrouve 16e avec 3 points et 11 buts encaissés et ressemble à nouveau à un club divisé avec une équipe à rebâtir. Leader à la différence de buts avant cette journée, Leicester a connu son premier accroc de la saison face à West Ham, large vainqueur 3-0, alors qu'Arsenal s'est relancé en dominant Sheffield United (2-1), qui n'a toujours pas marqué le moindre point.

Dans les autres matches de la journée, Wolverhampton a battu Fulham (1-0), dont le compteur reste bloqué à zéro point, et Southampton a pris le meilleur sur West Bromwich Albion (2-0).

## Allemagne Fatigué, le Bayern sauvé par Lewandowski

Un quadruplé de Robert Lewandowski a permis au Bayern Munich, visiblement très ému en ce mois de septembre, d'arracher dans le temps additionnel une victoire 4-3 contre le Hertha Berlin dimanche à huis clos à l'Allianz Arena. Ce résultat laisse le Bayern à un point des leaders Leipzig, Augsburg et Francfort (7 pts) après trois journées. Sur le plan comptable, pas de vrai souci. Mais deux semaines seulement après la reprise, les champions d'Europe paraissent déjà fatigués. De

quoi s'inquiéter pour le marathon de matches à venir d'ici Noël, entre la Bundesliga et la Ligue des champions. Le Bayern vient d'encaisser neuf buts en trois matches officiels. Contre Berlin dimanche, le «Rekordmeister» a mené 2-0, puis 3-2, avant de se faire remonter à chaque fois pour finalement s'imposer 4-3 à la 93e minute. Cet état d'esprit qui a permis au Bayern de réussir cette année un quintuplé historique, coupe-championnat et Supercoupe d'Allemagne, Ligue des champions et Su-

percoupe d'Europe. Mais les champions d'Europe, depuis leur prolongation le 24 septembre en Supercoupe d'Europe contre Séville (2-1) ne semblent pas avoir récupéré. Reste que le Bayern Munich, dans les moments difficiles, possède une assurance-vie: son buteur Robert Lewandowski. Sacré jeudi soir joueur UEFA de l'année, le Polonais a non seulement rappelé qu'il était un buteur d'exception, mais il a aussi confirmé qu'il n'était jamais affecté par les passages à vide de son équipe.

## France Les regrets pour Lyon, Lille rejoint Rennes en tête

Marseille à dix a pris un point à Lyon (1-1), dimanche, dans le choc de la 6e journée du Championnat de France qui laisse des regrets à l'OL, loin du haut de tableau où Lille a rejoint Rennes en tête.

La crise attend le perdant, pronostiquait André Villas-Boas avant le match. Avec le nul, les deux «Olympiques» gardent la face, mais les Lyonnais auront des regrets.

A onze contre dix pendant plus d'une heure, après l'expulsion de Dimitri Payet (18e), deux minutes après son ouverture du score, l'OL a été incapable de concrétiser sa domination. Par ailleurs, pour la première fois de la saison, Rennes a laissé échapper des points à domicile, contre Reims (2-2), alors qu'il avait fait le plus dur en passant de 0-1 à 2-1. Justement, elle a été rattrapée au classement par Lille (14 pts), même si, meilleure attaque que le LOSC, Rennes garde la tête.

Les Nordistes ont déroulé à Strasbourg (3-0), en réalisant son match offensif le plus abouti. Enfin, pris entre les échappés et



le peloton, Montpellier (5e, 10 pts) et Monaco (6e, 10 pts) ont perdu de précieux points dans la course au podium. Jusque-là invaincus à domicile, les Héraultais sont passés à côté contre Nîmes (1-0), alors que son poursuivant monégasque n'a pas fait mieux à Brest (1-0) où un but de son ancien joueur Romain Faivre (8e) l'a re-

plongé dans ses études. Le malheur de Monaco a fait les affaires de Bordeaux (9e, 9 pts) qui entrevoit le wagon de tête après un départ mitigé. Après trois 0-0 à domicile, les Girondins ont enfin marqué sur leur pelouse, grâce à Rémi Oudin (11e), Samuel Kalu (29e) et Toma Basic (89e). La lanterne rouge Dijon a été balayée (3-0).

## Italie Naples forfait face à la Juve, le foot italien en crise



Le forfait de Naples face à la Juventus Turin dimanche soir, à la suite de deux cas de Covid-2019 dans l'effectif napolitain, risque de lui valoir une défaite 3-0 sur tapis vert et a ouvert une nouvelle crise dans le football italien.

A 19h45, heure du coup d'envoi maintenue par les instances sportives italiennes, les joueurs de la Juventus étaient là, les arbitres aussi et même une poignée de supporters. Mais pas les Napolitains, restés à l'isolement chez eux.

Le club du sud de l'Italie assure ne pas avoir obtenu l'autorisation des autorités sanitaires locales pour faire le déplacement et avait demandé le report. Naples est la première équipe à ne pas se présenter sur le terrain, pour un match maintenu, en raison du coronavirus, dans les

cinq grands championnats européens. Il y avait eu un cas de forfait en août lors d'un match de tour préliminaire de Ligue des champions: le club kosovar Drita n'avait pu disputer son match et avait eu match perdu contre Linfield (Irlande du Nord). Au regard des règles adoptées cette semaine par les instances sportives, Naples pourrait perdre le match sur tapis vert 3-0.

La rencontre a officiellement été déclarée terminée après 45 minutes d'absence constatée des Napolitains. Le résultat est maintenant entre les mains du juge sportif de la Ligue, qui doit se prononcer mardi.

Le bras de fer désormais attendu sur l'interprétation des règles sanitaires, entre protocoles sportif et locaux, pourrait avoir de grandes conséquences sur la suite de la saison. «De

Laurentiis m'a envoyé un message avant le match pour demander le renvoi, je lui ai dit que la Juventus s'en tenait aux règlements», a expliqué sur Sky Sport le président de la Juventus Andrea Agnelli. «Nous avons des protocoles clairs, en cas de positivité, nous les appliquons», a-t-il ajouté, alors que le club turinois a lui-même enregistré deux cas positifs (pas de joueurs, ni de membres du staff technique et médical). Naples avait été placé sous surveillance renforcée depuis l'annonce, lundi, de cas groupés au Genoa, son dernier adversaire. Les joueurs devraient rester à l'isolement deux semaines, selon les médias italiens. Ceux qui devaient rejoindre des sélections pour les matches internationaux devraient donc rester à Naples.

## Wolverhampton Rayan Aït-Nouri en renfort

**R**ayan Aït-Nouri, 19 ans, le jeune latéral gauche d'Angers, va découvrir la Premier League avec Wolverhampton, ont annoncé dimanche soir les deux clubs, sous la forme d'un prêt avec option d'achat. Selon la presse britannique, l'option a été fixée à 20 millions de livres (environ 22 M EUR actuellement), ce qui en fera, si le montant est confirmé et si la livre se maintient à son niveau actuel, la 2e plus grosse vente pour le club angevin après celle de Jeff Reine-Adélaïde à Lyon (pour 25 M EUR). «Je suis ici pour montrer à tout le monde ce dont je suis capable, à l'entraîneur, à mes coéquipiers et aux supporters», a déclaré Aït-Nouri sur le site de Wolverhampton,

actuellement 13e du championnat anglais. «Je compte m'installer dans ce club aussi rapidement que possible et (...) jouer autant de matches que possible en Premier League, parce que c'est un championnat où l'on rêve de jouer», a ajouté le jeune défenseur au profil idéal pour les Wolves, dont l'entraîneur Nuno Espirito Santo apprécie les latéraux offensifs. Vendredi, l'entraîneur d'Angers Stéphane Moulin, qui avait déjà vu partir sa sentinelle Baptiste Santamaria pour Fribourg (D1 allemande), avait confirmé avec regret qu'Aït-Nouri était sur le départ. «Ta gentillesse, ton implication, ton talent...

C'était un privilège de te voir grandir sous nos couleurs, Rayan. Nous te souhai-

tons le meilleur chez les Wolves. Régale-toi en Premier League», a salué le club angevin dans un communiqué dimanche soir.

Repéré un peu par hasard, Aït-Nouri est arrivé à Angers en 2016 et, malgré plusieurs blessures, a vite gravi les échelons avec un premier contrat professionnel à l'âge de 16 ans et demi, une intégration au groupe professionnel à 17 ans et plusieurs convocations dans les équipes de France de jeunes. Mais il a dû attendre la saison 2019/2020 pour s'imposer sur le terrain à Angers, avant un arrêt brutal en janvier à cause d'une fracture de la mâchoire. Testé positif au coronavirus fin août, il n'a repris la compétition qu'il y a deux semaines.

## Espagne-Premier «clasico» féminin Barcelone domine le Real



**L**e FC Barcelone l'a emporté 4-0 face au Real Madrid dans le tout premier «clasico» féminin, disputé dans la capitale madrilène, et pour le premier match officiel de la nouvelle section féminine du Real.

Les buts de Patri Guijarro, de la joueuse néerlandaise Lieke Martens et Alexia Putellas, et le but contre son camp de la gardienne madrilène Maria Rodriguez

ont offert trois points à l'extérieur au FC Barcelone, et une victoire symbolique pour ce premier «clasico», disputé lors de la première journée de championnat.

Le président de la Fédération espagnole de football et le sélectionneur de l'équipe féminine Jorge Vilda ont assisté à la rencontre dans les installations de Valdebebas, à Madrid. Le président du Real Madrid, Florentino Pérez

était lui absent, car en déplacement avec l'équipe masculine pour le match contre Levante dimanche en Liga. Le FC Barcelone féminin a remporté le championnat d'Espagne à cinq reprises, notamment en 2020. De son côté, le Real Madrid vit sa première expérience avec une équipe féminine en première division, après l'absorption du club madrilène du CD Tacon cette année.

## FASM - Sports mécaniques Deux candidats pour le poste de président

**D**eux candidats briguent le poste de président de la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) lors de l'assemblée générale électorale prévue le 10 octobre à la salle de conférences du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), a-t-on appris auprès du président de la commission de candidatures, Mustapha Ouahab. Il s'agit du président de la Ligue d'Alger des sports mécaniques, Amine Laïbi, un ancien pilote professionnel qui a eu, auparavant, à diriger le club de Dély Ibrahim, et Khadidja Benhamrouche, présidente de la Ligue de wilaya

de Laghouat. Le délai pour le dépôt des candidatures a pris fin samedi. La commission de candidatures a en outre réceptionné neuf dossiers de candidature aux postes de membre du bureau fédéral (7 membres + 2 suppléants). Par ailleurs, le vice-président de la FASM, Fethi Benaïssa, a indiqué : «Nous sommes toujours dans l'attente de la réponse du ministère de la Jeunesse et des Sports au sujet du recours présenté par le bureau fédéral après le rejet, infondé et non convaincant, des bilans moral et financier par l'assemblée générale. Ces deux

bilans n'ont pas été examinés lors de l'AG ordinaire qui a enregistré des transgressions des règlements». Les bilans moral et financier de l'exercice 2019, présentés par le président Karim Benhamiche, avaient été rejetés à l'unanimité pour «mauvaise gestion et volume insuffisant d'activités sportives organisées». Même avant le mandat du président Benhamiche qui avait débuté en février 2019, les membres de l'AG avaient également rejeté les bilans moral et financier de l'exercice 2018 présentés alors par le président par intérim Amir Benamar.

## Turquie Ghezzal rebondit au Besiktas



**L**e désormais ex-attaquant de la Fiorentina, Rachid Ghezzal devait s'engager hier sous forme de prêt avec le Besiktas (Turquie) a annoncé lundi Skysport. Annoncé sur le

départ, l'international algérien se trouvait en Turquie et plus précisément à Istanbul où il a passé sa visite médicale avec le club Turc. Pour rappel, Brendan Rodgers, l'entraîneur de

Leicester City ne compte pas sur l'ailier droit de 28 ans, ce qui explique son prêt par les Foxes pour la deuxième année consécutive, puisque la saison dernière, Ghezzal avait joué en Italie.

## Tennis - Roland Garros Sinner est gourmand, Halep écœurée

**S**ur les traces de Nadal par sa performance, sur celles de Djokovic pour sa précocité: le parcours de Jannik Sinner à Roland-Garros, où il jouera un quart de finale pour sa première participation à 19 ans, fait rêver. Au contraire, la favorite du tableau féminin, Simona Halep, a dû faire ses valises dimanche après avoir été sèchement éliminée par la Polonaise Iga Swiatek. Quant à Dominic Thiem, lauréat du dernier US Open et double finaliste sortant à Paris, il a failli subir le même sort que Stan Wawrinka (lauréat 2015) face au jeu atypique et plein de toucher du jeune Français Hugo Gaston, 239e mondial. Mais le N.3 mondial, mis à mal par les

amorties «d'une autre planète» de son adversaire, a retrouvé de l'énergie dans la 5e manche pour s'imposer 6-4, 6-4, 5-7, 3-6, 6-3. Dimanche, Sinner (75e) a démontré qu'il avait faim de grandes victoires en privant Alexander Zverev (7e), finaliste du dernier US Open, d'un quatrième quart successif sur la terre battue parisienne (6-3, 6-3, 4-6, 6-3).

A 19 ans, le joueur venu du Haut-Adige (nord-est de l'Italie) et qui a bien failli devenir skieur, accède pour la première fois aux quarts de finale d'un tournoi du Grand Chelem et il y affrontera le roi de Roland-Garros, Rafael Nadal. En quête d'un 13e titre à Paris, l'Espagnol a disposé du qualifié américain Sebastian Kor-

da (213e) 6-1, 6-1, 6-2. Zverev ne s'est pas montré très fair-play. Expliquant être fiévreux et «très malade», il a estimé que Sinner n'avait pas eu de grand mérite à le battre. Pour Sinner, ce parcours à Roland-Garros est dans la lignée d'une saison 2019 extraordinaire au cours de laquelle il était passé des alentours de la 550e place ATP à la 78e. Dans le tableau féminin, la jeune Swiatek (54e) a créé une grosse surprise en se jouant de Halep (2e), battue 6-1, 6-2 en 1h08. «Ce n'est pas facile à avaler, mais ce n'est pas le premier moment difficile de ma carrière. Alors je vais manger un morceau de chocolat et ça ira mieux demain», a commenté la Roumaine.

## Cyclisme - Tour d'Italie Ulissi gagne la 2e étape devant Sagan

**A**grigente a couronné dimanche l'Italien Diego Ulissi (UAE Emirates) qui a enlevé la deuxième étape du Tour d'Italie devant le Slovaque Peter Sagan. L'Italien Filippo Ganna (Ineos) a conservé le maillot rose à la veille de l'arrivée à l'Etna. Ulissi s'est imposé dans un sprint en montée avec plusieurs longueurs d'avance sur Sagan et sur le Danois Mikkel Honoré. L'Australien Michael Matthews a pris la quatrième place, en tête du peloton, à 5 secondes, au terme des 149 kilomètres de cette deuxième journée sicilienne, par une chaleur estivale. L'échappée de cinq coureurs lancée peu après le départ d'Alcamo (De Gendt, Bais, Gastauer, Tonelli, van Empel) a été reprise à l'entrée des dix derniers kilomètres, avant le passage au pied des temples antiques qui font la réputation d'Agrigente. Ulissi, 31 ans, a remporté sa septième victoire d'étape dans le Giro. «Tout s'est passé comme on l'avait dit le matin,



au briefing», s'est félicité l'Italien en remerciant ses coéquipiers, notamment l'Italien Valerio Conti, qui a durci le rythme à 2 kilomètres de l'arrivée. Au lendemain de l'abandon du Colombien Miguel Angel Lopez, le Danois Jakob Fuglsang, l'un des candidats au podium, a perdu un autre lieutenant pour la montagne, le Russe Aleksandr Vla-

sov, en proie à des problèmes d'estomac. Lundi, le Giro a rejoint l'Etna, le principal volcan européen en activité, avec une altitude de 1793 mètres. Cette 3e étape, longue de 150 kilomètres entre Enna et le Piano Provenzana, devait se conclure par une montée de 18,8 kilomètres (à 6,6 %), sur le versant nord, en partie inédit dans le Giro.

## EN - Les 24 pour le Nigéria et le Mexique Belmadi en toute logique !

**Le suspense vient de prendre fin avec la liste dressée par Djamel Belmadi. Premier constat : l'ossature championne d'Afrique 2019 a été reconduite et on dira que c'est parfaitement logique.**



Adjal Lahouari

La seconde remarque concerne la non convocation de Belaïli, Ounas et Benlamri, des pièces essentielles de l'EN en raison de leur situation avec leurs clubs respectifs. Il en est de même pour Slimani, qui n'a retrouvé un club qu'à la veille de la clôture du mercato européen, ce qui l'a certainement desservi aux yeux du sélectionneur. Avec ces décisions fortes, le coach de l'EN est resté fidèle à ses principes, n'accordant aucune faveur à des éléments certes valeureux et qui ont fait leurs preuves, mais qui sont perturbés par la suite de leurs carrières. Cette mesure est compréhensible et va lui permettre de tester des variantes tactiques avec les joueurs appelés à tenter de faire oublier ces « absents » provisoires comme tout un champion le souhaite.

Cette liste confirme aussi que Djamel Belmadi n'a pas fermé la porte à d'anciens capés dont c'est le retour, pour peu que ces derniers justifient leur convocation, sachant que, sur ce point essentiel, le coach national est intraitable. Par ailleurs, des nouveaux font leur apparition et s'ils sont dans la liste, c'est qu'ils possèdent des potentialités dont l'EN pourrait tirer profit. Tous les observateurs ainsi que les fans algériens attendent avec curiosité de voir à l'œuvre les nouveaux capés tels Mehdi Zerkane, un joueur annoncé pour être le successeur d'Adlène Guedioura dans le futur, à un poste important dans le système prôné par Belmadi. Malheureusement, ce joueur est actuellement blessé. Toutefois, ce n'est que partie remise. Lorsqu'il sera rétabli, le sociétaire des Gi-

rondins de Bordeaux est tenu de convaincre le sélectionneur qui a conservé Guedioura, l'efficace « porteur d'eau » de l'équipe nationale. Il existe un autre attrait de ce stage qui a débuté aujourd'hui en Autriche. On attend aussi avec impatience de voir les qualités d'Abdeljalil Medioub, le défenseur du club portugais CD Tondela, dont on dit le plus grand bien. A première vue donc, et hormis pour le poste de gardien où M'Bolhi est incontestable, les habitués titulaires sont tenus de défendre leurs places face à des concurrents dont certains apparaissent beaucoup mieux que des doublures. C'est justement sur cette émulation que mise Belmadi pour améliorer le rendement de l'équipe nationale face des rivaux de haut niveau. En effet, même lors de ses traversées du désert, le Nigéria demeure constamment une valeur sûre sur le plan international. Quant au Mexique, il occupe le onzième rang FIFA, ce qui veut tout dire. De ces confrontations, le sélectionneur attend certainement de précieux enseignements sur les potentialités de ses poulains ainsi que le système à adopter. Il va sans dire que, même s'il s'agit de matches amicaux qui n'influent que sur le Ranking FIFA, il n'en demeure pas moins que Belmadi exigera les meilleurs résultats possibles, comme ce fut le cas contre la Colombie. Car il sait que les victoires entretiennent la dynamique recherchée en vue des prochaines échéances officielles, celles ayant trait aux qualifications de la CAN-2021 et surtout de la Coupe du Monde 2022 au Qatar.

Pour rappel, arrivé le premier en Autriche, Belmadi s'est réuni dimanche avec

son staff. Au menu, l'application du programme déjà tracé pour la réussite de ce stage d'une semaine dont il attend beaucoup. L'équipe nationale est de retour et tous les sportifs algériens attendent avec impatience le premier match contre le Nigéria, vendredi prochain à 19 h 30, heure algérienne. Un match qui a de fortes chances d'être retransmis en direct sur la télévision algérienne.

**Gardiens de but :** Raïs M'Bolhi (Ettifaq FC, Arabie Saoudite) - Izzedine Doukha (Al-Raed, Arabie Saoudite) - Alexandre Oukidja (FC Metz, France).

**Défenseurs :** Mohamed Salim Farès (Lazio Rome, Italie) - Aïssa Mandi (Betics Séville, Espagne) - Ramy Bensebaini (Borussia Mönchengladbach, Allemagne) - Jean Mehdi Tahrat (Abha Club, Arabie Saoudite) - Mohamed Réda Halaïmia (K. Beerschot VA, Belgique) - Mehdi Zeffane (Kyliia Sovetov Samara, Russie) - Abdeljalil Medioub (CD Tondela, Portugal) - Maxime Spano-Rahou (Valenciennes, France).

**Milieux de terrain :** Adlène Guedioura (Al-Gharafa SC, Qatar) - Ismael Bennacer (AC Milan, Italie) - Mehdi Abeïd (FC Nantes, France) - Mehdi Zerkane (Girondins Bordeaux, France) - Sofiane Feghouli (Galatasaray SK, Turquie) - Harris Belkebla (Stade Brestois, France).

**Attaquants :** Baghdad Bounedjah (Al Sadd SC, Qatar) - Farid Boulaya (FC Metz, France) - Ryad Mahrez (Manchester City, Angleterre) - Yacine Brahimi (Rayyan SC, Qatar) - Saïd Benrahma (Brentford FC, Angleterre) - Zinedine Ferhat (Nîmes Olympique, France) - Andy Delort (Montpellier HSC, France).

## Liges 1 et 2

### Vers une programmation chaotique

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé qu'elle espère achever la saison 2020-2021 au mois de juin. «La date exacte n'a encore été fixée, mais nous espérons terminer la saison au mois de juin», a annoncé le dirigeant Amar Bahloul, juste après la fin de la réunion du Bureau fédéral, tenue dimanche après-midi au siège de la FAF, à Dely Brahim. Bahloul a anticipé le fait que la crise sanitaire due au coronavirus pourrait générer le report de certains matchs, surtout si certains joueurs sont testés positifs au COVID-19, ce qui pourrait repousser la fin de la saison au-delà du mois de juin. Mais selon lui, et mis à part ce cas de force majeure, «tout sera mis en œuvre pour que les matchs se jouent dans les temps», et permettre ainsi à la saison de s'achever dès le début de l'été. Une situation qui cependant devrait soumettre les clubs à un calendrier infernal, car ils devront jouer deux matchs par semaine pour

pouvoir honorer les 38 journées inscrites au calendrier de cette saison, mais selon Bahloul, «il n'y a pas d'autre choix que de faire avec». En effet, d'après la même source «ce sont les clubs qui ont choisi cette formule de compétition, et ils devront donc en assumer les aléas», en promettant cependant «de les accompagner» et de les «aider à faire face à d'éventuelles difficultés». Par ailleurs, Bahloul a révélé que la Commission de résolution des litiges a traité près de 600 dossiers cette année, en précisant que «les derniers cas en suspens seront tranchés ce lundi (hier)», car le dernier délai a été fixé au 5 octobre courant.

La même source a révélé également que le montant des arriérés qui sera versé par l'EPTV à la Ligue de football professionnel (LFP) pour les saisons 2018-2019 et 2019-2020 s'élève à environ 55 milliards de centimes. Enfin, concernant «la qualité» des adversaires qui seront au

menu de la sélection nationale lors des matchs amicaux du mois d'octobre courant, à savoir le Nigeria le 9, puis le Mexique le 13, Bahloul a affirmé qu'ils étaient des sparing-partners de choix, en ajoutant que le coach Djamel Belmadi en était entièrement satisfait. «Une quinzaine de sélections, considérées comme faisant partie des plus grandes nations du football mondial étaient disposées à affronter notre équipe nationale à l'occasion des prochains matchs amicaux.

Malheureusement, la crise sanitaire due au coronavirus a considérablement réduit notre choix. Quoique, le Nigeria et le Mexique comptent parmi les plus grands aussi, et le sélectionneur national en est entièrement satisfait. C'est cela le plus important» a-t-il ajouté. Bahloul a conclu en annonçant que la date de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la FAF a été fixée au 29 du même mois.

### LFP - Commission d'audit des stades Belguidoum entame sa tournée

La commission d'audit des stades de la Ligue de football professionnel (LFP) a entamé lundi l'opération d'évaluation technique des installations devant accueillir les matches de championnat de Ligue 1, indique la LFP sur son site officiel. La commission d'audit commen-

cera son travail «à partir du centre du pays avant de procéder à des visites des stades des autres régions à des dates qui seront communiquées prochainement», ajoute la même source, indiquant que cette opération est présidée par le vice-président de la LFP, Farouk Belguidoum.

A cet effet, la LFP appelle les clubs à «prendre toutes les dispositions pour entamer les divers travaux ainsi que les opérations de mise à niveau de l'infrastructure de domiciliation de ses rencontres et ce conformément aux dispositions réglementaires du championnat professionnel».

## O. Lyonnais

### Djamel Benlamri s'engage pour un an

Le défenseur central international algérien, Djamel Benlamri, s'est engagé pour une saison, plus une en option, avec l'OL lundi. Le fort intérêt de l'Olympique Lyonnais pour lui avait été révélé dimanche sur le site L'Équipe, et il se concrétise lundi : Djamel Benlamri a passé hier sa visite médicale à Lyon, et a signé dans la foulée un contrat d'un an, plus une année en option, avec l'OL. Le défenseur central algérien (30 ans), champion d'Afrique, a été libéré de sa dernière année de contrat à Al-Shabab (Arabie saoudite). Il était d'accord depuis plusieurs jours pour rejoindre l'OL, qui attendait d'abord de pouvoir trouver une porte de sortie pour Joachim Andersen. Le défenseur central danois est toujours là, mais les dirigeants ont quand même accéléré l'arrivée de Benlamri, après la blessure de Marcelo, dimanche soir. On ne connaît pas encore la durée de l'absence du Brésilien, touché à l'épaule dimanche face à l'OM (1-1).



## Lazio Rome

### Première apparition de Farès

L'Inter Milan, après ses débuts flamboyants, a été freinée dimanche après-midi sur le terrain de la Lazio Rome (1-1), malgré vingt minutes en supériorité numérique après l'exclusion du buteur romain Ciro Immobile.

Ce point pris fait d'ailleurs les affaires des Ro-

main, qui ont perdu sur blessure Radu (16e) et Marusic (35e) dès la première mi-temps, et semblent encore à la recherche des bons équilibres, quatre jours après la lourde défaite concédée face à l'Atalanta Bergame (1-4), déjà au Stadio Olimpico. Cette rencontre a vu la pre-

mière apparition du défenseur international algérien, Mohamed Farès, récemment transféré à la Lazio, en provenance de la SPAL. Il a été incorporé à la place d'Adam Marusic, sorti sur blessure. Farès a rendu une copie propre et a reçu les éloges de son entraîneur en fin de match.

## Football national Un professionnalisme qui tarde à se concrétiser

M. Zeggai

Dans tous les pays du monde, le développement du football s'articule autour d'une politique bien définie imposée aux clubs sur la base de règlements et en fonction des objectifs recherchés. Chez nous, il se passe des choses bizarres au sein des clubs prétendus professionnels. La médiocrité, l'incompétence et l'intérêt personnel ont pris le dessus sur toute autre considération. Absence de bilans, des irrégularités à la pelle dans les AG, batailles de clans pour la présidence du club. Aucune protection pour les clubs amateurs dans la formation. Des dettes estimées à plusieurs centaines de milliards de centimes, sans compter ceux des impôts et de la caisse sociale.

Plus grave encore, les scandales liés à la corruption ayant ébranlé le football national ont fini par dépasser nos frontières comme en témoignent le reportage du mois d'octobre. A ce rythme, le football algérien ne sortira jamais la tête de l'eau tant que l'Etat n'interviendra pas pour changer les statuts, déterminer les critères et surtout exiger le respect de la réglementation. Ainsi donc, le bricolage a encore de nombreuses années devant lui tant que la mentalité ne changera pas. Fait insolite : chez nous, la majorité, pour ne pas dire tous les clubs, contactent et engagent des joueurs avant le recrutement de l'entraîneur à qui incombe pourtant la gestion technique de l'équipe par rapport au projet de jeu qu'il veut installer au sein de son équipe. Du jamais vu. Professionnalisme, dites-vous ? Les présidents de nos clubs et leurs hommes de confiance

ne sont là que pour gérer l'argent des deniers publics. Les subventions et entrées d'argent des sponsors ne sont jamais contrôlées ! Encore plus, cette mesure à propos des deniers de l'Etat ne devra pas se limiter à la présentation des documents et autres bilans financiers, mais à une enquête approfondie. L'Algérie nouvelle passe par là. Ce qui se passe ici et là est un véritable paradoxe avec des dirigeants qui ignorent tout ce qui a trait à l'économie du sport et au droit des sociétés.

A l'heure actuelle, la gestion des responsables de nos clubs se limite aux transactions de joueurs avec, bien sûr, une commission de transfert. Avons-nous entendu ce genre de bizarrerie aux temps des Hadj Ghalem Chaouch, Lahouari Chaïla, Kacem Elimam (MCO), Kacem Hamida (ASMO), Hassani Mustapha (USMBA), Abdelkader Drif (MCA), Kheirat (ESM), Hadj Nouar et Rabah Yahia (JSMT), Benkaci (JSK), Mohamed Lefkir (CRB), Allik (USMA) et les autres ? L'intervention de l'Etat est donc plus qu'indispensable pour d'abord, exiger des comptes et accompagner les clubs pour la mise en place d'une véritable politique d'autofinancement avec la mise en place de mécanismes nécessaires pour mettre fin à ces réflexes ayant obligé les sociétés sportives par actions à rester toujours dépendantes des subventions de l'Etat, des actionnaires ou autres investisseurs.

Il est temps d'investir dans les ressources humaines et les jeunes talents si l'on veut réellement anéantir cette gestion douteuse qui ne fait que porter de graves préjudices à la jeunesse algérienne. Le MJS, en tant que tutelle, doit

sévir et frapper d'une main de fer, car il y va de l'intérêt de l'Algérie. Aujourd'hui, la situation s'est davantage aggravée. Des jeunes, censés être l'avenir de notre football, sont marginalisés et totalement abandonnés. Connaissez-vous un président de club qui a pris l'initiative d'aller assister à un match des U.14 ou 15 ? Un président qui dispose d'une véritable structure de recrutement pour le suivi des joueurs ciblés répondant à la philosophie du club ? Un président qui a pensé à une réflexion sur l'autofinancement de son club ? Un président qui s'est réuni avec le DTS des jeunes pour examiner la situation ? Dommage ! Nos présidents ne sont là que pour se faire une place au soleil ou se rapprocher des autorités locales.

A vrai dire, ils ne sont là que pour tromper l'opinion publique et trahir la sensibilité des supporters. Mais, jusqu'à quand ? Pire encore, on parle de contrats falsifiés, de plaintes de joueurs, d'entraîneurs étrangers et de qualifications de joueurs douteuses. Le cas du Camerounais Rooney qui n'est pas international dans son pays en est la parfaite illustration. C'est dire que la Ligue de football professionnel (LFP) a nui à l'image de l'Algérie. Cette dernière a même transgressé la réglementation lors du fameux derby USMA - MCA, avant d'être remise à l'ordre par le TAS de Lausanne. Une affaire qui a créé un conflit entre les fans du MCA, l'ESS, le CSC, la JSK et la JSS. On est bien loin, très loin même, du rôle du football, moyen de rapprochement et de fraternité. L'argent et l'intérêt personnel ont pris le dessus. Mais attention, « l'argent est une langue qui parle, mais aussi une main qui tue », dit-on.

## JS Kabylie La coupe de la CAF, l'autre défi



La Jeunesse sportive de Kabylie (JSK) a été officiellement choisie comme deuxième représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football, a annoncé le Bureau fédéral (BF) de la FAF, juste après sa réunion à Alger. « La JSK sera notre deuxième représentant en Coupe de la Confédération », a révélé le membre du BF, Ammar Bahloul, en conférence de presse. Interrogé sur les critères sur lesquels s'était basé le BF pour prendre cette décision, surtout

que cette deuxième place pour participer à la prochaine Coupe de la Confédération suscitait les convoitises d'autres clubs, notamment l'US Biskra, Bahloul a évité toute polémique, en affirmant que « d'un point de vue légal, le Bureau fédéral avait toutes les prérogatives pour prendre cette décision, sans avoir à justifier son choix, et c'est ce qu'il a fait ». Concernant la longue temporisation avant d'annoncer cette décision, Bahloul a expliqué que « le BF a évité de faire les cho-

ses dans la précipitation, pour ne pas commettre d'erreurs qui auraient nui à sa crédibilité ». L'autre représentant en Coupe de la Confédération sera l'Entente sportive de Sétif (ESS), alors que le CR Belouizdad et le MC Alger défendront les couleurs nationales dans la prestigieuse Ligue des champions. En tous cas, la participation à la coupe de la CAF représente un nouveau défi pour le team de l'entraîneur Zelfani, avec lequel il faudra compter lors du prochain exercice.

## US Biskra Moez Bouakaz nouvel entraîneur



Phs.: Arch.

L'US Biskra a trouvé un accord avec l'entraîneur suisse-tunisien Moez Bouakaz pour diriger la barre technique de l'équipe des « Ziban » lors de la saison 2020-2021, a annoncé le club de Ligue 1 algérienne de football. « L'entraîneur Moez Bouakaz dirigera officiellement l'USB, après que la direction du club, dirigée par le président Benaïssa, a trouvé un accord final avec lui », a écrit la cellule de communication de l'USB sur les ré-

seaux sociaux. Selon la même source, la direction du club « a entamé les démarches administratives pour sa venue en Algérie et entamer par la suite ses fonctions durant les prochains jours ». Bouakaz sera assisté de l'ancien international algérien Moulay Haddou, qui était présent durant la séance d'entraînement de dimanche, après avoir effectué les tests de dépistage du Covid-19.

Le technicien suisse-tunisien de 54 ans a roulé sa

bosse dans plusieurs clubs algériens, à commencer par l'ES Sétif en 2007, avant de coacher l'USM Bel-Abbès, le RC Relizane, le MC Oran, la JS Saoura, la JSM Béjaïa à plusieurs reprises et enfin le CA Bordj Bou Arreridj. A noter que le coup d'envoi de la nouvelle saison 2020-2021 sera donné le 28 novembre prochain, soit après 8 mois et demi de l'arrêt des compétitions mi-mars dernier en raison de la pandémie de Covid-19.

## CR Témouchent La situation juridique de la SSPA inquiète

Le CR Témouchent, nouveau promu en Ligue 2 de football, est dans l'obligation de « tirer au clair » la situation juridique de la Société sportive par actions (SSPA) de son club, mise en veilleuse depuis 2012, avant de déposer son dossier d'engagement en vue de la saison prochaine, a indiqué son président Talby Houari. Cela fait suite à une note reçue dans ce sens de la part de la Fédération algérienne de la discipline par laquelle elle rappelle à la direction de cette formation de l'Ouest qu'elle devra « trancher l'avenir de la SSPA du club ». « Le CRT

avait créé son SSPA après sa montée en Ligue professionnelle, mais depuis sa relégation au troisième palier en 2012, elle a été mise en veilleuse, sans pour autant que ses responsables ne procèdent à sa dissolution, surtout qu'elle était en faillite.

Cette situation porte désormais préjudice à notre club », déplore le boss du CRT. Il a fait savoir à ce propos qu'il a tenté de joindre les membres du conseil d'administration de cette SSPA, à leur tête Larbi Baki, en vain, et qu'il souhaitait « régler cette affaire dans les meilleurs délais pour ne pas nuire à

l'avenir du club qui doit se prononcer sur le statut avec lequel il sera engagé en Ligue 2 (professionnel ou amateur) ». « Etant en situation de faillite, les responsables de la SSPA sont dans l'obligation d'entamer les démarches administratives et juridiques d'usage pour procéder à sa dissolution », a insisté ce même dirigeant, souhaitant que cette affaire soit réglée de « la meilleure manière possible pour ne pas contraindre la direction du Club sportif amateur (CSA) de recourir à la justice », a-t-il encore prévenu.

## USM Bel-Abbès Naftal au chevet du club

La direction de l'USM Bel-Abbès, qui vient d'officialiser la venue de l'entraîneur Liamine Bougherara, ambitionne de revoir ses ambitions à la hausse après avoir été rassurée par l'apport de son principal sponsor, Naftal, avec lequel elle a signé un « précieux contrat de trois ans », a indiqué le Directeur général (DG) du club de Ligue 1 de football. « Nous commençons désormais à voir le bout du tunnel après la période très délicate que nous avons traversée, et ce, grâce au contrat de trois ans que nous avons signé avec Naftal moyennant la somme de 150 millions DA par an », a indiqué Abbes Morsli. La conclusion de cette transaction a permis à l'USMBA de lancer enfin ses préparatifs en vue de

la prochaine saison, en engageant d'abord un nouvel entraîneur en la personne de l'ancien gardien de but international et en faisant signer ses deux premières recrues. Parmi les joueurs ciblés, il a cité les attaquants Belmokhtar (USB) et Balegh (CSC).

Cependant, il appartient à la direction du club de l'Ouest du pays de régler ses dettes envers d'anciens joueurs ayant saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour lever l'interdiction de recrutement dont elle fait l'objet depuis le mercato hivernal. A ce propos, le même responsable s'est dit « optimiste » quant à la possibilité de surmonter cet obstacle, en tablant notamment sur « des solutions conjointes avec les plaignants ». La direction de

l'USMBA a déjà réussi à convaincre plusieurs joueurs de retirer leurs plaintes, mais doit faire face à deux affaires au niveau de la CNRL et deux autres au Tribunal arbitral sportif (TAS), selon le DG du club, qui prédit une « nouvelle ère » à l'USMBA, « surtout que Naftal n'écarte pas l'éventualité de racheter la majorité des actions de la société sportive du club dans un proche avenir ». Par ailleurs, et concernant la composante du nouveau staff technique de l'équipe première, le même interlocuteur a fait savoir que Bougherara sera assisté de Lyes Arab et Hachemi Benkhedda, ainsi que Zeghdoudi comme préparateur physique, en attendant la nomination d'un entraîneur des gardiens de but.



République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de la Communication

Prix du Président de la République,  
du Journaliste Professionnel  
*Sixième édition, 2020*

**«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »**

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel», dans sa sixième édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

**Objectifs:**

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

**Catégories du prix :**

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

**Conditions de participation :**

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019 - 2020.

**Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »**

**Modalités d'attribution du prix :**

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1<sup>er</sup> lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2<sup>e</sup> lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3<sup>e</sup> lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

**Dossier de candidature :**

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

**a) Pièces administratives :**

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

**b) Œuvre objet de participation :**

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

**c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :**

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

**Dépôt des dossiers :**

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au **18 octobre 2020**.

**Formulaire de candidature :**

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

## Etats-Unis La pandémie renvoie les femmes à la maison



Aracelis Bonet a dû se résoudre à mettre de côté son travail pour se consacrer entièrement à son fils. Aux Etats-Unis, des milliers de femmes sont contraintes de rester au foyer et de renoncer à leur emploi, faute d'écoles ouvertes à cause de la pandémie de Covid-19. «Si j'avais été mère célibataire, je serais probablement SDF aujourd'hui», confie cette agente immobilière de 50 ans, depuis sa maison à Orlando, en Floride. Adam, 14 ans, est autiste. Il a besoin de soins constants, matin, midi et soir, explique-t-elle. Une situation incompatible avec son métier qui requiert disponibilité et flexibilité.

La pandémie de Covid-19 est en train d'anéantir les lents progrès réalisés par les femmes ces dernières décennies en matière de participation au marché de l'emploi. Une enquête effectuée entre les 16 et 24 juillet par le bureau des statistiques américain, montre que 24,4% des adultes âgés de 24 à 44 ans ne travaillaient pas en raison des problèmes de garde causés par la pandémie. Mais la proportion des femmes (30,9%) était plus de deux fois et demie supérieure à celle des hommes (11,6%). Le maintien de la fermeture de nombreuses écoles aux Etats-Unis est vivement critiqué par le président Donald Trump qui y voit un frein à la reprise économique. Le

débat s'est invité dans la campagne avec son adversaire démocrate Joe Biden. Au mieux, Aracelis Bonet parvient à travailler 15 heures par semaine contre 35 à 40 heures auparavant. Ses revenus ont déjà chuté de plus de la moitié. «C'est très stressant et très frustrant», témoigne-t-elle, décrivant ses journées interminables pour faire progresser son fils sur tous les plans académique, social, psychologique — sans aucune aide — tout en s'efforçant le soir de conserver un minimum de clients. «Je suis mère, enseignante, thérapeute, je suis épuisée». En septembre, la participation au marché de l'emploi des femmes de 20 ans est tombée à 56,8% contre 69,9% pour les hommes. A l'évidence, «le Covid-19 a exacerbé les inégalités entre les races, entre les revenus et entre les sexes», résume Diane Swonk, économiste en chef chez Grant Thornton.

### CARRIÈRE BRISÉE

Le risque est de creuser davantage l'écart entre hommes et femmes notamment dans l'accès aux postes à responsabilité dans les entreprises. Car quitter son emploi, c'est ralentir durablement la trajectoire d'une carrière, souligne l'économiste. La presse scientifique, comme Nature ou le British medical journal, a montré

que les chercheuses, contraintes d'assurer l'école à la maison, n'étaient pas épargnées: elles publiaient moins d'études que les hommes en cette période de pandémie. Elles sont aussi moins nombreuses que les hommes à s'être lancées ces derniers mois dans de nouvelles recherches. L'absence de garde d'enfants ou l'ouverture partielle des écoles empêchent aussi les femmes ayant perdu leur emploi d'en retrouver un rapidement.

C'est un peu la double peine, souligne Gregory Daco, chef économiste pour Oxford Economics. «Car la pandémie a touché beaucoup plus durement les femmes qui occupaient des emplois du secteur des services, le plus affecté par la pandémie. Et, les statistiques montrent que le retour vers l'emploi est beaucoup plus lent pour les femmes que pour les hommes», souligne-t-il.

### ENGAGEMENT POLITIQUE

Mary Proffitt, qui vit à Lexington dans le Kentucky (sud), en fait partie. «Je vis avec mon fils âgé de 12 ans et mon père, 88 ans, atteint d'une leucémie», explique la sexagénaire qui était employée dans un restaurant avant d'être licenciée fin mars. Pour elle, le retour au travail est illusoire car elle serait exposée au risque d'être contaminée par le coronavirus. En l'absence d'assurance santé, de congés maladie payés et avec un père souffrant d'un déficit immunitaire, c'est tout simplement invisable.

De plus, à quoi bon aller travailler à mi-temps pour payer des structures d'accueil «ridiculement chères»? Et de pester contre les républicains. «Avec les démocrates, nous ne serions certainement pas dans cette situation chaotique», opine-t-elle. «Toute ma vie, j'ai été engagée politiquement. Depuis mars, je le suis davantage encore», dit-elle, même si elle ne pense pas que le vote des femmes lors du scrutin du 3 novembre puisse faire la différence dans un Etat, acquis aux républicains, comme le Kentucky.

## Japon La mort du styliste Kenzo des suites du covid 19 provoque un vif émoi

Des responsables politiques, des amoureux de la mode et des amis du créateur japonais Kenzo lui rendaient hommage lundi dans son pays natal, au lendemain de son décès en France à l'âge de 81 ans, décédé des suites du Covid-19. «C'est très triste (...). «Nous souhaitons exprimer nos sincères condoléances pour la mort de M. Kenzo Takada, qui a diffusé dans le monde entier les arts et la culture de notre nation», a déclaré le porte-parole du gouvernement nippon Katsunobu Kato. La gouverneure de Tokyo Yuriko Koike a quant à elle fait part sur Twitter de son «respect pour son merveilleux talent». Junko Koshino, amie de Kenzo depuis leurs études dans la même école de mode à Tokyo dans les années 1950-60, a déclaré à des médias locaux qu'elle ne pouvait «toujours pas croire» à sa disparition. La styliste lui avait rendu visite en février dernier à Paris et lui avait en-

core parlé récemment. «Je lui avais dit +S'il te plaît, fais attention. Ne sors pas+. Et il m'avait répondu +Non, ne t'inquiète pas. Je ferai attention+» au virus, a-t-elle confié. L'école de mode Bunka Gakuen de Tokyo a aussi rendu hommage à son prestigieux ancien élève, en soulignant notamment dans une déclaration qu'il était une source d'inspiration les jeunes talents. Sa mort était aussi abondamment commentée par des fans sur les réseaux sociaux japonais. «J'ai adoré ses imprimés floraux et ses parfums. Merci de m'avoir appris tant de choses merveilleuses. Maudit coronavirus», a écrit un utilisateur de Twitter. «Je suis vraiment choqué... J'ai été inspiré par les couleurs (de Kenzo)», a déclaré un autre. «Je déteste le coronavirus. Il m'enlève tellement de choses». Kenzo Takada était le premier styliste japonais à s'être imposé à Paris, où



il a fait toute sa carrière et a rendu célèbre son prénom. Il «s'est éteint le dimanche 4 octobre 2020 à l'Hôpital américain de Neuilly-sur-Seine des suites du Covid-19», avait annoncé dimanche un porte-parole du créateur dans un communiqué. En pleine Fashion Week parisienne, son décès a aussi suscité une pluie d'hommages en France et dans le monde de la mode.

## Thaïlande «Prison dorée» pour les premiers touristes étrangers de retour



Piscine privée à débordement, baignoire avec vue, lit king size : les premiers touristes étrangers attendus sur le sol thaïlandais après plus de six mois d'interdiction vont vivre une quarantaine cinq étoiles, mais ils devront se confronter à des règles de sécurité parmi les plus strictes au monde. «Cela sera confortable, même si j'ai peur d'être angoissé à cause de l'enfermement», dit à l'AFP Jean-François, un retraité français installé à Stockholm, qui espère venir passer l'hiver dans le royaume. «Je me demande aussi si la Thaïlande n'en fait pas un peu trop».

Les autorités obligent les vacanciers étrangers, qui devraient arriver au compte goutte dans les prochaines semaines, à un isolement de 14 jours dans un hôtel spécialement agréé à Phuket (sud) avant de pouvoir prolonger leur séjour dans le reste du pays. Deux tests de coronavirus, 28 prises de température, des médecins et agents de sécurité qui, depuis une «war room», scrutent les chambres 24 heures sur 24: pour être l'un des rares complexes de l'île autorisés à accueillir ces visiteurs atypiques, le luxueux hôtel «The Senses Resort», qui surplombe la célèbre baie de Patong, a dû se mobiliser. Les employés ont suivi une formation à l'hôpital et ont été dotés d'équipements personnels de protection (PPE) pour livrer les repas devant les portes. Seize villas, d'une surface de 110 à 220 m<sup>2</sup>, ont été repensées afin de ne laisser que des surfaces en bois ou en plastique plus faciles à désinfecter. Des caméras de vidéosurveillance ont été installées à l'entrée de chacune d'entre elles. «Vu les dépenses engagées, nous n'allons pas tirer beaucoup de bénéfices de cette clientèle spéciale», estime Suppachoke Laongphet, propriétaire de l'hôtel, l'un des neuf agréés à Phuket pour le moment. Mais «il faut absolument trouver des sources de revenus pour soutenir notre équipe et l'économie locale». Avant la pandémie de coronavirus, le tourisme générait 93% des revenus de Phuket, la perle de la mer d'Andaman. Aujourd'hui, 95% des hôtels et plus de 70% des commerces sont fermés, d'après les autorités locales. D'où la nécessité de tenter de rouvrir l'île

... très timidement : seuls quelque 300 touristes en provenance de Chine et de Scandinavie devraient atterrir dans les semaines qui viennent, davantage par la suite si la situation sanitaire reste sous contrôle. En cas de succès, d'autres provinces thaïlandaises suivront ce modèle.

### 4.500 EUROS

Passer sa quarantaine au «Senses Resort» a un coût: 4.500 euros pour une personne repas inclus, près de 16.000 pour quatre. Seule une petite quantité de visiteurs seront intéressés par cette formule, reconnaît Kongsak Khoopongsakorn, président de la section sud de l'association des hôtels de Thaïlande: «ceux qui ont les moyens et qui souhaitent résider plusieurs mois dans notre pays très sûr en matière de lutte contre le coronavirus». «Ce n'est pas cela qui va redresser durablement l'économie thaïlandaise» tribunaire du tourisme, avec un nombre record de près de 40 millions de visiteurs l'année dernière, «mais cela nous permet de patienter». «The Senses Resort» a été homologué le 29 septembre et une vingtaine d'Indiens et d'Européens souhaitent déjà s'y placer à l'isolement. «Même si le standing est très bien, ce sera une mini-prison dorée», relève une Danoise de 50 ans, sous couvert d'anonymat. «Le sacrifice en vaut la peine : après on va pouvoir profiter de magnifiques couchers de soleil dans un des pays les plus sécurisés au monde». La Thaïlande recense moins de 3.600 cas et 59 décès liés au coronavirus. Les autorités comptent bien surfer sur cette image de destination sûre. Si un cas est repéré, la personne sera prise en charge à l'hôpital dans les 30 minutes, sa chambre désinfectée et laissée vide pendant une semaine. Si un visiteur tente de sortir de sa chambre, la police pourra intervenir dans les 15 minutes, détaille Thanchanok Pramkull, assistante commerciale au «Senses Resort». Une fois la quarantaine achevée, les vacanciers pourront rester de trois à neuf mois dans le royaume. La liberté sera encore loin d'être totale: ils seront tracés grâce à des applications sur téléphone portable, a prévenu le Premier ministre Prayut Chan-O-Cha.

## Egypte L'angoisse des familles pour leurs fils disparus en route pour l'Europe



Les familles de quinze Egyptiens partis d'une ville pauvre du Delta du Nil pour tenter en septembre la dangereuse traversée vers l'Europe craignent le pire pour leurs proches, portés disparus en mer comme des milliers de migrants avant eux. Dahmasha, située à 60 kilomètres au nord du Caire, au milieu des champs de coton, ressemble à une ville fantôme depuis que plusieurs centaines de ses jeunes hommes ont pris le chemin de l'exil via la Libye voisine en conflit. Un minibus affrété par un trafiquant d'êtres humains quittait encore mi-août cette localité de 18.000 habitants. Il était bondé: 37 jeunes hommes ayant payé chacun 70.000 livres égyptiennes (3.800 euros) se trouvaient à bord. Un mois plus tard, l'Organisation internationale des migrations (OIM) annonçait qu'au moins vingt migrants —principalement égyptiens et marocains— avaient disparu après le chavirement le 14 septembre d'une frêle embarcation partie de Libye. Deux corps ont depuis été rapatriés à Dahmasha et une vidéo non datée diffusée sur internet montre apparemment vingt survivants. De jeunes hommes originaires de cette ville, épuisés, y énumèrent les noms de ceux ayant péri dans le naufrage. Des proches ont confirmé leurs identités sans pouvoir vérifier la véracité de leurs affirmations faute d'avoir pu leur parler directement. La parlementaire égyptienne Sahar Atman a affirmé la semaine dernière sur Facebook, après ses contacts avec les autorités, que vingt des hommes avaient survécu et qu'ils allaient être rapatriés en Egypte. Mais aucune nouvelle des quinze manquant encore à l'appel. Depuis l'annonce de l'OIM, des mères et des épouses habillées de noir pleurent leur disparition.

### RETENUS EN OTAGE

«Je veux juste 1% de chance... d'entendre quelque chose qui va soulager ma soif de savoir où est mon fils», confie à l'AFP Horreya, mère d'un disparu de 24 ans. Son dernier contact avec son fils Mohamed Farrag s'est produit quelques heures avant qu'il n'embarque le 12 septembre sur un bateau au port

libyen de Zawiya, à l'ouest de Tripoli, à destination de l'île italienne de Lampedusa. Le jeune peintre en bâtiment a laissé derrière lui sa femme et son fils de deux mois. Il était l'aîné des trois enfants d'Horreya, «le plus gentil d'entre eux». Karim, 23 ans, frère du disparu, raconte que Mohamed lui avait demandé de partir avec lui. «Je lui ai dit: +je n'y vais pas. Tu es mort avant même d'arriver là-bas». Le voyage des Egyptiens s'est transformé en calvaire bien avant qu'ils n'atteignent les côtes de la Méditerranée, selon leurs proches. Selon Rawya Abdalla, son beau-frère l'a appelée de Libye, paniqué, la suppliant de lui envoyer de l'argent pour payer des trafiquants qui les détenaient. «Il disait qu'ils (les trafiquants) ne les nourrissaient pas, ne leur donnaient pas d'eau», se souvient-elle, ajoutant qu'ils étaient aussi battus notamment lorsqu'ils parlaient entre eux. «Il a été retenu en otage dans un entrepôt pendant 25 jours». La voiture familiale a été vendue et 20.000 livres égyptiennes ont été remises au passeur local qui a dit qu'il paierait la rançon. Un rapport d'Amnesty International publié en septembre a évoqué le sort de migrants «kidnappés par des milices, des groupes armés et des trafiquants», avant d'être «torturés ou violés jusqu'à ce que leurs familles paient des rançons».

Selon Mme Abdalla, les habitants de Dahmasha attendent toujours des informations de la part des autorités et de l'aide du gouvernement du président Abdel Fattah el-Sissi. «Nous demandons au président de reconnaître notre douleur», dit-elle. Sollicité par l'AFP le ministère égyptien de l'Emigration n'a pas répondu. Les Egyptiens ne constituent qu'un petit contingent au sein des dizaines de milliers de candidats à la traversée maritime vers l'Europe depuis le continent africain. «Que devraient faire nos jeunes? Tuer ou voler pour survivre? Ils émigrent pour ramener de l'argent de façon légitime», s'empare Rawya Abdalla. «Nous avons perdu nos fils et notre argent», déplore-t-elle. «Nous avons tout perdu. Nous n'avons rien. Nous voulons leurs corps pour qu'on puisse les enterrer ici».

## Djibouti Migrants éjectés d'un bateau par des passeurs : huit morts, 12 disparus



Huit migrants, des Ethiopiens, sont morts et 12 autres sont portés disparus après que des passeurs les ont éjectés d'un bateau au large des côtes de Djibouti, a déclaré à l'AFP à Nairobi une porte-parole de l'Office international des migrations (OIM), une agence des Nations unies. «Selon des témoins survivants, que l'OIM a secourus, trois passeurs ont violemment poussé des jeunes hommes et des jeunes femmes hors du bateau qui était alors en pleine mer», a dit cette porte-parole, Yvonne Ndege. Ces migrants étaient des Ethiopiens tentant de regagner la Corne de l'Afrique après avoir échoué dans leur tentative de rejoindre l'Arabie saoudite via le Yémen à cause des fer-

metures de frontières imposées par la pandémie de Covid-19.

Selon Mme Ndege, 34 migrants étaient à bord de ce navire qui se dirigeait vers Obock, une ville de transit importante à Djibouti pour les milliers d'Africains tentant de gagner le Golfe.

Au cours des trois dernières semaines, au moins 2.000 migrants sont arrivés du Yémen à Djibouti, la plupart tentant d'entrer en Ethiopie, en Somalie ou dans d'autres pays de la Corne de l'Afrique, selon l'OIM. L'agence de l'ONU leur a fourni des soins médicaux, des tentes, de l'eau, de la nourriture et de l'assistance. «Cette tragédie est un coup de semonce», a commenté Mme Ndege. «Des cen-

taines de migrants quittent le Yémen quotidiennement pour tenter de rejoindre Djibouti. Ils mettent leur vie en jeu, risquent d'être exploités par des passeurs et, dans ce cas précis, tragiquement, en meurent».

En janvier 2019, au moins 58 migrants, des Ethiopiens pour la plupart, se sont noyés au cours du naufrage de deux bateaux qui les transportaient de Djibouti. Le détroit de Bab el-Mandeb, qui sépare Djibouti du Yémen, a cette particularité de donner lieu à un trafic de migrants et de réfugiés dans les deux sens, des Yéménites fuyant la guerre et des Africains allant tenter leur chance dans la péninsule arabique.

## Nouvelle-Zélande Un village dévasté par un feu de forêt



Une cinquantaine d'habitations ont été détruites dans un feu de forêt en Nouvelle-Zélande, ont annoncé lundi les autorités, jugeant miraculeux que le mur de flammes qui s'est abattu sur un village isolé de l'île du Sud n'ait fait aucune victime. Le feu a pris tôt dimanche dans les montagnes surplombant la localité de Lake Ohau et, attisé par des vents violents, a dévalé jusqu'à ce village, provoquant la fuite des habitants. Les services des pompiers ont expliqué que les vents changeants compliquaient la lutte contre les flammes qui, lundi après-midi, avaient brûlé 4.600 hectares.

Le chef du district de Waitaki Gary Kircher a indiqué que le village de Lake Ohau était dévasté. «Nous pensons que sur les 60 ou 70 maisons, la majorité est détruite», a-t-il dit sur Radio New Zea-

land. «La vérité, c'est que c'est un petit miracle que personne n'ait été blessé», a-t-il poursuivi. «Quinze, vingt minutes de plus et les choses n'auraient pas été les mêmes.» «J'ai parlé avec un homme qui s'est levé pour aller voir son chien (qui aboyait) à l'aube, il a ouvert sa porte et a vu ce mur orange», a-t-il ajouté. «C'est lui qui a déclenché l'alarme incendie et aidé à réveiller les gens.» Les incendies sont relativement communs dans l'île du Sud à cette période de l'année mais la taille et l'intensité de celui-ci sont inhabituelles. Hugh Spiers, un habitant du village qui a perdu sa maison, a qualifié d'«irréelle» la force de l'incendie, faisant un parallèle avec les brasiers que l'on voit chaque année en Australie. «Le vent était tellement fort et les flammes, la fumée, les flammèches, les escarbilles... C'était com-

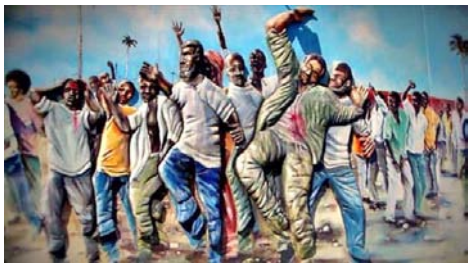
me ce que l'on voit lors des feux de forêt en Australie», a-t-il dit. Lundi après-midi, la tête du feu s'était suffisamment éloignée du village pour permettre le retour des habitants qui ont découvert horrifiés l'étendue des dégâts. «L'expression que j'ai entendue était celle d'une zone de guerre», a déclaré le ministre de la protection civile Peeni Henare qui a accompagné les habitants dans leur village. Onze hélicoptères et huit compagnies de pompiers ont été mobilisés pour contenir les flammes, ont signalé les services des pompiers.

De faibles précipitations sont prévues dans les 24 prochaines heures, laissant espérer que feu soit circonscrit mardi soir. La Nouvelle-Zélande vient de connaître un hiver austral considéré comme l'un des plus chauds de son histoire.

**2**

**10.10** Les Z'amours  
**10.55** Tennis : Roland-Garros  
**12.00** Journal 13h00  
**12.40** Météo 2  
**12.44** La p'tite librairie  
**13.00** Tennis : Roland-Garros  
**19.00** Journal 20h00  
**19.39** Basique, l'essentiel de la musique  
**19.42** Image du jour: Roland Garros  
**19.45** Un si grand soleil

## 20.05 Décolonisations, du sang et des larmes



**- La fracture (1931-1954)**  
Partie 1 : La fracture (1931-1954). Dès les années 30, alors que l'empire colonial français est à son apogée, les premières revendications d'indépendance se font entendre ; mais la France reste sourde à ces manifestations. La Seconde Guerre mondiale va rebattre les cartes et remettre en question un système de domination qui semblait jusque-là immuable.

**3**

**09.44** Ensemble c'est mieux !  
**10.35** L'info outre-mer  
**11.25** 12/13 : Journal national  
**11.55** Tennis : Internationaux de France  
**13.15** Rex  
**15.10** Des chiffres et des lettres  
**15.40** Personne n'y avait pensé !  
**16.15** Slam  
**17.00** Questions pour un champion  
**18.30** 19/20 : Journal national  
**19.20** Plus belle la vie  
**19.45** Tout le sport

## 20.55 Crimes parfaits



**Série policière - France - 2019**  
**Saison 2 - Episode 9**  
**- A la vie, à la mort**  
Avec Julie Ferrier, Wendy Nieto, Juliette Petiot, Sophie de la Rochefoucauld  
Annabelle, 15 ans, est tombée amoureuse de son parrain, Alex, 48 ans, et lui d'elle. Bruno, le père de la jeune fille, ne peut se résoudre à accepter cette idée... quitte à tuer pour cela. Louise et Fatou vont enquêter dans une entreprise de pompes funèbres où Bruno et Alex, amis d'enfance, travaillaient ensemble.

**4**

**10.55** Anatole Latuile  
**11.45** Max & Maestro  
**12.35** Il était une fois... la vie  
**13.00** La maison des parents  
**15.15** Ninjago  
**16.39** Les Minikeums  
**16.40** Angelo la débrouille  
**17.25** Club Lumni  
**19.05** Une saison au zoo  
**20.04** La p'tite librairie

## 20.05 L'extravagant voyage du jeune et prodigieux T.S. Spivet



Avec Kyle Catlett, Helena Bonham Carter, Callum Keith Rennie, Judy Davis  
Passionné par la cartographie et les inventions scientifiques, T.S. Spivet, un petit garçon surdoué, vit dans un ranch isolé du Montana. Un matin, sans rien dire à personne, il décide de quitter sa famille et de se rendre seul à Washington pour y recevoir un prestigieux prix de science qui récompense son projet de machine à mouvement perpétuel.

**5**

**10.45** La quotidienne  
**12.40** Le magazine de la santé  
**13.35** Allô, docteurs !  
**14.10** La vie secrète du zoo  
**14.35** Sur les toits du monde  
**15.30** La bataille du miel  
**16.30** C à dire ?!  
**16.45** C dans l'air  
**18.00** C à vous  
**19.20** Passage des arts  
**19.50** Ils font bouger les lignes  
**21.20** La p'tite librairie  
**21.25** C dans l'air  
**22.30** Le pitch cinéma  
**22.35** C à vous

**arte**

**10.15** Le retour des loups : Une chance pour le parc de Yellowstone  
**11.05** L'évolution en marche  
**11.50** Arte journal  
**12.00** Arte Regards  
**12.40** Le port de la drogue  
**14.00** A l'ombre des grands châteaux  
**15.25** Invitation au voyage  
**16.05** X-enius  
**16.45** Des vignes et des hommes  
**17.10** Merveilles d'Afrique  
**18.45** Arte journal  
**19.05** 28 minutes  
**19.50** Syrie : Les dessous du conflit  
**21.20** Daech, le dilemme de la justice

**TF1**

**09.30** Crimes et faits divers: la quotidienne  
**14.05** Si près de chez vous  
**15.15** Les anges 12, Asian Dream  
**18.05** Doctor Who  
**20.05** Contre-enquête  
**21.40** Prédications

**C8**

**10.08** TPMP  
**11.45** William à midi  
**13.20** Inspecteur Barnaby  
**17.10** A prendre ou à laisser  
**18.10** TPMP  
**20.15** Soirée Psychodon à l'Olympia



**CANAL+ family** 19.50

## KUNG FU PANDA 3

Film d'animation  
- Etats-Unis - Chine - 2016

Dans le royaume des esprits, un combat homérique oppose maître Oogway, la puissante tortue, au terrible Kai, retenu depuis longtemps en ces lieux. Celui-ci, vainqueur, et désormais très puissant, veut continuer son ouvrage de destruction sur Terre. En Chine, au même moment, Po apprend que Shifu renonce à enseigner le kung fu et fait de lui son successeur. Mais Po, encore bien maladroit, a du mal à reprendre le flambeau et il devient la risée de ses camarades. Tout bascule quand Kai arrive sur Terre et que Li Shan, un grand panda, débarque dans la vie de Po, son fils.

**CINE + PREMIER** 19.50

## DARKEST MINDS : RÉBELLION



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2018  
Avec Amandla Stenberg, Mandy Moore, Bradley Whitford, Harris Dickinson  
Dans un futur proche, 98% des adolescents de la planète meurent d'une maladie extrêmement contagieuse nommée Neurodégénérescence idiopathique aiguë, la NIAA. Les rares survivants sont des mutants dotés d'impressionnantes capacités, sur lesquels inquisiteurs les autorités. Parmi ces jeunes gens, Ruby, dont la force excède celle de ses condisciples, est internée depuis six ans dans de terribles conditions dans le camp de Thurmond, sous haute surveillance.

**RTL9** 19.50

## LA SOMME DE TOUTES LES PEURS



Thriller - Etats-Unis - Allemagne - 2002  
Avec Ben Affleck, Morgan Freeman, Ciarán Hinds, James Cromwell  
En Russie, après le décès du président en exercice, Nemerov, un obscur diplomate, arrive au pouvoir, sur fond de crise en Tchétchénie. Le président américain somme la CIA de suivre la situation de près. C'est au jeune analyste Jack Ryan, qui a déjà étudié Nemerov, que revient cette mission. Contrairement à ses supérieurs, Ryan est persuadé des intentions pacifistes du nouveau dirigeant. Mais entre les deux puissances, la tension monte.

# TÉLÉVISION

**TF1**

## 20.05 Good Doctor



**Série hospitalière - Etats-Unis - 2019**  
**Saison 3 - Episode 11/20**

**- Ouvrir son coeur**  
Avec Freddie Highmore, Hill Harper, Antonia Thomas, Nicholas Gonzalez  
Alors que le comportement autodestructeur de Shaun s'intensifiait, Lea était là pour le reconforter. Shaun réalise que les choses se déroulent différemment avec Carly. Pendant ce temps, l'équipe opère une patiente qui refuse toute anesthésie pendant la chirurgie par crainte de retomber malade.

**6**

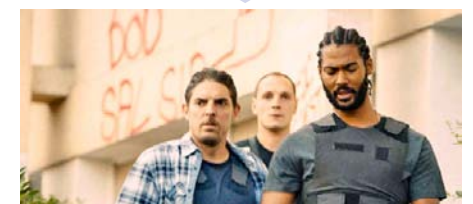
## 20.05 Maison à vendre



Présenté par Stéphane Plaza, Emmanuelle Rivassoux, Sophie Ferjani  
Un couple veut quitter l'Essonne pour retourner dans sa Charente natale. La mutation de ces deux aides-soignants a été acceptée, il ne reste plus qu'à vendre la maison. Mais les visites n'ont guère été concluantes. Stéphane Plaza et Emmanuelle Rivassoux tentent d'aider le couple pour que cette maison puisse plaire au plus grand nombre.

**CANAL+ family**

## 20.08 Les Misérables



**Drame - France - 2019**

Avec Damien Bonnard, Alexis Manenti, Djibril Zonga, Issa Perica, Al-Hassan Ly  
Juillet 2018 : la France vient de gagner la coupe du Monde de Football. Muté à la brigade anti-criminalité de Montfermeil, Stéphane Ruiz, originaire de Cherbourg, doit faire équipe avec Gwada et Chris, aux méthodes parfois limites. Dans la cité des Bosquets, le jeune Issa lorgne vers la délinquance et Buzz filme tout avec son drone. Lors d'une patrouille sur un marché, les policiers entendent des gitans réclamer la restitution de leur lionceau volé.

**PLANETE +**

**10.49** Les présidents et le sport  
**12.06** Planète School  
**12.58** Very Food Trip  
**13.28** Microbiote  
**14.31** Food 3.0  
**15.18** Eva Braun dans l'intimité d'Hitler  
**16.38** Faites entrer l'accusé  
**18.05** Drôles de villes pour une rencontre  
**19.04** American Pickers, la brocante made in U.S.A.  
**19.55** Hitler, à la conquête de l'Est  
**21.49** Apocalypse : La Guerre des Mondes 1945-1991

**TFX**

**08.45** Mamans & célèbres  
**11.35** Une nounou d'enfer  
**15.05** Mamans & célèbres  
**17.00** 10 couples parfaits  
**19.00** Friends



**20.00** Petits plats en équilibre  
**20.05** Le coeur des hommes 2

**W9**

**09.30** W9 Hits Gold  
**10.35** W9 Hits  
**11.45** Météo  
**11.50** NCIS



**15.40** Un dîner presque parfait  
**17.50** Les Marseillais vs le reste du monde  
**20.00** Météo  
**20.05** Mince alors!  
**22.00** Daddy Cool



	6
--	---

	6
--	---

**CROISÉS N° 7870**

**Verticalement:**

- A.** Pas indiqué pour un travail de proximité.
- B.** Grecque, c'est sur ! Sacquer.
- C.** Vrai faucon ! Expression bête.
- D.** En suite. Dans le coup. Préposition.
- E.** Poney d'Espagne. Mélodie.
- F.** Cercles littéraires. C'est à dire.
- G.** Rome, ville ouverte. Traitée de trainée.
- H.** Il est du nombre. Mis en tête.
- I.** Il est mort, le soleil ! Mesure anglo-saxonne.
- J.** Jugé en délibéré.

**FOVILLIS N° 7870**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
O	R	C										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

**CODÉS N° 7870**

**FLÉCHÉS N° 7870**

# 10 ERRORS

**FLECHES N°7869**

C	H	A	R	A	B	I	A	
A		M		B	A	R	C	A
C	U	B	E		S	A	C	S
H		A	N		K	I	W	I
E	U	S		S	E	T		E
C		S	O	R	T		A	
A	R	A	S		B	O	U	T
C	A	D		C	D	A		T
H		E	C	O	L	I	E	R
E	M	U	E		L		U	E
	O	R	N	E		A	R	T
P	I		T	R	E	S		S

EQUILIS N° 7869

1 <b>N</b>	2 <b>O</b>	3 <b>B</b>	4 <b>U</b>	5 <b>R</b>	6 <b>I</b>
7 <b>L</b>	8 <b>T</b>	9 <b>M</b>	10 <b>E</b>	11 <b>A</b>	12 <b>S</b>
13 <b>P</b>	14 <b>V</b>	15 <b>C</b>	16 <b>D</b>	17 <b>F</b>	18 <b>G</b>
19	20	21	22	23	24

**SUDOKU N° 870**

## Le Nobel de médecine à trois découvreurs du virus de l'hépatite C



Le prix Nobel de médecine a été attribué conjointement lundi au Britannique Michael Houghton et aux Américains Harvey Alter et Charles Rice pour leur rôle «dans la découverte du virus de l'hépatite C» depuis la fin des années 70. Le trio est récompensé pour sa «contribution décisive» à la lutte contre cette hépatite, «un problème de santé mondial majeur qui provoque la cirrhose et le cancer du foie» dans le monde, a indiqué le jury Nobel lors de l'annonce.

L'Organisation mondiale de la santé estime à quelque 70 millions le nombre d'infections par l'hépatite C causant 400.000 décès chaque année. A la fin des années 70, Harvey Alter avait identifié qu'une contamination hépatitique mystérieuse avait lieu lors de transfusions alors qu'elle n'était ni l'hépatite A ni l'hépatite B, explique le jury. Des années plus tard, en 1989, Michael Houghton et son équipe sont crédités de la découverte de la séquence génétique du virus. Quant à Charles Rice, il a décrit la façon dont le virus se répliquait, des travaux qui ont conduit à l'émergence d'un nouveau traitement révolutionnaire au tournant des années 2010. Leur travail «est une réalisation historique dans notre lutte continue contre les infections virales», a noté Gunilla Karlsson Hedestam, membre de l'Assemblée Nobel qui décerne le prix.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Mali : plus de 100 jihadistes libérés en vue d'un éventuel échange



Plus d'une centaine de jihadistes condamnés ou présumés ont été libérés au Mali au cours du week-end dans le cadre de négociations pour la libération d'une personnalité malienne et d'une Française supposés être aux mains des jihadistes, a-t-on appris lundi de sources proches des tractations. «Dans le cadre de négociations pour obtenir la libération de Soumaïla Cissé et de Sophie Pétronin, plus d'une centaine de prisonniers jihadistes ont été libérés ce week-end sur le territoire malien», a déclaré à l'AFP un des responsables de la médiation sous le couvert de l'ano-

nymat en raison de la sensibilité de l'affaire. Un responsable des services de sécurité maliens a confirmé ces informations. Les prisonniers ont été relâchés dans le secteur de Niono (centre) et dans la région de Tessalit (nord) vers où ils ont été acheminés par avion, a-t-il dit.

Un élu de Tessalit a confirmé anonymement à l'AFP l'arrivée dimanche par avion de «très nombreux prisonniers jihadistes» et leur libération. Sophie Pétronin, humanitaire française, a été enlevée le 24 décembre 2016 par des hommes armés à Gao (nord du Mali). La dernière vidéo où elle apparaît

sait avoir été reçue mi-juin 2018. Elle y semblait très fatiguée, le visage émacié, et en appelait au président français Emmanuel Macron.

Dans une autre vidéo en novembre 2018, où elle ne figurait pas, ses ravisseurs affirmaient que son état de santé s'était dégradé. Soumaïla Cissé, ancien chef de l'opposition parlementaire et deuxième à trois reprises de l'élection présidentielle, a été kidnappé le 25 mars alors qu'il était en campagne pour les législatives dans son fief électoral de Niafouké, dans la région de Tombouctou (nord-ouest).

## Covid-19: bars fermés à Paris et en proche banlieue, «jauge» dans les centres commerciaux



Les bars devront fermer à partir d'aujourd'hui à Paris et en proche banlieue pour deux semaines, a indiqué lundi le préfet de police de Paris, en annonçant une série de nouvelles restrictions pour faire face à la progression de l'épidémie de Covid-19 dans cette région française. Les restaurants resteront eux ouverts aux «horaires habituels», s'ils respectent le nouveau protocole sanitaire, a ajouté le préfet Didier Lallement. En revanche, une «jauge» va être mise en place dans les centres commerciaux et les grands magasins, afin d'encadrer le «nombre de personnes pouvant se croiser», a dit le préfet. Ces magasins «devront accueillir au maximum un client pour quatre m<sup>2</sup>», a-t-il précisé.

Les «foires» et «parc des expositions» vont également devoir fermer, a annoncé le préfet. Ce qui signifie que les «congrès», «salons professionnels» ou «représentations de cirque sous chapiteau» «ne pourront se tenir dans les quinze prochains jours», a dit le préfet. Concernant les activités sportives, les piscines seront fermées à partir de mardi pour les adultes, mais resteront ouvertes aux mineurs «que ce soit dans un cadre scolaire, associatif ou privé», a détaillé M. Lallement. Les salles de sport et de fitness, restent fermées. En revanche, «tous les équipements de plein air», stades, terrains d'entraînement, «pourront rester ouverts à condition de rassembler moins de 1.000 personnes ou 50% de leur capacité maximale si elle est inférieure à ce chiffre de 1.000 personnes», a encore dit le préfet.

## Chine : 6 morts et 14 blessés après qu'un camion est rentré dans un marché



Six personnes ont été tuées et quatorze autres blessées, après qu'un camion lourd est rentré dans un marché agricole lundi dans le district de Minxian de la ville de Dingxi, dans la province chinoise du Gansu (nord-ouest). Des sources de la police locale ont déclaré que cinq personnes ont été grièvement blessées. L'accident s'est produit à 05h45, lorsque le chauffeur, identifié comme un villageois du bourg de Xijiang du district, a conduit le camion emballé dans une foire de produits agricoles. Les blessés ont tous été hospitalisés. Le chauffeur est actuellement en garde à vue et la cause de l'incident fait l'objet d'une enquête.

Le département provincial de gestion des urgences a dépêché un groupe de travail sur le site pour l'enquête.

## Afghanistan : huit morts dans une attaque visant un gouverneur



Huit personnes sont mortes dans une attaque-suicide visant le gouverneur d'une province afghane lundi, ont déclaré des responsables, alors que le président Ashraf Ghani s'est rendu au Qatar où les pourparlers de paix continuent avec les talibans. «Un kamikaze a percuté avec son véhicule rempli d'explosifs le convoi de Rahmatullah Yarmal, le gouverneur de la province de Laghman dans l'Est.

Quatre de ses gardes du corps et quatre civils ont été tués, et 28 blessés», a raconté à l'AFP son porte-parole Assadullah Daulatzai. Si le gouverneur s'en est sorti sain et sauf, la plupart des blessés sont des civils, a précisé M. Daulatzai. Tareq Arian, porte-parole du ministère de l'Intérieur, a confirmé ce bilan. L'attaque intervient alors que M. Ghani est parti lundi pour le Qatar afin d'y rencontrer des responsables locaux, trois semaines après l'ouverture à Doha de pourparlers de paix historiques entre Kaboul et les talibans.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### DE QUOI DEMAIN SERA FAIT ?

Lourde gestion que celle qui attend le monde enseignant dans quelques jours. S'il fallait bien qu'on y aille, il n'est pas évident que cette rentrée scolaire, totalement différente des autres, se déroulera dans une normalité parfaite. Parents et enfants ne seront pas en reste. Appréhensions et incompréhensions seront au menu d'une scolarité inévitable et chacun jouera le jeu, convaincu qu'une année, victime d'une amputation de plusieurs mois, est allée à vau-l'eau. Si en la matière, comme dans de nombreux autres, le gouvernement a marché sur des œufs, il lui a fallu se plier à une dangereuse empoignade avec une pandémie qui s'est plu à tuer à grand et petit feux.

La décision prise et les options choi-

sies pour lesquelles les syndicats ne sont pas d'accord sont d'autant plus compliquées lorsqu'un farouche rebond du virus se manifeste partout dans le monde jusqu'à aller menacer de trépas les plus puissants de ce monde. On peut penser que cette jetée à l'eau, même avec une bravade gouvernementale péniblement calculée, ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau et que les complications à venir vont être porteuses de bien de désagréments.

A contrecourant des confinements remis à l'ordre du jour dans la plupart des pays, l'Algérie ose avec prudence affronter au

grand jour la pandémie, bien que nul ne sait de quoi l'avenir sera fait.

Alternances des cours, scolarité le samedi, allègements des programmes, suppressions des matières, transports et crèches et les multiples assortiments mis en place pour faire bonne figure devraient surtout renvoyer cependant à un fondamental questionnement. C'est du gain de savoir et d'enrichissement à assurer aux enfants qu'il doit être avant tout question. Si toutes les énergies disponibles ont été déployées et si les dangers encourus sont évidents, il ne servira à rien de récolter des résultats inopérants.

Le seul bénéfice qu'acquerraient les écoliers serait qu'ils se rendent compte de l'immensité des contradictions de la vie dans lesquelles leurs parents sont noyés.